

Université de Montréal

'Faites un roi, sinon faites la guerre'
L'Action française durant la Grande Guerre (1914-1918)

par

Kevin Audet-Vallée

Département d'histoire
Faculté des arts et sciences

Ce mémoire est présenté à la Faculté des Arts et des Sciences en vue de l'obtention du grade de
mémoire de maîtrise

Avril 2012

© Kevin Audet-Vallée, 2012

Université de Montréal

Ce mémoire intitulé :
'Faites un roi, sinon faites la guerre'
L'Action française durant la Grande Guerre (1914-1918)

Présenté par
Kevin Audet-Vallée

Ce mémoire est présenté à la Faculté des Arts et des Sciences en vue de l'obtention du grade de
mémoire de maîtrise

A été évalué par les personnes suivantes :

David Meren

président-rapporteur

Carl Bouchard

directeur de recherche

Samir Saul

membre du jury

Mots-clés

Première guerre mondiale, Action française, Charles Maurras, Léon Daudet, nationalisme, royalisme

Keywords

First World War, *L'Action française*, Charles Maurras, Léon Daudet, nationalism, royalism

Résumé

L'Action française fut un mouvement idéologique et intellectuel marquant de l'histoire politique et culturelle de la Troisième république. Elle défendait, au moyen d'une rhétorique nationaliste et antirépublicaine, ainsi que d'un militantisme tapageur et d'un journal quotidien, l'idée d'une restauration de la monarchie en France sur les ruines d'une démocratie qu'elle estimait viciée et délétère. Durant la Grande Guerre, elle mit cependant en veilleuse son combat royaliste et se recentra sur son patriotisme. Cette approche la mena à appuyer pendant tout le conflit les gouvernements de défense nationale issus d'une Union sacrée résolument républicaine et à se poser comme l'un des principaux remparts contre les menaces à la nation, qu'elles soient intérieures ou extérieures. À l'issue du conflit, l'Action française était ainsi devenue un acteur politique reconnu et elle avait acquis une notoriété intellectuelle inédite. Cette volte-face notable n'a néanmoins été que très peu abordée de front dans l'historiographie du mouvement. Le présent mémoire vise à y remédier par l'examen du parcours politique et de l'évolution idéologique de l'Action française à partir de l'analyse des chroniques à saveur politique publiées dans son quotidien entre 1914 et 1918, ainsi que de rapports d'enquêtes de la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur. Cette étude dresse un portrait plutôt bigarré de ce parcours et de cette évolution. En effet, au moment où le journal et les maîtres de l'Action française attinrent une renommée singulière grâce à leur discours et leurs campagnes guidés par l'intérêt national, son militantisme fut en contrepartie pratiquement annihilé par la mobilisation militaire. De même, malgré son adhésion de principe à la trêve politique que fut l'Union sacrée, l'Action française ne délaissa pas pour autant son procès idéologique du régime républicain et la valorisation de son projet royaliste. La façon dont l'Action française a commenté et pris part à la vie politique de la Grande Guerre révèle également cette équivoque, tout en offrant un portrait singulier des grands débats de cette période.

Abstract

L'Action française was a significant ideological and intellectual movement in the French Third Republic's political and cultural history. With its nationalist and antirepublican rhetoric, its flashy political activism and its daily newspaper, it advocated the idea of the restoration of the French monarchy to replace the democratic government, which it considered deleterious. However, it put its royalist agenda on hold during the Great War and refocused on its patriotism. *L'Action française* backed the governments of the firmly republican *Union Sacrée* throughout the war and became one of the staunchest allies against the threats to the nation, whether internal or external. At the end of the war, *L'Action française* had become an acknowledged political actor and had acquired intellectual notoriety. Though significant, this turnaround has nonetheless received little attention in the movement's historiography. This thesis aims to examine *L'Action française's* political journey and ideological evolution based on an analysis of politically-flavored columns published in its daily newspaper between 1914 and 1918 and reports of investigations by the French Department of the Interior (*Sûreté générale*). This study depicts a rather colorful portrait of the movement's path and evolution. While *L'Action française's* theoreticians and newspaper acquired a great fame thanks to their views and efforts moved by national interest, its political activism was practically destroyed by the military mobilization. Moreover, despite adhering in principle to the political truce brought by the *Union Sacrée*, it never gave up on its ideological criticism of the republican regime and the promotion of its royalist agenda. Studying the French political scene during the Great War and the role *L'Action française* reveals this ambiguity while illustrating the singularity of the period's major debates.

Table des matières

Mots-clés	iv
Keywords	iv
Résumé	v
Abstract	vi
Abréviations	ix
Remerciements	x
Dédicace	xii
Introduction	1
1. <i>Historiographie</i>	3
2. <i>Problématique</i>	9
3. <i>Sources et méthodologie</i>	10
4. <i>Thèse</i>	13
Chapitre I – Les multiples figures du néoroyalisme	15
1. <i>La Ligue et ses branches</i>	16
2. <i>Les organes médiatiques et didactiques</i>	24
3. <i>Les maîtres du nationalisme intégral</i>	28
4. <i>Conclusion</i>	35
Chapitre II – Le nationalisme intégral en guerre.....	37
1. <i>L'intérêt national comme fondement du néoroyalisme</i>	38
2. <i>Les « conditions de la victoire »</i>	42
a. <i>L'unité nationale</i>	43
b. <i>Le maintien de l'autorité politique en place</i>	46
c. <i>Le respect des prérogatives du commandement militaire</i>	49
d. <i>Le soldat et la « part du combattant »</i>	51
e. <i>La censure et le rôle de la presse</i>	53
f. <i>Contre les agents de l'Allemagne et la trahison</i>	55
g. <i>Le combat culturel</i>	59
h. <i>Autres considérations</i>	61
3. <i>La rémanence des discours antirépublicain et royaliste</i>	63
a. <i>Causes et responsabilités du déclenchement de la guerre</i>	64
b. <i>Les pratiques et la culture républicaines en question</i>	67
c. <i>Valorisation de la monarchie</i>	72
4. <i>Conclusion</i>	75
Chapitre III – L'Action française au front politique	77
1. <i>L'Union sacrée</i>	78
2. <i>Les gouvernements de la défense nationale</i>	80
a. <i>Viviani et Briand</i>	82
b. <i>Ribot et Painlevé</i>	83
c. <i>Clemenceau</i>	85
3. <i>Républicains de gouvernement et socialistes</i>	89
a. <i>Républicains radicaux, modérés, démocrates et socialistes</i>	90

b. Socialistes.....	91
4. <i>Les « ennemis de l'intérieur »</i>	98
a. L'espionnage et la subversion économique	100
b. La trahison.....	102
5. <i>Au cœur de la crise politique de l'automne 1917 : 'le complot des panoplies'.</i> ..	110
6. <i>À droite</i>	114
a. Conservateurs et nationalistes républicains.....	115
b. Les catholiques	116
c. Les royalistes.....	118
7. <i>Conclusion</i>	120
Conclusion	123
Bibliographie	133

Abréviations

*Dans les notes de bas de page.

AF *L'Action française* (journal quotidien)

ANF Archives nationales de France

CM Charles Maurras

JB Jacques Bainville

LD Léon Daudet

LDM Louis Dimier

Remerciements

La rédaction de ce présent mémoire aura été une longue marche de deux ans parsemée d'embûches – dont un mur en particulier qui fut singulièrement robuste – et de nombreux détours – comme par exemple, la rémission suivant la malencontreuse rencontre avec la dite construction. Il va de soi que je n'aurais pu surmonter ces obstacles sans le concours d'un entourage bienveillant, envers lequel je me sens infiniment obligé.

D'abord et avant tout, il ne fait aucun doute dans mon esprit que cet exercice aurait été beaucoup plus laborieux sans la présence constante de Carlyne à mes côtés. Elle a toujours cru fermement en moi et ainsi su trouver les mots pour me ramener sur le droit chemin lors de mes trop nombreux moments d'égarements. Les mots me manquent pour lui exprimer toute ma gratitude à cet égard. Ce mémoire lui est donc dédié ; ça lui en fait donc au moins trente mille pour compenser.

À mes parents, Louise et Luc, j'aimerais faire part de mon affection envers eux pour leur indéfectible appui moral et matériel depuis le début de mes études universitaires. Je serai éternellement reconnaissant pour la confiance aveugle dont ils ont toujours fait preuve envers moi et mes projets. Une foi d'autant plus absolue que je les soupçonne fortement de ne pas trop savoir ce que contient la centaine de pages qui suit. Dans la même veine, j'aimerais remercier Virginie, Zacharie et Karine pour leur fraternité. En ce qui concerne Dorothée, son parrain se contentera pour le moment de lui promettre de l'appuyer autant que possible dans ses projets d'études futurs.

Le dépôt de ce mémoire marque à l'avenir l'aboutissement d'une longue collaboration avec le professeur Carl Bouchard, avec qui j'ai eu le privilège et le plaisir de travailler dans les dernières années. Je suis grandement reconnaissant envers lui pour la confiance qu'il a placée en moi, d'autant plus que je n'ai pas toujours été facile à suivre – surtout dans une période trouble de huit mois où je n'ai pas été fichu de lui soumettre ne serait-ce qu'une seule ligne de texte. Je

lui rends également grâce pour ses nombreux conseils et correctifs éclairés et éclairants, ainsi que pour m'avoir accordé de nombreuses audiences dans de brefs délais, et parfois même spontanément, lorsque j'en ressentais le besoin. Enfin, j'aimerais le remercier pour tous les contrats d'auxiliariat qu'il m'a accordés et qui m'ont permis de maintenir un niveau de vie respectable durant la période de rédaction. J'ai pris plaisir à travailler sur ses « lettres à Wilson » et j'ai bien hâte de voir où il veut en venir avec cela. De même, j'aimerais remercier les professeurs David Meren, Michel Sarra-Bournet et Samir Saul pour m'avoir offert l'opportunité de vivre des expériences de travail enrichissantes en tous points.

L'amitié et les discussions à bâtons rompus accompagnées d'un peu de jus de houblon ont été également pour beaucoup dans le processus de rédaction de ce mémoire. J'aimerais donc rendre hommage à mes vieux amis, Florence, Gaube, Maxime et Colin, pour avoir répondu présent lorsque je cherchais à m'évader du carcan de mes recherches ; merci les gars. Dans la même veine, j'aimerais remercier Philpol, avec qui les discussions sur nos mémoires respectifs et sur une multitude de sujets les plus loufoques les uns que les autres auront été extrêmement enrichissantes et divertissantes, surtout lorsqu'elles avaient lieu à la vénérable Taverne Jarry. Aussi, je suis reconnaissant envers Béland, Jérémie, Émilie et Fanny pour leur compréhension, leur indulgence et leur amabilité durant mes nombreuses séances de lecture et d'écriture pour ce mémoire. Un grand merci également à Louis pour avoir accepté avec diligence de traduire le résumé du présent mémoire dans un court laps de temps, malgré le choc qu'a dû lui causer l'élimination brutale des Canucks. J'aimerais en outre exprimer le grand plaisir que j'ai eu à vivre avec Orian le séjour de recherche à Paris, dont l'aspect loisir restera à jamais gravé dans ma mémoire. Je voudrais toutefois m'excuser envers lui pour mon incompetence à gérer un réveil-matin.

Enfin, merci au Club Optimiste.

À Carolyne

Introduction

À la signature de l'armistice le 11 novembre 1918, la France, pour la première fois en plus de cent ans, concluait une guerre conduite sur son territoire sous le même régime politique qu'à son déclenchement¹. Il y eut certes bien des questionnements entre 1914 et 1918 quant à la capacité de la Troisième république à assurer le salut du pays, tandis que quelques épisodes de crises sociales et politiques eurent lieu à l'avenant. Mais, fondamentalement, aucune menace sérieuse ne fut portée au régime. La subversion n'avait donc pas été à l'ordre du jour dans un contexte de guerre totale où tous les éléments de la société avaient été mis à contribution pour la défense nationale, en particulier le monde politique qui avait presque unanimement adhéré à la trêve de l'Union sacrée. Pour les courants favorisant un changement de régime politique, cela s'était traduit par une temporisation de leur dissidence. Point de passage obligé pour qui s'intéresse à l'histoire politique de la Troisième république², le cas du mouvement l'Action française symbolise bien cette détente dans les combats politiques en France entre 1914 et 1918.

En effet, en tant que porte-étendard dans l'avant-guerre d'une restauration de la monarchie ainsi que, dans une moindre mesure, de l'antiparlementarisme et du nationalisme tapageur, cet ensemble militant idéologique et intellectuel ne semblait pas destiné à rallier et à appuyer fidèlement, tout au long de la guerre, une trêve politique dont la mesure était battue par le régime républicain. Fondée en 1898, l'Action française défendait au seuil de la Grande Guerre une doctrine dite de « nationalisme intégral », énoncée au tournant du XX^e siècle par l'idéologue Charles Maurras. Suivant ce système de pensée, devant le supposé état de décadence intérieure et de déliquescence extérieure de la France causé par les faiblesses inhérentes et diffuses du régime de la Troisième république, seule une restauration par un « coup de force » d'une monarchie

¹ Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Paris, Éditions Belin, 2002, p. 9.

² Michel Leymarie, « Introduction » dans *Ibid.*, et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 17.

autoritaire, antidémocratique et traditionaliste, pouvait remettre le pays sur les rails et empêcher sa lente annihilation en temps de paix, ou de manière subite en cas de guerre. Le nationalisme de l'Action française était « intégral » en ce sens qu'il était issu d'un raisonnement positiviste suivant lequel, dans l'absolu, seule une monarchie assurerait la primauté des intérêts patriotiques sur toute autre considération à la tête de l'État français. Cette approche était positiviste en ce sens qu'elle relevait d'une réflexion empirique à l'égard des différents régimes ayant gouverné la France depuis l'aube de la Révolution. Maurras en était ainsi arrivé à la conclusion que la nation française avait toujours été plus unie et mieux défendue sous l'égide du pouvoir royal qui avait mené le pays pendant plus de mille ans jusqu'en 1789, que par les différentes autorités qui s'étaient succédées à partir de cette date jusqu'à la Troisième République. Le royalisme de l'Action française, s'il se réclamait bel et bien des Bourbons de l'Ancien régime, reposait donc sur la raison et non sur un lien émotionnel comme celui des hobereaux légitimistes et orléanistes nostalgiques du XIX^e siècle, d'où l'appellation de « néoroyalisme ». De même, son nationalisme était hautement patriotique, foncièrement xénophobe et parmi l'un des plus antisémites de la période, ce qui lui conférait une autre touche plus contemporaine. De la sorte, pour les néoroyalistes, l'unité et la défense de la France et des Français représentaient le premier échelon dans l'ordre des priorités nationales. En outre, en phase avec le bouillonnement nationaliste du tournant du XX^e siècle l'Action française avait mis sur pied, pour diffuser et défendre son programme politique, une organisation politique structurée – que guidaient, entre autres, les Maurras, Léon Daudet, Maurice Pujo et Henri Vaugeois – au centre de laquelle se trouvait un célèbre quotidien à son nom ainsi qu'une ligue de militants féroce­ment antirépublicains et ne lésinant pas sur les moyens – rhétoriques et physiques – pour se faire voir et entendre.

Pour autant, suite à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France le 3 août 1914, l'Action française ne se fit pas prier pour joindre sa voix à l'effort politique de guerre, et en fut

même l'un des plus fidèles soutiens jusqu'à la fin du conflit. Elle mit en sourdine, au nom de son patriotisme, son combat politique et militant. De la sorte, tant l'orthodoxie des idées d'avant-guerre de l'Action française ainsi que la longueur imprévue du conflit soulèvent des questions sur le chemin que suivit le mouvement dans le cadre politique et idéologique de France entre août 1914 et novembre 1918. Toutefois, la question n'a jusqu'à maintenant été que très peu abordée de front dans l'historiographie du mouvement néoroyaliste.

1. *Historiographie*

Il n'existe aucun travail publié portant strictement sur la période allant de 1914-1918 de l'histoire de l'Action française³. De même, en allant du général au particulier dans l'historiographie, un autre constat s'impose : si le rôle joué par les nationalistes intégraux dans le jeu politique français de la Grande Guerre est souvent souligné, il n'a été néanmoins que très peu approfondi dans son ensemble, si ce n'est que pour quelques éléments précis de ce cheminement.

Dans les sommes d'histoire générale de la France, le parcours de l'Action française durant la Grande Guerre est rapporté en quelques lignes, voire en quelques mots. On se contente plus souvent qu'autrement d'évoquer succinctement son ralliement à l'Union sacrée, sans plus. Parfois, le rôle de Maurras et de Daudet dans les « affaires de trahison » de la seconde moitié de 1917 est souligné marginalement⁴. Dans les ouvrages d'histoire générale à teneur politique, l'itinéraire de

³ Un mémoire de master 1 intitulé « L'Action française et la Grande Guerre » a été déposé par Jean-Baptiste Geffroy en 2006 à l'Université de Picardie sous la direction d'Oliver Forcade. Nous n'en avons appris l'existence qu'à travers une publication récente de ce dernier alors que notre recherche était déjà bien entamée. Cela dit, le seul fait que ce mémoire soit cité par l'historien prouve l'absence de travaux sur cette période de l'histoire de l'Action française.

⁴ Philippe Bernard, *La fin d'un monde. 1914-1929*, Paris, Seuil, 1975, 250 pages ; Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome I : 1900-1930*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990, 562 pages ; Christian Ambrosi et Arlette Ambrosi, *La France 1870-1986*. Paris, Masson, 1986 [1976]. 393 pages ; François Caron, *Histoire de France. Tome 5. La France des patriotes de 1851 à 1918*, Paris, Fayard, 1985, 665 pages ; Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les Français. 1914-1920*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, 395 pages ; André Nouschi et Maurice Agulhon, *La France de 1914 à 1940*, Paris, Éditions Fernand Nathan, 1974, 174 pages ; Charles Sowerwine, *France since 1870 : culture, politics and society*, New York, Palgrave, 2001, 505 pages.

l'Action française entre 1914 et 1918 bénéficie d'un meilleur de traitement, sans pour autant faire l'objet d'un examen particulier⁵. L'on pourrait croire que l'approfondissement est au moins un peu plus fourni dans les publications sur la droite française, mais il n'en est rien⁶, à une exception près. En effet, la participation du spécialiste de la droite française Michel Winock dans la rédaction d'un volume assure généralement un passage plus ou moins détaillé sur le rôle politique de l'Action française entre 1914 et 1918⁷. L'on pourrait expliquer cette inattention historiographique par le fait qu'il est généralement considéré que le mouvement néoroyaliste a eu un impact marginal sur la vie politique française durant cette période, en dépit de son caractère sulfureux. Elle n'est sans doute pas étrangère, par ailleurs, à l'effet néfaste sur l'historiographie du mythe qu'a été l'Union sacrée, lequel a longtemps laissé croire que la France s'était toute entière s'était assoupie politiquement au nom de l'effort de guerre.

En ce qui concerne les ouvrages portant sur l'histoire de la Grande Guerre, il faut d'abord et avant tout souligner que le nombre d'ouvrages consacrés strictement à la vie politique et idéologique de la période en France est minime. Les ouvrages de Jean-Jacques Becker sont encore parmi les seules véritables références dans le domaine. L'historien accorde généralement

⁵ François Goguel, *La politique des partis sous la III^e République*, Paris, Éditions du Seuil, 1958 [1946], 566 pages ; Jean Leduc, *Histoire de la France : l'enracinement de la République 1879-1918*, Paris, Hachette, 1991, 238 pages ; Leymarie, *De la Belle Époque à la Grande Guerre. 1893-1918. Le triomphe de la République*, Paris, Librairie Générale de France, 1999, 379 pages ; Jean-Marie Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République (1870-1940)*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, 445 pages ; René Rémond, *La République souveraine. La vie politique en France. 1878-1939*, Paris, Librairie Arthème-Fayard, 2002, 434 pages.

⁶ Malcolm Anderson, *Conservative Politics in France*, Londres, George Allen & Unwin, 1974, 381 pages ; Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, 519 pages ; Nicholas Atkin et Frank Tallett (dir.), *The Right in France. From Revolution to Le Pen*, Londres, I.B. Tauris & Co, 2003, 319 pages ; Mathias Bernard, *La guerre des droites. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Odile Jacob, 2007, 311 pages ; René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1982 [1954], 544 pages ; Gilles Le Béguec et Jacques Prévotat, « 1898-1919 – L'éveil à la modernité politique » dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Les droites françaises. De la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1992, p. 383-503.

⁷ Voir les titres suivants qu'il a dirigé, codirigé ou écrit : Avec Jean-Pierre Azéma, *La III^e République (1870-1940)*, Paris, Calmann-Lévy, 1976 [1970], 510 pages ; Avec Serge Berstein, *La République recommencée. De 1914 à nos jours. Histoire de la France politique – 4*, Paris, Éditions du Seuil, 2008 [2004], 740 pages ; *Le siècle des intellectuels*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, 885 pages ; *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1990 [1982], 444 pages ; *La droite depuis 1789. Les hommes, les idées, les réseaux*, Paris, Éditions du Seuil, 1995, 414 pages ; *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, 325 pages.

une certaine attention au rôle de l'Action française, offrant à tout le moins une analyse sérieuse de son approche⁸. Quant à l'*Encyclopédie de la Grande Guerre*, qu'il a codirigé, si elle ne contient aucun article portant spécifiquement sur les nationalistes intégraux, elle n'en reste pas moins incontournable dans la mesure où ses articles sur la vie politique, l'Union sacrée et le nationalisme leur donne un certain écho⁹. Dans les ouvrages abordant le rôle des intellectuels français dans la guerre, l'Action française a bénéficié d'un traitement fourni alors que Christophe Prochasson et Anne Rasmussen y font mention à quelques reprises. Mais c'est surtout dans celui de Martha Hanna que l'on trouve un examen approfondi, puisqu'elle y classe les néoroyalistes parmi les principaux représentants de la droite nationaliste durant la Grande Guerre¹⁰.

Ainsi, aucun ouvrage sur l'Action française portant strictement sur la période 1914-1918 n'a encore été publié. Le compte rendu le plus détaillé sur la question reste donc encore le chapitre que lui a consacré Eugen Weber dans son incontournable somme sur le mouvement du nationalisme intégral, qui impose encore son autorité près de cinquante ans après sa publication¹¹. En fait, lorsque l'on mentionne dans l'historiographie le parcours de l'Action française entre 1914 et 1918, on se contente presque toujours de référer le lecteur à ce chapitre pour plus d'informations. Cela étant dit, l'analyse de Weber se concentre plutôt sur des aspects sociologiques et évènementiels, et moins sur les questions doctrinales. Pour le reste, seuls deux articles publiés sur l'Action française se rapportent spécifiquement à la période de la Grande

⁸ Jean-Jacques Becker, *1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1977, 637 pages ; *La France en guerre (1914-1918) : La grande mutation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1988, 221 pages.

⁹ Stéphane Audoin-Rouzeau et Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, 1342 pages.

¹⁰ Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, Éditions La Découverte, 1996, 302 pages ; Martha Hanna, *The Mobilization of Intellect. French Scholars and Writers during the Great War*, Londres, Harvard University Press, 1996, 292 pages.

¹¹ Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, 649 pages. Michel Leymarie l'a qualifié encore de « point de passage obligé » dans un relevé de l'historiographie de l'Action française en 2009. Voir Leymarie, « L'Action française en France. Un état des lieux de la recherche » dans Olivier Dard et Michel Grunewald (dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*. Berne, Peter Lang, 2009. p. 15-16.

Guerre, mais Alfred Kupferman et Martha Hanna y traitent d'aspects particuliers, à savoir respectivement sur sa « chasse aux traîtres » et sur son combat contre l'influence culturelle et intellectuelle allemande¹².

Quant à l'historiographie du mouvement néoroyaliste dans une mesure plus générale, un avertissement s'impose d'emblée. Comme l'a souligné Pierre Nora en 1964, deux types d'ouvrages existaient alors sur l'Action française : « Au premier type, appartient tous les écrits issus directement de membres de l'*Action française*, ou indirectement d'écrivains de la mouvance de Maurras – production pléthorique mais suspecte. [...] La contribution scientifique qui compose le second type d'ouvrages est, en revanche, très maigre¹³ ». Près de cinquante ans plus tard, cette tendance s'est certes renversée, alors qu'un grand essor de l'historiographie sur l'Action française a eu lieu dans les dernières décennies. Il convient toutefois de rester vigilant car certains ouvrages trahissent encore de nos jours leur complaisance envers les néoroyalistes.

Les plus récentes publications sur le mouvement du nationalisme intégral, soit les premier et troisième actes du colloque *L'Action française. Culture, société, politique*, publiés respectivement en 2008 et en 2010, apportent leur lot d'informations précieuses sur des sujets variés allant des fondements idéologiques de l'Action française à ses liens avec divers milieux sociaux en passant par son influence intellectuelle et culturelle¹⁴. Dernièrement, un ouvrage de Georges-Henri Soutou et Martin Motte, portant sur la place des relations extérieures dans la pensée de Charles Maurras, a jeté un éclairage intéressant sur la centralité de la question de la

¹² Alfred Kupferman, « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action française dans la contre-offensive morale, 1915-1918 », *Études maurrassiennes*, 1973, p. 121-144 ; Martha Hanna, « Contre Kant et la *Kultur*. La critique culturelle de l'Action française pendant la Grande Guerre », dans Olivier Dard, Leymarie, Neil McWilliam (dir.), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française, Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p. 121-130.

¹³ Pierre Nora, « Les deux apogées de l'Action française », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, vol. 19, no. 1 (Janvier-février 1964), p. 127.

¹⁴ Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, 434 pages ; Dard, Leymarie et McWilliam, (dir.), *op. cit.*

défense nationale dans les fondements du nationalisme intégral¹⁵. Encore plus récemment, Olivier Forcade s'est penché dans un article sur la place de la lutte contre l'espionnage allemand et la trahison dans le discours de l'Action française, une rhétorique qui s'est retrouvée au centre du discours néoroyaliste durant la Grande Guerre¹⁶. On trouve de part et d'autre dans ces publications récentes des indications sur le parcours et l'évolution de l'Action française durant la Grande Guerre, mais – exception faite de l'article d'Hanna – rien de précis, l'information sur le sujet y reste donc fragmentaire et éparpillée. Au delà des ouvrages récents, soulignons les apports encore pertinents de Colette Capitan-Peter, James McCearney et Samuel M. Osgood. Ils n'abordent pas de front la période 1914-1918, il n'en reste pas moins qu'ils sont incontournables si l'on veut tracer les contours de l'idéologie et du parcours de l'Action française¹⁷. Au demeurant, l'importance des sommes majeures de Victor Nguyen et Jacques Prévotat dans l'historiographie du mouvement néoroyaliste n'est plus à débattre, mais leurs sujets et cadres temporels respectifs restent très périphériques à nos recherches¹⁸.

En ce qui concerne les biographies sur les maîtres de l'Action française, le traitement sur la période de la Grande Guerre est généralement fourni, mais la perspective reste trop souvent tendancieuse et se limite parfois au simple récit de vie. Charles Maurras est certainement celui qui a fait l'objet de la plus grande attention biographique ; du lot, trois ouvrages se détachent. Si ceux de Pierre Boutang et d'Yves Chiron cachent mal leur parti pris envers le maître du

¹⁵ Georges-Henri Soutou et Martin Motte (dir.), *Entre la vieille et la seule France : Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, Paris, Economica, 2010, 432 pages.

¹⁶ Olivier Forcade, « L'Action française contre l'espionnage allemand: une rhétorique de la trahison devant l'opinion », *Le Temps des médias*, 2011/1, n° 16, p. 9-18.

¹⁷ Colette Capitan-Peter, *Charles Maurras et l'idéologie d'Action française; étude sociologique d'une pensée de droite*, Paris, Éditions du Seuil, 1972, 220 pages ; James McCearney, *Maurras et son temps*. Paris, Albin Michel, 1977, 294 pages ; Samuel M. Osgood, *French Royalism Under the Third and the Fourth Republics*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1960, 228 pages.

¹⁸ Jacques Prévotat, *Les catholiques et l'Action française : histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001, 742 pages ; Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action française : Intelligence et politique vers 1900*, Paris, Fayard, 1991, 958 pages.

nationalisme intégral, ils n'en demeurent pas moins utiles pour comprendre le développement de sa pensée et sur son approche de la vie politique et idéologique de 1914-1918. En ce qui concerne l'ouvrage de Bruno Goyet, son analyse apparaît plus distanciée, mais il n'aborde que très peu la période de la guerre, sinon pour souligner qu'elle marqua un tournant dans l'élévation de Maurras en tant qu'icône intellectuelle¹⁹. Sur Léon Daudet, on trouve plutôt des biographies de vie romancées et tendancieuses, et bien peu d'analyse approfondie de sa rhétorique²⁰. Quant à Jacques Bainville, l'intérêt biographique à son égard s'est renouvelé depuis l'an 2000 avec les travaux de Dominique Decherf et Christophe Dickès. Néanmoins, ils en traitent surtout sous l'angle de sa pensée sur les relations internationales et s'affairent même à le détacher du mouvement néoroyaliste. De la sorte, l'ouvrage de William R. Keylor de 1979 reste encore le plus pertinent sur le parcours politique et intellectuel de Bainville durant Grande Guerre, ainsi que le plus équilibré dans son traitement²¹.

L'examen de l'historiographie sur le parcours politique et l'évolution idéologique de l'Action française entre 1914 et 1918 nous mène à un double constat. Premièrement, en ce qui a trait aux publications sur le mouvement néoroyaliste, l'absence de travaux portant spécifiquement sur la période en question est patente. L'éditeur des *Études maurrassiennes*, Victor Nguyen, soulignait en 1973 que l'article d'Alfred Kupferman avait été ajouté à la publication « [...] en raison de l'enrichissement des connaissances qu'il apporte sur une partie de l'histoire de l'Action française jusqu'ici trop souvent négligée par les historiens²² ». Une étude sur le sujet, aussi précise puisse-t-elle être, pourrait simplement être considérée comme une chronique sur un pan

¹⁹ Pierre Boutang, *Maurras, la destinée et l'œuvre*, Paris, Plon, 1984, 710 pages ; Yves Chiron, *La vie de Maurras*, Paris, Perrin, 1991, 498 pages ; Bruno Goyet, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Science-Po, 2000, 306 pages.

²⁰ François Broche, *Léon Daudet, le dernier imprécateur*, Paris, Robert Laffont, 1992, 463 pages.

²¹ Dominique Decherf, *Bainville. L'intelligence de l'histoire*, Paris, Bartillat, 2000, 429 pages ; Christophe Dickès, *Jacques Bainville. Les lois de la politique étrangère*, Paris, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2008, 319 pages ; William R. Keylor, *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth-Century France*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979, 349 pages.

²² Kupferman, *loc. cit.*, p. 121.

plutôt obscur de l'histoire de l'Action française. Deuxièmement, il est également apparent que l'histoire politique de la Grande Guerre n'a été que peu explorée jusqu'à maintenant. Les historiens se sont très peu interrogés sur la réalité de l'Union sacrée, de même que sur la pratique politique qu'elle sous-tendait. L'historien du politique Jean-Marie Mayeur écrivait ainsi en 1984 : « Parfois négligée par les historiens, l'étude des formes que revêt la vie politique pendant la guerre est en vérité de grande importance²³ ». Cela est certes attribuable au fait que l'Union sacrée semblait être allée de soi dans le contexte, d'où l'impression tenace qu'elle avait assoupi la vie politique. De même, selon John Horne, ce désintérêt serait également dû au fait que les politiciens et les idéologues ont longtemps été tenus responsables du déclenchement de la guerre ainsi que de son prolongement imprévu²⁴. Si l'on a quelque peu remédié à la situation dans les dernières décennies, il n'en reste pas moins qu'une étude sur le parcours politique de l'Action française entre 1914 et 1918 pourrait jeter un éclairage détourné sur celui du monde politique français en général à une époque charnière qui déboucha sur une redistribution des forces, notamment une droitisation de la vie politique française au sortir de la guerre.

2. Problématique

Nous proposons donc dans le présent travail de faire l'examen du parcours politique et de l'évolution idéologique de l'Action française durant la Grande Guerre. Nous déterminerons donc comment ce mouvement foncièrement antirépublicain et royaliste justifia au plan doctrinal la mise en veilleuse de ses velléités de subversion politique et son engagement dans la trêve politique d'une Union sacrée bien républicaine. Dans cette veine, nous allons expliquer sur quels aspects de son idéologie l'Action française dut opérer des compromis, mais également mettre en

²³ Mayeur, *op. cit.*, p. 223.

²⁴ John Horne « Conclusion – La Grande Guerre dans l'histoire » dans Audoin-Rouzeau et Becker, *op. cit.*, p. 1244.

lumière les points de rencontre entre ses fondements intellectuels et les nécessités politiques sous-jacentes d'un tel conflit. En parallèle, nous déterminerons dans quelle mesure évolua et se modula sa pratique de la politique et sa vision de celle-ci entre 1914 et 1918. Nous porterons donc attention à la tournure que prirent alors ses activités militantes et nous examinerons son point de vue à l'égard de la vie politique française. Le jugement de l'Action française sur les affaires extérieures ne sera abordé que dans la mesure où l'on en trouvait un écho dans son analyse de la politique intérieure, tout comme la perception à son égard de ses camarades et rivaux politiques.

3. Sources et méthodologie

Pour pallier l'absence d'historiographie d'ensemble sur le parcours politique et l'évolution idéologique de l'Action française durant la Grande Guerre, et répondre à notre problématique de recherche, nous proposons une étude de sources renouvelée. D'emblée, l'étude du quotidien *L'Action française* s'impose, dans la mesure où il était la véritable partie visible du mouvement du nationalisme intégral à l'époque de la Grande Guerre. C'est dans les pages de ce journal que les principaux maîtres néoroyalistes dictaient la ligne de conduite de l'Action française. En outre, l'examen du quotidien nous a permis de cerner avec netteté l'évolution des idées et du commentaire politique néoroyalistes entre 1914 et 1918. Tous les numéros de *L'Action française* sont disponibles en ligne sur le site de Gallica.fr. Nous avons donc fait le dépouillement de tous les numéros du samedi des suites de l'assassinat de l'archiduc Franz Ferdinand le 28 juin 1914 au lendemain de la signature de l'armistice du 11 novembre 1918. À notre avis, une telle approche systématique nous permet d'avoir un regard d'ensemble et frais sur notre sujet, mettant en exergue des éléments qui ont pu passer jusqu'à maintenant sous le radar de l'historiographie, au lieu de s'en tenir seulement au point de vue de l'Action française sur les « grands événements »

ayant eu lieu durant la Grande Guerre, tels que rapportés par la chronologie classique de cette dernière. Il ne nous est toutefois pas apparu utile d'analyser les numéros sur une plus grande fréquence, car *L'Action française* était un journal de nature idéologique où une même idée pouvait être martelée sur plusieurs semaines. Un minimum de quatre publications quotidiennes néoroyalistes ont ainsi été analysées pour chaque mois. Si un numéro donné n'a pas été publié – généralement à cause de la censure – nous sommes passés tout simplement au jour suivant. Enfin, comme l'objet de notre étude relève de la politique intérieure, nous nous sommes surtout intéressés à la rubrique « La politique » signée quasi quotidiennement par Maurras, mais aussi, dans une moindre mesure, à celles de Daudet, Bainville et Louis Dimier. Ceci dit, les impacts certains de l'application de la censure durant la Grande Guerre sur une telle publication ainsi que la très forte possibilité d'une réserve volontaire concomitante de ses auteurs font en sorte que *L'Action française* ne peut être considérée comme la source absolue pour pouvoir juger du parcours et de l'évolution des néoroyalistes pendant cette période.

Ainsi, nous avons également eu recours à des rapports d'enquêtes de la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur, disponibles aux Archives nationales de France à Paris. Ces notes internes donnent une bonne idée des aléas de l'organisation militante et des tractations internes du mouvement néoroyaliste, qui ne sont pas nécessairement rapportées dans les pages du quotidien. Sept sections ont été analysées dans le fonds « F⁷ Police générale ». Les dossiers en question couvrent généralement la période du premier conflit mondial, tandis que d'autres portant plutôt sur l'avant ou l'après guerre ont été également jugés pertinents pour traiter des fondements idéologiques et organisationnels de l'Action française, mais également pour évaluer les conséquences à court et moyen termes du conflit²⁵.

²⁵ Archives nationales de France (ci après ANF) F⁷ 12854. Emblèmes, placards, affiches, images, brochures royalistes. 1883-1921 ; ANF F⁷ 12863. Action française. 1912-1913 et 1922 ; ANF F⁷ 12864. Camelots du roi. 1909-

Dans une moindre mesure, nous avons eu également recours à une multitude d'autres sources, tels que des ouvrages, des mémoires et des correspondances publiées des maîtres néoroyalistes, ainsi que les almanachs de l'Action française. En ce qui concerne les livres des nationalistes intégraux, une dizaine de publications à saveur politique ont été publiées entre 1914 et 1918. Mais une simple lecture sommaire de ces ouvrages nous a permis de rapidement constater que ceux-ci n'étaient essentiellement qu'une répétition des idées émises dans le quotidien, et parfois même tout simplement des recueils de chroniques²⁶. Ce sont donc plutôt deux ouvrages d'avant-guerre qui nous sont apparus pertinents pour notre recherche, soit *Kiel et Tanger* de Maurras ainsi que le bien nommé *L'Avant-guerre* de Daudet, publiés respectivement en 1909 et 1913. Ils nous permettent de cerner le point de vue de l'Action française par rapport à la perspective d'une guerre européenne mettant aux prises la France. À ces deux livres nous avons ajouté la très informative brochure de Léon de Montesquiou datant de 1918 sur les origines et les fondements idéologiques du mouvement du nationalisme intégral²⁷.

Pour ce qui est des mémoires des maîtres de l'Action française, les *Souvenirs politiques* de Daudet ainsi que le *Vingt ans d'Action française* de Dimier nous sont apparus comme essentiels pour jeter un éclairage rétrospectif sur les événements de 1914-1918. Évidemment,

1913 ; ANF F⁷ 13194. Notes d'ensemble sur la Ligue d'Action française; congrès (1910-1929) ; ANF F⁷ 13195. Activité de l'Action française. 1908-1929 ; ANF F⁷ 13197. Activité de l'Action française en Seine-et-Oise (1907-1925) ; ANF F⁷ 13980. L'Action française. 1917-1936.

²⁶ En voici une liste non-exhaustive : Jacques Bainville. *Histoire de trois générations. 1815-1918*, Paris, Arthème Fayard, 1918, 286 pages ; *La presse et la guerre*, Paris, Bloud et Gay, 1915, 158 pages ; *Petit musée germanique. La Russie en 1918*, Paris, Société littéraire de France, 1917, 312 pages ; Léon Daudet. *Contre l'esprit allemand. De Kant à Krupp*, Paris, Bloud, 1915, 64 pages ; *Hors du joug allemand. Mesures d'après-guerre*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1915, 321 pages ; *La guerre totale*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1918, 251 pages ; Louis Dimier, *Les tronçons du serpent, idée d'une dislocation de l'Empire allemand et d'une reconstitution des Allemagnes*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1915, 137 pages ; Charles Maurras, *Devant l'ennemi – Les conditions de la victoire*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1916, 320 pages ; *Le pape, la guerre, la paix*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1916, 272 pages.

²⁷ Léon Daudet, *L'Avant-Guerre. Études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1913, 312 pages ; Charles Maurras, *Kiel et Tanger, 1895-1905 : la République française devant l'Europe de 1905 à 1913*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1914, 432 pages ; Léon de Montesquiou, *Les origines et la doctrine de l'Action française*, Paris, Bureaux de l'Action française, 36 pages.

l'examen de tels ouvrages ne s'est pas fait sans précaution, compte tenu des révisions qui auraient pu être faites à posteriori²⁸. Les correspondances publiées que nous avons utilisées consistent essentiellement en des lettres écrites ou reçues par Maurras. Elles nous ont offert un regard plus personnel et moins formel sur les événements, et certains éléments qui s'y trouvent peuvent parfois surprendre et remettre en doute certaines analyses. Évidemment, nous nous en sommes tenus aux seules lettres datant de la Grande Guerre²⁹. Enfin, les *Almanach de l'Action française* – également disponibles sur Gallica.fr –, qui rendaient compte annuellement des activités nationales et régionales du mouvement, donnent un excellent panorama des structures de l'organisation néoroyaliste ainsi que de leur évolution. Leur publication a été stoppée par la guerre, mais il y a en eu un en 1914 et un autre 1918, et nous avons donc pris le parti de les comparer pour évaluer l'impact du conflit sur le militantisme du mouvement³⁰.

4. Thèse

À partir de notre problématique de recherche et de notre étude de sources, nous avons développé une présentation partagée en trois chapitres. Dans le premier, nous ferons l'examen de l'impact de la guerre sur le parcours du mouvement de l'Action française en tant qu'ensemble militant, politique et propagandiste, mais également des itinéraires personnels des principaux personnages qui étaient à sa tête. Dans un second temps, nous étudierons l'évolution et la réponse idéologiques du nationalisme intégral en relation aux ajustements et aux changements rendus nécessaires par l'état de guerre et son prolongement imprévu. Enfin, dans le troisième chapitre,

²⁸ Léon Daudet, *Souvenirs politiques*, Paris, Éditions Albatros, 1974, 307 pages ; Louis Dimier, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1926. 362 pages.

²⁹ Agnès Callu et Patricia Gillet (éd.), *Lettres à Charles Maurras. Amitiés politiques, lettres autographes, 1898-1952*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, 256 pages ; Pierre-Jean Deschodt (éd.), *Cher maître... Lettres à Charles Maurras*, Paris, Christian de Bartillat, 1995, 622 pages.

³⁰ *L'Action française* (quotidien), [En ligne], <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb344295535/date.r=action+fran%C3%A7aise.langFR>.

nous aborderons le point de vue de l'Action française à l'égard du monde politique de la Grande Guerre, ainsi que son propre rôle dans le jeu politique de la période.

Comme nous le démontrerons, la Première Guerre mondiale a eu un impact multivoque sur le parcours politique et l'évolution idéologique du mouvement néoroyaliste français. D'abord, la logique de l'intérêt national à la base de sa doctrine correspondait aux nécessités d'un environnement politique dicté par les nécessités de la défense nationale, ce qui donna un écho inespéré à son discours et à ses campagnes, et par le fait même apporta une notoriété inédite à son quotidien et à ses figures tutélaires. Son approche intellectuelle guidée strictement par le patriotisme l'entraîna également à réviser son point de vue à l'égard d'une partie de la classe politique et à développer des campagnes nationalistes, ce qui lui offrit une place au centre de la vie politique française. Au sortir de la guerre, l'Action française était ainsi devenue une référence intellectuelle en France, ce qui, en soi, justifie qu'on étudie précisément la période 14-18, qui constitue le moment de basculement.

Néanmoins, cette gloire était aussi accompagnée de contrecoups négatifs. La Grande Guerre a décimé les rangs militants de l'Action française et fauché également quelques-uns de ses principaux animateurs, ce qui handicapa la diffusion et la mise en marche de son programme politique à moyen terme. Ensuite, les compromis idéologiques nécessaires pour rallier la trêve politique de l'Union sacrée ont mené à la mise en veilleuse du combat royaliste de l'Action française. Les nouvelles adhésions et sympathies acquises par le mouvement semblent ainsi avoir été ainsi favorisées par ce renoncement temporaire de l'élément subversif qui avait jusqu'alors marqué son parcours, ce qui mena à une sorte de normalisation politique des néoroyalistes. Pour brouiller un peu plus les choses, les néoroyalistes n'ont toutefois pas délaissé pour autant totalement leur rhétorique antirépublicaine – et même royaliste –, tant au plan idéologique que dans leur commentaire politique.

Chapitre I Les multiples figures du néoroyalisme

Au seuil de la Grande Guerre, l'Action française était surtout connue pour son militantisme politique tapageur, faisant entendre sa voix avec vigueur dans les débats et les lieux publics de France. Il est généralement admis que son organisation était à cette époque la mieux structurée parmi les mouvements nationalistes – s'appuyant sur une ligue, un quotidien ainsi qu'une caste de guides idéologiques et d'activistes politiques –, et que ce sont ses multiples facettes qui faisaient sa réputation¹. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elle était une puissance politique, d'autant plus qu'elle refusait par principe le jeu électoral et parlementaire. Elle n'était pas non plus la seule voix du nationalisme français, rejoignant un public certes fidèle et très motivé, mais très restreint. Elle ralliait très peu les milieux ouvriers et paysans, qui représentaient alors l'essentiel de la population du pays. Sa remise en question du régime républicain et sa valorisation de l'idée d'une restauration de la monarchie restaient donc à peu près étrangères à la masse².

Bien que peu influente, l'organisation militante n'en demeurait pas moins centrale chez l'Action française en août 1914. Dans ce premier chapitre, nous allons donc braquer les projecteurs sur le parcours qu'a suivi le dispositif sociopolitique néoroyaliste durant la Grande Guerre, que nous avons partagé en trois typologies de représentation. Nous aborderons donc successivement la Ligue d'Action française ainsi que ses branches, les organes du nationalisme

¹ François Caron, *Histoire de France. Tome 5. La France des patriotes de 1851 à 1918*, Paris, Fayard, 1985, p. 559 ; Olivier Dard et Michel Leymarie, « Introduction » dans *Ibid.* et Neil McWilliam, dir. *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p. 13 ; Rosemonde Sanson, « Les jeunesses d'Action française avant la Grande Guerre », dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat, dir. *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 215 ; Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 136.

² Archives nationales de France (ci-après ANF) F⁷ 12864-30-F/188, « Camelots du roi », 7 avril 1911 ; Jean-Jacques Becker, *1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1977, p. 24-27.

intégral et, enfin, les animateurs du néoroyalisme. Comme nous allons le montrer, la conflagration qui embrasa l'Europe eut des retombées instantanées, mais aussi, le conflit perdurant, des effets marquants et équivoques sur l'ensemble des représentations de l'Action française. Les rangs de la ligue se vidèrent avec la mobilisation militaire, et ils ne se renouvelèrent pas avant le début des années 1920. Le journal quotidien du nationalisme intégral acquit une notoriété inespérée et sans précédent qui se refléta sur les principaux logographes néoroyalistes. En contrepartie, à l'instar de leurs subalternes, les animateurs du militantisme de l'Action française furent largement appelés au front. Il en ressort donc que l'impact du premier conflit mondial sur le mouvement néoroyaliste fut à double tranchant : la guerre élargit l'audience passive de l'Action française, au moment même où elle lui soutira la force agissante qui lui permettrait peut-être de mettre en marche son programme politique.

1. La Ligue et ses branches

L'Action française est apparue en 1898, en pleine tourmente de l'affaire Dreyfus, sous la forme d'un petit comité d'intellectuels nationalistes parisiens qui, après avoir organisé quelques conférences, lança une revue au nom analogue à l'été 1899³. Ce n'est toutefois pas avant 1905 qu'elle s'engagea dans l'activisme politique concret en constituant une « Ligue d'Action française ». Inspirée des ligues nationalistes de la fin du dix-neuvième siècle⁴, celle-ci rejetait le jeu électoral et parlementaire partisan au profit d'un militantisme public tapageur. Cette ligue, chapeautée par une direction nationale sise à Paris, était structurée en sections communales – au nombre d'environ trois cents en 1914 –, qui étaient presque chacune dotées d'une permanence.

³ Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Éditions Stock, 1962, p. 37.

⁴ Entre autres, la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède, la Ligue de la Patrie française de Jules Lemaître ainsi que la Ligue antisémite d'Édouard Drumont. Voir Bertrand Joly, « Les ligues nationalistes et l'Action française : un héritage subi et rejeté » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 87-97.

Les militants s’y réunissaient sur une base hebdomadaire pour discuter de la doctrine ainsi que pour organiser des activités locales de propagande et des manifestations publiques. Ces cellules regroupaient des hommes adultes, parfois de vieux royalistes nostalgiques, mais surtout des professionnels dans la fleur de l’âge et féroce­ment militants⁵. Il n’est pas aisé de déterminer avec précision le nombre d’adhérents à la Ligue d’Action française à l’aube du premier conflit mondial. Elle ne publiait pas la liste de ses membres⁶, tandis les rapports de police à cet égard sont relativement contradictoires, ou ne font que reprendre les exagérations de ses animateurs⁷. Il semble tout de même réaliste d’en évaluer le nombre de cinq à dix mille ligueurs, de partout en France mais surtout concentrés dans la région parisienne⁸.

Les jeunes et les femmes n’étaient pas en reste chez les néoroyalistes, alors qu’un ensemble de structures particulières chapeautées par la ligue leur étaient destinées. Soucieuse d’assurer une plus large diffusion de ses idées et la pérennité de son organisation⁹, la Ligue d’Action française cultiva son implantation dans la jeunesse dès ses premiers balbutiements en mettant successivement sur pied trois associations de jeunes dans la seconde moitié des années 1900. Les objectifs des « Étudiants d’Action française », des « Camelots du roi¹⁰ » ainsi que des « Lycéens et Collégiens d’Action française » étaient à peu près identiques à ceux de la ligue, mais leurs méthodes ainsi que les extractions socioprofessionnelles de leurs membres respectifs différaient de cette dernière et entre elles. Les Camelots du roi – qui tiraient leurs origines de la

⁵ Weber, *op. cit.*, p. 201.

⁶ Comme on l’indique dans *Almanach de l’Action française - 1914*, Paris, 1914, p. 400.

⁷ ANF F⁷ 13195/4, « Les royalistes », 12 août 1908; ANF F⁷ 13197, « Le parti royaliste en Seine et Oise », 4 février 1911.

⁸ ANF F⁷ 13195/2-M/2591, « Chez les Camelots du roi » 20 mai 1914 ; Samuel M. Osgood, *French Royalism since 1870*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1970, p. 87-88 ; Sanson, *loc. cit.*, p.213; Weber, *op. cit.*, p. 56.

⁹ Guillaume Gros, « Les Jeunes et l’Action française (1914-1939) », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 217; Bertrand Joly, *loc. cit.*, p. 91 ; Sanson, *loc. cit.*, p. 215.

¹⁰ Parfois écrit « Camelots du Roy » par les opposants aux idées royalistes, le « y » marquait un esprit vieillot. Voir Francis Balace, « Les Camelots du Roi. Une jeunesse contestataire et dérangeante dans le roman français : 1908-1914 » dans Leymarie, Dard, McWilliam, *op. cit.*, p. 272.

distribution du quotidien du mouvement –, rassemblaient des étudiants, mais aussi beaucoup de jeunes travailleurs. Ils pratiquaient un activisme politique extrêmement tumultueux et calomnieux. Il n'était pas rare que quelques-uns d'entre eux se retrouvent au poste de police à la suite d'une manifestation ayant tournée à la foire d'empoigne. À l'aube de la guerre, les camelots étaient ainsi reconnus par les autorités républicaines comme étant parmi les plus turbulents activistes politiques de France¹¹. Quant aux « Étudiants », ceux-ci se recrutaient plutôt dans les universités ainsi que dans les collèges d'élite. Ils préféraient la discussion et ils organisaient des soirées de débats et des conférences. Leur inclination pour un activisme cérébral ne veut pas dire pour autant qu'ils ne prenaient pas part aux chahuts néoroyalistes¹². Pour ce qui est des « Lycéens et collégiens », on ne sait que très peu de choses sur eux, sinon que leur jeune âge les gardait bien d'un activisme ligueur violent et qu'ils se recrutaient généralement chez les fils des ligueurs et ligueuses¹³.

Les femmes, sans se faire autant remarquer que leurs collègues masculins, étaient bien présentes à l'Action française¹⁴. Elles étaient réunies au sein de deux associations selon leur âge, soit les adolescentes chez les « Jeunes Filles Royalistes » et les adultes dans les « Dames d'Action française ». Ces organisations féminines réunissaient plus souvent qu'autrement les épouses et les filles des ligueurs¹⁵. Leurs activités étaient bien moins controversées que celles de leurs collègues masculins et jeunes, tendant plutôt vers la bienfaisance et l'organisation de

¹¹ ANF F⁷ 12864-77/78, « Notes sur les Camelots du roi », 16 mai 1909; ANF F⁷ 12864, « Camelots du roi », 11 mars 1912; ANF F⁷ 12864/5, « Camelots du roi », 10 avril 1913; ANF F⁷ 12863-68/70, « Réunion contradictoire privée », 5 juin 1913; ANF F⁷ 13195/2-M/2591, « Chez les Camelots du roi », 20 mai 1914; Balace, *loc. cit.*, p. 267-269; Sanson, *loc. cit.*, p. 209.

¹² ANF F⁷ 12863/30-119/123, « Réunion contradictoire pour la rentrée des Étudiants », 14 novembre 1913; Sanson, *op. cit.*, p. 205-215.

¹³ ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915.

¹⁴ Bruno Dumons, « L'Action française au féminin. Réseaux et figures de militantes au début du XXe siècle » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 229.

¹⁵ ANF F⁷ 13197, « Le parti royaliste en Seine et Oise », 4 février 1911.

banquets que vers l'activisme politique¹⁶. Cela ne veut pas dire pour autant que les femmes néoroyalistes ne participaient pas aux activités de propagande de la ligue. Elles étaient d'abord et avant tout chargées d'adapter le nationalisme intégral pour les « cœurs féminins », mais également de recruter de nouveaux adhérents et de faire la promotion des organes du mouvement¹⁷.

Le déclenchement des hostilités en août 1914 eut un impact immédiat et considérable sur les activités de la Ligue d'Action française. D'emblée, les enrôlements volontaires massifs – vivement encouragés par le discours patriotique des animateurs du mouvement – ainsi que la mobilisation générale, puis les différents appels de classes, ravagèrent violemment les effectifs de l'organisation, composés en grande partie de jeunes hommes et d'homme d'âge mûr visés par ces appels aux armes¹⁸. Le flou autour du nombre réel de ligueurs néoroyalistes dans l'avant-guerre ne nous permet cependant pas d'avancer de chiffres précis sur la question. En septembre 1915, la direction de l'Action française estimait que plus de trois mille cinq cents de ses jeunes militants étaient tombés au champ d'honneur¹⁹. Ce nombre semble toutefois relever d'une rhétorique visant à valoriser le lourd « tribut de sang » payé par les néoroyalistes et, par le fait même, leur patriotisme. Le chiffre de deux mille cinq cent jeunes hommes d'Action française morts au front pour toute la guerre avancé par Eugen Weber paraît plus près de la réalité²⁰.

Peu importe ces estimations plus ou moins justes, il y eut une réelle désorganisation structurelle de la ligue entre 1914 et 1918. En effet, dès la fin du premier automne de la Grand Guerre, par la force des choses, la presque totalité de cellules néoroyalistes n'étaient plus en

¹⁶ Dumons, *op. cit.*, p. 240-241.

¹⁷ *Almanach de l'Action française – 1914*, *op. cit.*, p. 151; Philippe Secondy, « Le Languedoc méditerranéen : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 270; Dumons, *op. cit.*, p. 230.

¹⁸ ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915.

¹⁹ ANF F⁷ 13195/2-M/3669, « Chez les Camelots du roi », 14 septembre 1915.

²⁰ Weber, *op. cit.*, p. 206.

activité, faute de militants²¹. Les sections de jeunesse furent également en grande partie rayées de la carte. En septembre 1915, il fut même décidé de mettre en hibernation l'organisation des Camelots du roi, par manque tant de militants que de dirigeants et de financement²². À l'issue de la guerre, il ne restait ainsi plus qu'un squelette de l'organisation d'avant-guerre, les sections locales restantes n'ayant tout au plus qu'une dizaine de membres sous la main²³. De même, les cellules, tant chez les adultes que dans la jeunesse, se reformèrent lentement dans les suites du premier conflit mondial. La très grande majorité des reconstitutions de sections ne s'est fait que bien après la signature de l'armistice, parfois même seulement qu'en 1922²⁴.

Bien que fortement marqué la disparition d'une bonne part de ses militants, le parcours de la Ligue d'Action française durant la Grande Guerre n'est tout de même pas aussi catastrophique qu'il ne paraît. Si ses animateurs appelèrent les quelques militants restants à mettre en veilleuse leur combat politique, l'organisation néoroyaliste ne s'éclipsa pas totalement du paysage sociopolitique français pour autant, alors le bureau central de Paris maintint ses activités entre 1914 et 1918²⁵. Certes, aucune manifestation à l'égal des tumultes d'avant-guerre n'eut lieu durant la période du conflit²⁶. Mais quelques campagnes d'affichage ont été recensées par les

²¹ ANF F⁷ 12863/5/F676 (12), *sans titre*, 21 janvier 1915; ANF F⁷ 12863/5, « Sur les forces de l'Action française durant la guerre », 15 septembre 1915; ANF F⁷ 13194, « Informations sur les sections d'Action française », novembre 1924.

²² ANF F⁷ 13195/2-M/3543, « À l'Action française », 29 juillet 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3553, « À l'Action française », 3 août 1915; ANF F⁷ 12863/5-100, « Leclerc », 24 août 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3621, « À la Ligue d'Action française », 1^{er} septembre 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3666, « Chez les Camelots du roi », 13 septembre 1915; « Lettre de Marius Plateau à Charles Maurras », 25 juin 1915 dans Agnès Callu et Patricia Gillet, éd., *Lettres à Charles Maurras. Amitiés politiques, lettres autographes, 1898-1952*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 187-188.

²³ Louis Dimier, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1926, p. 264-265.

²⁴ ANF F⁷ 13194, « Informations sur les sections d'Action française », novembre 1924; Gros, *op. cit.*, p. 218-219.

²⁵ ANF F⁷ 12863/5-F/1655 (135), « Membres des comités directeurs », 25 octobre 1915.

²⁶ ANF F⁷ 12863/5/F676 (12), *sans titre*, 21 janvier 1915; ANF F⁷ 12863/5, *sans titre*, 1^{er} mai 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3480, « À l'Action française », 12 juillet 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; ANF F⁷ 13194, « Informations sur les sections d'Action française », novembre 1924.

autorités²⁷, tandis que les dirigeants de la ligue cherchèrent à convaincre les ligueurs et les jeunes restants, ou déjà revenus du front, à reformer leurs sections. Ces tentatives furent tout d'abord vaines ou bien éphémères dans le courant de 1915 et, si les reconstitutions de sections prirent tout de même un petit élan entre 1916 et 1918, on ne parle ici que d'une dizaine de cas tout au plus²⁸. Les maîtres néoroyalistes s'affairèrent également à une campagne de séduction envers les nationalistes conservateurs qui auraient pu être tentés par la détermination patriotique de l'Action française. Mais encore une fois, cela n'eut pas un grand succès²⁹. La formation de la « Ligue de Guerre d'Appui » – aussi appelée « Ligue de Défense antiallemande »³⁰ – en décembre 1916 par l'Action française témoigne bien de ce genre de tentatives visant à rallier les nationalistes conservateurs. Formée avec un double objet – faire connaître les campagnes des nationalistes intégraux contre les « ennemis de l'intérieur » et stimuler la collecte d'information à ce sujet –, cette nouvelle branche faisait appel aux gens de tous les horizons politiques. Malgré cette prétention apolitique et patriotique, ses réunions n'attirèrent pratiquement que des militants néoroyalistes déjà acquis à la cause. Son existence fut donc éphémère, alors qu'à compter du début de 1918 on ne dénote aucune trace d'activités³¹. Avec l'arrivée de Georges Clemenceau au

²⁷ ANF F⁷ 12863/3(97), « Campagne d'affiche antirépublicain de l'Action française », 18 août 1915.

²⁸ ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3332, « À l'Action française » 4 juin 1915; ANF F⁷ 13195/1-3563, « L'organisation du parti royaliste dans l'Ouest », 8 août 1915; ANF F⁷ 12863/5, « Sur les forces de l'Action française durant la guerre », 15 septembre 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; ANF F⁷ 13195/2, « Réunion de l'Action française, des sections 3^e et 4^e arrondissements », 28 janvier 1916; ANF F⁷ 13195/2, *sans titre*, 26 octobre 1917; ANF F⁷ 12863/5-F732/24, *sans titre*, 26 février 1915; ANF F⁷ 12854-76, *sans titre*, 12 juillet 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3989, « À la Ligue d'Action française », 20 décembre 1915.

²⁹ ANF F⁷ 12863/5, « Campagne d'affichage antirépublicain de l'Action française », 18 août 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915.

³⁰ Contrairement à ce qu'Eugen Weber rapporte (Weber, *op. cit.*, p. 124), il ne s'agissait pas de deux ligues différentes aux buts semblables, mais bien d'une seule et même ligue. Voir *Almanach de l'Action française – 1918*, Paris, 1918, p. 217.

³¹ ANF F⁷ 13195/2, *sans titre*, 29 juin 1917; Alfred Kupferman, « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action française dans la contre-offensive morale, 1915-1918 », *Études maurrassiennes*, 1973, p. 132; Weber, *op. cit.*, p. 125.

pouvoir en novembre 1917, et avec son activisme contre la trahison, les attentes des quelques militants de cette ligue avaient certainement été comblées.

D'autre part, les « Étudiants » réussirent à organiser quelques activités tout au long de la guerre, mais les militants restants peinèrent à trouver un public suffisant pour leurs conférences. Ils inclurent donc de plus en plus de « Lycéens et Collégiens » dans leurs activités pour suppléer aux absents, ce qui ne renforça pas leur mouvement pour autant, compte tenu du faible potentiel politique de ces nouvelles recrues âgées de 14 à 17 ans³². Pour ce qui est des néoroyalistes de la gent féminine, il est évident que leurs rangs furent loin d'être autant fauchés que ceux des hommes et des jeunes. Les femmes bénéficièrent du concours d'une bonne part de leurs membres entre 1914 et 1918, malgré qu'un certain nombre d'entre elles se soit enrôlé comme infirmières ou comme employées de remplacement dans les industries de guerre, encouragé en ce sens par les animateurs de la ligue³³.

Il convient également de souligner que ce qui restait de la Ligue d'Action française durant la Grande Guerre – et plus particulièrement les femmes – canalisait une part de ses énergies dans le secours aux soldats et à leurs familles. En effet, à partir des premières semaines du conflit, divers programmes d'entraide furent mis sur pied par les néoroyalistes : envoi de matériel d'appoint aux soldats et aux officiers au front, aide au logement pour les soldats en permission, réseau de correspondants pour les blessés confinés aux hôpitaux militaires, ainsi qu'une assistance aux familles pour la recherche de proches portés disparus. Il n'est pas possible de déterminer l'impact concret de ces activités, mais on sait qu'elles n'allèrent pas sans une propagande insidieuse en

³² ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3666, « Chez les Camelots du roi », 13 septembre 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3989, « À la Ligue d'Action française », 20 décembre 1915.

³³ ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; Jean Gaudin, « L'Action française en Provence » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 262.

faveur du nationalisme intégral. Un paquet à destination d'un soldat pouvait par exemple contenir quelques copies du quotidien de l'Action française ainsi que des tracts³⁴.

En raison de ces activités de propagande masquée sous le sceau de la bienfaisance ainsi que des tentatives des dirigeants de la ligue de reformer ces sections et d'attirer de nouveaux adhérents, les autorités républicaines surveillèrent de près la Ligue d'Action française durant la Grande Guerre. Elles s'inquiétaient visiblement d'une recrudescence de la puissance néoroyaliste en cas de faiblesse du régime face à l'ennemi³⁵. Elles étaient également préoccupées par le fait que le financement de la ligue ne souffrit pas du tout de la guerre, alors que sa « souscription perpétuelle » fut plus populaire que jamais, entraînée par la popularité de ses campagnes patriotiques³⁶. Néanmoins, on nota que si la ligue obtint effectivement quelques nouvelles adhésions ou des sympathies « [il] s'agit en général de protestations contre les sévérités de la censure ou contre les nominations qualifiées de scandaleuses. La [ligue] semble devenir, en attendant mieux, un refuge de mécontents³⁷ ». Ainsi, si la Ligue d'Action française montra quelque signe de vitalité durant la Grande Guerre, il n'en demeurait pas moins que ses effectifs militants avaient été décimés par la mobilisation et que les quelques ralliements qu'elle récoltait n'étaient pas fermes. Les lendemains du conflit et le retour à la réalité allaient certainement être difficiles.

³⁴ ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915 ; ANF F⁷ 13195/2-M/5245, « Chez les royalistes, une vente de charité », 21 mai 1917; Gaudin, *loc. cit.*, p. 262.

³⁵ ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 12863/5, « Sur les forces de l'Action française durant la guerre », 15 septembre 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915 ; ANF F⁷ 12863/4(F.I.060-67), « Propagande de l'Action française aux armées », 10 juin 1915.

³⁶ ANF F⁷ 12863/3-84, « Finances de l'Action française », 13 août 1913; ANF F⁷ 13194, « Informations sur les sections d'Action française », novembre 1924; ANF F⁷ 12863/5-F732/24, *sans titre*, 26 février 1915; ANF F⁷ 12863/5, « Sur les forces de l'Action française durant la guerre », 15 septembre 1915; ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 13195/2, « À l'Action française », 15 novembre 1916.

³⁷ ANF F⁷ 13195/2, « À l'Action française », 27 avril 1915.

2. *Les organes médiatiques et didactiques*

Formellement contrôlés par la Ligue d'Action française, les véhicules médiatiques et didactiques du mouvement du nationalisme intégral français doivent cependant être traités séparément. Ayant pour but de valoriser et de diffuser la doctrine néoroyaliste, ces organes étaient gouvernés par des paramètres différents de ceux de la ligue, et cela fut bien révélé par le destin qu'ils ont connu durant la Grande Guerre. En effet, en n'ayant pas pour objectif premier de réunir une masse de militants et en ne reposant que sur le labour d'une petite clique serrée, les organes de l'Action française furent moins touchés par les répercussions de la mobilisation militaire, à une exception près. Le quotidien des nationalistes intégraux, nommé simplement *L'Action française*, connut une prospérité inédite et inouïe entre 1914 et 1918, alors qu'il était devenu en quelque sorte l'objet principal de leurs efforts. Le cours de ses ventes a suivi la courbe ascendante de la popularité du discours patriotique des chantres de l'Action française. Dans une moindre mesure, cela fut également le cas pour la maison d'édition particulière des néoroyalistes, la *Nouvelle Librairie nationale*, qui connut un essor concomitant, voyant certaines de ses publications connaître des ventes inimaginables dans l'avant-guerre³⁸. En contrepartie, l'*Institut d'Action française* vit ses activités singulièrement handicapées tout au long de la guerre. Sorte d'« université du néoroyalisme », cette institution itinérante fondée en 1906 avait pour but de dispenser des conférences pédagogiques basées sur tous les aspects de la doctrine de nationalisme intégral, en relation à des domaines d'études allant des sciences politiques aux sciences sociales, en passant par les relations internationales³⁹. Particulièrement suivies par la jeunesse, il va s'en dire que ces

³⁸ Des ouvrages tels que *Histoire de deux peuples* de Jacques Bainville, *Les Tronçons du Serpent* de Louis Dimier ainsi que *Hors du joug allemand* et *La Vermine du monde* de Léon Daudet ont tous été vendus à plus de 10 000 copies durant la période, tandis que *L'Après-guerre* de Daudet se serait écoulé à plus de 100 000 exemplaires. Voir ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; ANF F⁷ 13194-M/4340, « À la Ligue de l'Action française », 12 avril 1916.

³⁹ Weber, *op. cit.*, p. 56-57; Sanson, *op. cit.*, p. 207.

séances virent leur achalandage fondre comme neige au soleil dans les suites de la déclaration de guerre, de telle manière qu'elles devinrent moins fréquentes⁴⁰.

Le cas du journal quotidien mérite un examen plus approfondi, car il en dit long sur le parcours que suivit l'Action française durant la Grande Guerre. Lancée en mars 1908, *L'Action française* était en 1914 la voix officielle ainsi que l'instrument principal de propagande de la ligue néoroyaliste, qui en était la propriétaire et le finançait au moyen d'une souscription perpétuelle⁴¹. À une époque où la presse de masse était devenue toute puissante en France, « L'organe du nationalisme intégral⁴² » détonnait en s'inscrivant dans la tradition des publications de combat et d'opinion de la seconde moitié du XIX^e siècle⁴³. Par conséquent, au moyen d'une plume militante, voire parfois irrévérencieuse et calomnieuse – ce qui lui valut bien des poursuites durant toute son existence –, son petit groupe de chroniqueurs – soit les principales têtes d'affiches de la ligue – offrait quotidiennement à ses lecteurs des analyses et des opinions tranchées sur la vie politique française, les questions sociales et religieuses ainsi que les relations internationales. Son angle d'attaque était bien sûr contenu dans les œillères du nationalisme intégral, ce qui avait pour revers une répétition presque obsessionnelle des idées⁴⁴. *L'Action française* faisait généralement quatre à six pages, et on y trouvait également des chroniques littéraires, des critiques de théâtre et des comptes-rendus des événements sportifs, ainsi qu'un courrier des lecteurs.

À partir d'août 1914, le quotidien néoroyaliste perdit une partie de son équipe – rédactionnelle et technique – pour le front, passant d'environ quatorze rédacteurs à plus ou moins

⁴⁰ ANF F⁷ 13195/2-M/4052, « À l'Action française, les cours de M. Dimier », 14 janvier 1916.

⁴¹ Weber, *op. cit.*, p. 66-68 et p. 218-221.

⁴² C'est tel qu'on le surnommait dans son en-tête.

⁴³ Christophe Charle, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, 2004, p. 161-167.

⁴⁴ Joly, *op. cit.*, p. 88-89.

quatre, selon les périodes⁴⁵. Malgré tout, sa publication fut maintenue tout au long de la guerre. Ses bureaux restèrent également à Paris, même durant l'exode du gouvernement et de plusieurs médias vers Bordeaux d'août à décembre 1914, alors qu'on se contenta d'y déléguer Jacques Bainville et Henri Vaugeois. La guerre désorganisa dans un premier temps ses réseaux de distribution – intimement liés aux sections la ligue –, mais ses directeurs vont s'affairer – avec un certain succès – à les maintenir tout au long du conflit⁴⁶. *L'Action française* vit cependant son nombre de pages être réduit à quatre, et durant un certain temps à deux, compte tenu des fluctuations de la disponibilité du papier, qui handicapèrent également les activités de la *Nouvelle Librairie nationale*. Les chroniques dites de la « vie ordinaire⁴⁷ » furent ainsi évacuées dans le processus, les rédacteurs se concentrant essentiellement sur les questions de politiques intérieure et extérieure, de religion ainsi que de vie sociale et littéraire. En ce qui concernait la guerre, on relayait généralement les communiqués militaires en première page, tandis qu'une rubrique « L'Action française au champ d'honneur » fut rapidement créée pour honorer les militants néoroyalistes s'étant distingués ou ayant donné leur vie au combat. Comme l'ensemble de la presse française, le quotidien du nationalisme intégral fut soumis aux exigences de la censure. Il était ainsi presque quotidiennement tacheté de blocs blancs, il fut suspendu pour un jour à quelques reprises, et même pour une semaine à deux reprises, soit en juin et en octobre 1917. Au

⁴⁵ Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville et Louis Dimier signèrent des billets presque quotidiennement entre 1914 et 1918 ; ANF F⁷ 12863/5 (53), « Calme chez l'Action française », 14 mai 1915.

⁴⁶ ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3480, « À l'Action française », 12 juillet 1915; ANF F⁷ 13195/2-M/3543, « À l'Action française », 29 juillet 1915; ANF F⁷ 12863-98, « Vente de l'Action française », 23 août 1915; ANF F⁷ 13194-M/4340, « À la Ligue de l'Action française », 12 avril 1916; ANF F⁷ 13195/2-F/4181, *sans titre*, 13 août 1917.

⁴⁷ Priscilla Parkhurst-Ferguson, « Les chroniques de la vie ordinaire dans *L'Action française* », dans Leymarie, Dard et McWilliam, *op. cit.*, p. 73-76.

demeurant, les problèmes qu'a connu *L'Action française* durant la Grande Guerre était ceux de l'ensemble de la presse du pays⁴⁸.

Malgré ces limitations, elle connut une prospérité inespérée durant la Grande Guerre, voyant son lectorat s'accroître avec constance, au plus grand dam des autorités républicaines⁴⁹. Étant l'objet principal des efforts des maîtres du néoroyalisme qui n'avaient pas été mobilisés, il était devenu l'un des principaux organes du nationalisme rallié à l'Union sacrée. De la sorte, avec la montée en popularité des campagnes patriotiques de ses rédacteurs, son tirage passa de quinze à vingt mille copies dans l'avant-guerre⁵⁰ à plus de cent cinquante mille en novembre 1917⁵¹. Cela était bien sûr loin du million de lecteurs des principaux journaux de masse de l'époque. Mais cette évolution reste remarquable dans le contexte du mouvement néoroyaliste, d'autant plus que cela faisait de *L'Action Française* l'un des seuls quotidiens d'opinion à tirer son épingle du jeu entre 1914 et 1918⁵². Cet essor du lectorat de l'organe du nationalisme intégral fit certainement en sorte de compenser les effets négatifs de la mobilisation sur le militantisme de la ligue et, donc, de sa notoriété, voire de lui offrir une rampe de choix pour relancer son organisation au lendemain de la guerre. En contrepartie, cela a également favorisé la perception

⁴⁸ Olivier Forcade, « Voir et dire la guerre à l'heure de la censure (France, 1914-1918) », *Le Temps des médias*, 2005/1, n° 4, p. 52.

⁴⁹ ANF F⁷ 13195/2-M/2768, « À l'Action française », 4 janvier 1915; ANF F⁷ 12863/5-F723/20, « L'Action française et le Vatican », 6 février 1915; ANF F⁷ 13194-M/4477, « La vente de *L'Action Française* – La progression s'accroît », 26 mai 1916.

⁵⁰ Weber, *op. cit.*, p. 211-212.

⁵¹ ANF F⁷ 13195/2-M/2768, « À l'Action française », 4 janvier 1915; ANF F⁷ 12863/5-120, « Tirage du quotidien » 21 octobre 1915; ANF F⁷ 13194-M/4477, « La vente de *L'Action Française* – La progression s'accroît », 26 mai 1916; ANF F⁷ 13194, « Tirage des journaux quotidiens à la date du 1^{er} juillet », 1^{er} juillet 1916; ANF F⁷ 13194, « À l'Action française – Tirage du journal », 3 juillet 1916; Alfred Kupferman, « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action française dans la contre-offensive morale, 1915-1918 », *Études maurrassiennes*, 1973, p. 129.

⁵² ANF F⁷ 13195/2-M/2896, « À l'Action française », 4 février 1915; ANF F⁷ 12863/5, « Sur les forces de l'Action française durant la guerre », 15 septembre 1915; Charle, *op. cit.*, p. 222-233.

des détracteurs, mais aussi de l'historiographie, selon laquelle l'Action française ne se résumait qu'à un journal⁵³.

3. *Les maîtres du nationalisme intégral*

C'est en ces mots qu'un agent de la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur décrivait l'Action française en septembre 1915 dans un rapport sur son état :

[...] en ce qui concerne spécialement l'Action française, on ne saurait négliger la surveiller car, si cette organisation n'a pas pour elle le nombre, [et] ne peut prétendre à aucun succès électoral, elle compte parmi ses dirigeants quelques hommes d'action, capable de créer au Gouvernement de la République, le lendemain de la paix, sinon des difficultés durables, du moins des embarras momentanés⁵⁴.

Mouvement politique d'une puissance limitée, doublé d'un quotidien au tirage modeste, l'Action française s'est malgré tout en effet maintenue dans le paysage politique et idéologique de la France, de sa constitution graduelle au tournant du vingtième siècle en passant par une guerre mondiale ruineuse, grâce aux efforts des hommes qui avaient élaboré son programme politique et qui dirigeaient ses activités. Un simple coup d'œil à l'historiographie sur les nationalistes intégraux nous permet de même de constater qu'on se concentre généralement sur ces personnages, plutôt que sur les militants ou les organes néoroyalistes. En ce qui concerne la Première Guerre mondiale, l'analyse du parcours des animateurs de l'Action française nous mène à un constat intéressant. Effectivement, il y eut une différence marquée de destins entre celui des architectes du discours et celui des meneurs de l'activisme politique néoroyalistes. Tandis que les premiers furent presque tous exemptés de service militaire et purent ainsi continuer à vaquer à leurs occupations au sein du mouvement du nationalisme intégral, les seconds furent en

⁵³ Laurent Joly, « *L'Action française bimensuelle et quotidienne. Stratégies politiques et intellectuelles (1899-1914)* » dans Leymarie et Prévotat, dir., *op. cit.*, p.336; James McCearney, *Maurras et son temps*, Paris, Albin Michel, 1977, p. 168 ; Samuel M. Osgood, *French Royalism Under the Third and the Fourth Republics*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1960. p. 81; Weber, *op. cit.*, p. 128.

⁵⁴ ANF F7 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France, 22 septembre 1915.

contrepartie presque tous appelés aux armes. Cela nous donne donc une toute autre perspective quant aux itinéraires empruntés durant la Grande Guerre respectivement par la Ligue d'Action française – privée non seulement de ses militants, mais aussi de ses animateurs – et par l'organe du nationalisme intégral – pouvant toujours compter sur ses chroniqueurs principaux. En parallèle, se déroulait un petit mouvement de dissidence, dont l'impact à moyen terme sur le mouvement néoroyaliste ne sont pas à négliger.

Quatre hommes peuvent être qualifiés de maîtres d'œuvre de la rhétorique de l'Action française à l'époque du premier conflit mondial. Ces figures s'en tenaient surtout à un travail d'écriture et ils ne participaient prou ou pas à l'organisation des activités militantes du mouvement – à une exception près – que ce soit avant ou durant le conflit. Comme de fait, ceux-ci furent également les principaux rédacteurs du quotidien durant la Grande Guerre, en l'occurrence Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville et Louis Dimier. Ce dernier a également veillé à l'administration de la Ligue et au maintien des activités de l'Institut durant la période qui nous intéresse, mais il ne peut être considéré comme un simple animateur. Entre 1914 et 1918, ces figures tutélaires eurent des parcours pratiquement identiques. Réformés, ils ne furent pas appelés au front et ils continuèrent à abreuver quotidiennement *L'Action française* de leurs analyses et réflexions, ce qui eut sans contredit un rôle à jouer dans l'essor que ce journal connut durant la période qui nous intéresse. Compte tenu que ce sont majoritairement sur les écrits de ces hommes que seront basés nos deux prochains chapitres, il convient d'examiner plus précisément leurs parcours respectifs.

À la tête des architectes du discours de l'Action française, se retrouvait incontestablement Charles Maurras. Il était le père de la doctrine du nationalisme intégral qui guidait le mouvement

néoroyaliste sur lequel il exerçait un magistère intellectuel pratiquement total⁵⁵. Ses idées inspiraient les autres rhétoriciens de l'Action française, tandis que ses appels étaient généralement réverbérés sans altération par les animateurs. Une surdité presque totale le gardait loin de l'activité sur le terrain, ce qui le confinait ainsi à une activité de réflexion et de rédaction constante entre les murs des bureaux de la ligue et du quotidien à Paris. Maurras était le chroniqueur principal de *L'Action française*, y signant presque quotidiennement la rubrique « La politique », réussissant en outre à publier quelques ouvrages par année. La rigueur de ses principes et le ton incisif qu'il employait dans ses écrits en faisait une inspiration pour les militants néoroyalistes. Malgré cette approche parfois agressive et calomnieuse, Maurras restait un analyste minutieux du politique, capable de nuances⁵⁶. Durant la Grande Guerre, sa condition d'hypoacousie l'exempta d'emblée de service militaire. Comme nous le verrons en détail dans le prochain chapitre, il put donc battre la mesure de l'approche patriotique de l'Action française vis-à-vis de la défense nationale. Maurras s'imposa ainsi comme une figure incontournable du nationalisme intransigeant, étant repris et commenté très largement⁵⁷.

Léon Daudet n'était certes pas un idéologue à part entière, mais il serinait les idées de Maurras avec un talent sans égal au sein de l'Action française. Astucieux chroniqueur et polémiste, tout en portant le chapeau de rédacteur en chef du quotidien, le fils du romancier Alphonse Daudet était également un habile conférencier⁵⁸. De manière prémonitoire, il avait publié en 1913 le livre *L'Avant-guerre*, dans lequel il dénonçait la mollesse des gouvernements

⁵⁵ Une des plus fortes illustrations du « magistère » de Maurras est le fait que pratiquement toutes les lettres lui étant adressées par ses collègues néoroyalistes débutaient par « Cher maître... ». Voir Callu et Gillet, *op. cit.*, p. 11.

⁵⁶ Michel Leymarie, « Dissidents et critiques des années vingt », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 378-379; Grégoire Kauffmann, « De Drumont à Maurras, une veine pamphlétaire » dans Dard, Leymarie et McWilliam, *op. cit.*, p. 17; Laurent Joly, *loc. cit.*, p. 336; Osgood, *op. cit.*, p. 64-65; Weber *op. cit.*, p. 23 et p. 37.

⁵⁷ ANF F⁷ 12863/5-F/1655 (135), « Membres des comités directeurs », 25 octobre 1915; Bruno Goyet, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Science-Po, 2000, p. 13-27.

⁵⁸ McCearney, *op. cit.*, p. 187 ; Philippe Secondy, « Léon Daudet pamphlétaire » dans Dard, Leymarie et McWilliam, *op. cit.*, p. 25-34

républicains à l'égard de l'espionnage et du noyautage économiques allemands. Durant la Grande Guerre, non mobilisé, il s'engagea d'abord dans une croisade médiatique pour s'assurer que les administrations militaires et politiques se rendraient finalement aux thèses de son ouvrage. Dans un second temps, à son meilleur aux périodes d'incohérence gouvernementale⁵⁹, il s'attaqua à la trahison de certains éléments de la classe politique française, ce qui lui a procuré une certaine célébrité dans la seconde moitié de 1917⁶⁰. En fait, Daudet profita de cette notoriété nouvelle dans l'après-guerre pour être élu député de Paris aux élections de 1919. Nous reviendrons en fin de parcours sur ce cheminement certes inattendu pour un meneur d'une mouvance notoirement antiparlementariste.

Quant à Jacques Bainville et Louis Dimier, leurs rôles dans la constitution du discours de l'Action française durant la Grande Guerre furent plus effacés. Leurs caractères intellectuels plus posés et réservés que ceux de Maurras et de Daudet peuvent expliquer cette retenue. Il n'en reste pas moins que les deux hommes ne furent pas appelés aux armes – Bainville fut appelé dans un premier temps, puis rapidement réformé⁶¹ –, et qu'ils participèrent presque quotidiennement à la rédaction de *L'Action française* entre 1914 et 1918. Bainville, historien et fin analyste des relations internationales, se démarqua par ses commentaires éclairés et éclairants sur ce dernier sujet⁶². Ce n'est toutefois que suite à la guerre qu'il atteint la gloire avec son fameux *Les Conséquences politiques de la Paix*⁶³. Au demeurant, il convient de noter que le parcours de Bainville durant la Grande Guerre fut marqué par un détour particulier. En effet, il se rendit en 1916 en Russie comme envoyé diplomatique sous le patronage du président du conseil Aristide Briand. Ensuite, il travailla quelque temps au ministère de la Guerre, dans l'espoir que ses

⁵⁹ Weber, *op. cit.*, p. 127.

⁶⁰ Voir Kupferman, *loc. cit.*, p. 121-144.

⁶¹ ANF F⁷ 13195/4-A/2590, « Bainville, Jacques, Pierre », 19 mars 1925.

⁶² Christophe Dickès, « Jacques Bainville, une critique culturelle éphémère? », dans Leymarie, Dard et McWilliam, *op. cit.*, p. 30-42; Dominique Decherf, *Bainville. L'intelligence de l'histoire*, Paris, Bartillat, p. 12-13; *Ibid.*, p. 36-39.

⁶³ Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1920, 198 pages.

connaissances sur l'Allemagne pourraient servir aux éventuelles forces d'occupation⁶⁴. En ce qui concerne Dimier, spécialiste des arts et de la religion, il a joué le rôle de défenseur infatigable de l'Église dans les pages du quotidien⁶⁵. Dans les coulisses, il s'affaira à maintenir les activités de l'Institut d'Action française qu'il dirigeait, mais aussi à tenir à flot la Ligue à partir de 1916⁶⁶. Il constitue en quelque sorte un pont entre les rhétoriciens et animateurs néoroyalistes.

Il n'y avait donc que très peu d'hommes qui avaient un impact déterminant sur l'élaboration du discours et de l'approche politique de l'Action française ; il y en avait cependant plus à qui on déléguait sa diffusion et sa mise en application. Ces hommes étaient évidemment à la remorque des constructions idéologiques et du discours des Maurras et autres Daudet. Cependant, à l'opposé de ces derniers, les principaux guides de l'activisme néoroyaliste furent durement frappés par les effets de la mobilisation militaire. À l'aube de la Grande Guerre, ceux-ci étaient – entre autres – Henri Vaugeois, Maurice Pujo, Léon de Montesquiou, Maxime Réal del Sartre et Marius Plateau. Sur ces cinq hommes, quatre servirent au front, tandis que deux d'entre eux n'étaient plus au rendez-vous en novembre 1918.

Vaugeois, cofondateur du mouvement avec Pujo, était en 1914 le directeur politique du quotidien, mais un chroniqueur modeste. Il était plutôt reconnu comme un publiciste hors pair ainsi qu'un administrateur et un organisateur dynamique. Non mobilisé, il continua à parcourir le pays pour tenter de maintenir les activités de la Ligue et assurer la diffusion du quotidien, avant de mourir d'une embolie le 11 avril 1916⁶⁷. Pujo, directeur et inspirateur de Camelots du roi ainsi

⁶⁴ Christophe Dickès, *Jacques Bainville. Les lois de la politique étrangère*, Paris, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2008, p. 101 et p. 120-122.

⁶⁵ ANF F⁷ 12863/5-F/1655 (135), « Membres des comités directeurs », 25 octobre 1915; Philippe Boutry, « L'Action française, la Révolution et la Restauration » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 38.

⁶⁶ ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; Rédaction, « Échos », *L'Action Française*, 14 octobre 1916.

⁶⁷ ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915; ANF F⁷ 12863/5-F/1655 (135), « Membres des comités directeurs », 25 octobre 1915; Callu, *op. cit.*, p. 55-67.

qu'un agitateur reconnu par les forces de l'ordre⁶⁸, parfois chroniqueur, fut mobilisé et servit au front jusqu'à la fin de la guerre. Cela priva l'Action française d'un activiste assidu dans le civil mais il fit l'objet d'une surveillance particulière par les autorités républicaines dans les tranchées, qui craignaient qu'il ne répande son royalisme chez ses compagnons d'armes⁶⁹. Montesquiou, président de la Ligue d'Action française au déclenchement des hostilités et motivateur de choix, fut appelé aux armes dès le début de la guerre et mourut rapidement au combat⁷⁰. Réal del Sarte, meneur de la jeunesse et promoteur de la symbolique royaliste en tant que sculpteur⁷¹, fut également appelé et il perdit un bras en 1916. Il encouragea ensuite la reformation de sections de la Ligue dans le sud-ouest de la France, où il pansait ses blessures⁷². Plateau, le réel meneur des Camelots, a été appelé au front dès le déclenchement des hostilités, mais fut réformé un mois plus tard suite à des blessures. Ainsi, vu son retour rapide du front, on pourrait croire qu'il put servir les activités de l'Action française durant le conflit. On lui demanda de maintenir à flot les Camelots, sans succès. Ensuite, il dirigea un petit service informel de renseignement, avec lequel il récoltait des informations sur les affaires de trahison pour Daudet, tout en récoltant les appuis en cas de soulèvement favorable à l'Action française⁷³. Il convient finalement de souligner l'apport d'une femme dans le maintien minimal des activités de la Ligue entre 1914 et 1918. En effet, la marquise de Mac-Mahon – née de Marthe de Vogüë –, bailleuse de fonds importante ainsi que présidente incontestée et énergique des organisations féminines de la ligue dans l'avant-guerre, joua un rôle prépondérant dans l'organisation des œuvres de bienfaisance des royalistes à

⁶⁸ ANF F⁷ 12863/3(119-123), « Réunion contradictoire pour la rentrée des Étudiants », 14 novembre 1913.

⁶⁹ ANF F⁷ 13195/1, « Note sur l'attitude des royalistes pendant le premier trimestre de l'année 1915 », avril 1915; ANF F⁷ 12863/5-F/994-58, « Comité de secours national », 26 mai 1915; ANF F⁷ 12863-72, « Calme à l'Action française », 17 juin 1915; ANF F⁷ 12863/5-F/1655 (135), « Membres des comités directeurs », 25 octobre 1915; Callu, *op. cit.*, p. 139-142.

⁷⁰ Callu, *op. cit.*, p. 35-40; ANF F⁷ 12863/5-F/1655 (135), « Membres des comités directeurs », 25 octobre 1915.

⁷¹ ANF F⁷ 12863/3(119-123), « Réunion contradictoire pour la rentrée des Étudiants », 14 novembre 1913.

⁷² ANF F⁷ 12863-72, « Calme à l'Action française », 17 juin 1915; Weber, *op. cit.*, p. 72; Callu, *op. cit.*, p. 195-197; *Ibid.*, p. 203-211.

⁷³ Weber, *op. cit.*, p. 106-107; Callu, *op. cit.*, p. 186-187 ; Dimier, *op. cit.*, p. 264.

destination des soldats et de leurs familles. Mais elle ne s'en tint pas seulement à ces activités. Conférencière et propagandiste expérimentée, elle parcourra également le pays pour tenter de relancer les sections locales et d'encourager la propagande, tout en fréquentant aussi régulièrement la permanence centrale de la ligue à Paris pour apporter son support moral et pécuniaire⁷⁴.

Pour finir, il est de mise d'aborder un élément qui nous apparaît également important dans l'analyse de la relative désagrégation de l'organisation de l'Action française durant la Grande Guerre, en l'occurrence les premières dissidences au sein des hautes sphères du néoroyalisme. D'abord, il y eut l'expulsion du mouvement des jeunes Jean Rivain et Henri Lagrange tout juste à l'aube du conflit, sur la base de différends de visions intellectuelles et militantes⁷⁵. Entre 1914 et 1918, un chef des Camelots, Maurice Leclerc fut mis à la porte, tandis qu'André Gaucher et Pierre Lasserre, tous deux rédacteurs, quittèrent, déçus de la modération empruntée par le mouvement⁷⁶. Comme l'ont souligné Laurent Joly et Guillaume Gros, ces ruptures illustreraient les heurts causés par la montée au sein de l'Action française d'une nouvelle génération ayant été élevée dans le maurrassisme et voulant le porter à un autre niveau, mais qui fut bloquée par la rigidité des figures tutélaires du mouvement⁷⁷. Au moment même où elle perdait une bonne partie de sa jeunesse dans les tranchées, elle perdait également la plus talentueuse d'entre-elle par austérité⁷⁸. Bref, ces dissidences semblent avoir accentué encore plus l'effet de cassure constaté

⁷⁴ ANF F⁷ 12863/3-84, « Finances de l'Action française », 13 août 1913; ANF F⁷ 12863/5 (53), « Calme chez l'Action française », 14 mai 1915; ANF F⁷ 12863/5, « Sur les forces de l'Action française durant la guerre », 15 septembre 1915; Dumons, *op. cit.*, p. 231.

⁷⁵ Laurent Joly, « La *Revue critique des idées et des livres*. Première dissidence d'Action française ou première génération intellectuelle de « maurrassiens » indépendants », dans Leymarie, Dard et McWilliam, dir., *op. cit.*, p. 45-47; Gros, *op. cit.*, p. 218.

⁷⁶ ANF F⁷ 12863/5-100, « Leclerc », 24 août 1915; ANF F⁷ 12863/5-F/1631-131, « André Gaucher », 22 octobre 1915; ANF F⁷ 12863/5-F/1655 (135), « Membres des comités directeurs », 25 octobre 1915.

⁷⁷ Laurent Joly, *op. cit.*, p. 45-47; *Ibid.*, p. 58-59; Gros, *op. cit.*, p. 218; *Ibid.*, p. 227.

⁷⁸ Paul Sérant, *Les dissidents de l'Action française*, Paris, Copernic, 1978, p. 9-11.

durant le premier conflit mondial dans l'organigramme du mouvement du nationalisme intégral et laissaient même entrevoir une éventuelle fossilisation intellectuelle et militante.

4. Conclusion

Le choc de la Grande Guerre fut indubitablement à double tranchant sur les organisations et les hommes de l'Action française. D'un côté, la ligue et ses branches – hormis chez les femmes – perdirent une bonne part de leurs militants avec la mobilisation militaire, ce qui désorganisa leur réseau de sections locales. De même, elles perdirent une partie importante de leurs animateurs, les amputant ainsi d'un dynamisme qui aurait été plus que bienvenu dans les circonstances. Dans le lot, on trouvait plusieurs morts et quelques dissidents de marque, alors que les quelques ralliements acquis durant la guerre semblaient circonstanciels. La reconstruction de la Ligue d'Action française s'annonçait difficile à l'issue du conflit. Ces ravages de la mobilisation dans les rangs militants et dirigeants ne se limitaient évidemment pas qu'aux néoroyalistes. En effet, hormis la SFIO, à peu près tous les ensembles politiques français ont été décimés et informellement anéantis par la Grande Guerre⁷⁹.

En contrepartie, grâce à l'exemption providentielle de service militaire de l'essentiel de ses logographes qui chroniquaient dans son quotidien, l'Action française vit son lectorat s'accroître avec constance. De manière concomitante, l'influence et la notoriété des Maurras et Daudet augmentèrent. Ainsi, paradoxalement, les idées du mouvement du nationalisme intégral prirent un essor inédit dans la société française sans même que la propagande militante y soit responsable. De la sorte, le journal quotidien se retrouvait au centre de l'approche politique de l'Action française. Les autorités craignaient que les hommes néoroyalistes acquièrent cette

⁷⁹ Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome I : 1900-1930*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990, p. 265-268.

notoriété, mais, ne bénéficiant plus d'un ensemble militant fourni, l'Action française, qui n'était déjà pas tant une menace, n'avait plus de force politique lui permettant de mettre en péril même un tant soit peu le régime républicain. Dimier, qui quitta de lui-même le mouvement néoroyaliste en 1920, affirma ainsi en rétrospective que la Grande Guerre avait finalement fait de l'Action française ce que ses adversaires affirmaient : un simple quotidien⁸⁰.

À l'aube de la dernière année du premier conflit mondial, Maurras s'exprimait en ces mots sur la situation qui prévalait alors chez l'Action française : « Mais quelque vaste qu'ait été notre proportion de sacrifices, ni le fond n'a été épuisé, ni le recrutement n'a été arrêté, et bien au contraire. La guerre a mis en valeur nos idées. Il n'y a pas de comparaison entre le petit bataillon sacré que nous formions en 1914 et notre multitude de 1917⁸¹ ». Le maître du nationalisme faisait abstraction – certainement pour les besoins de la rhétorique – de la réalité des ravages de la mobilisation dans ses rangs militants. Il n'en reste pas moins qu'il avait raison sur un point. Comme nous le verrons dans le chapitre qui suit, le bouillonnement idéologique, lui, n'a effectivement pas cessé entre 1914 et 1918. Faute de pouvoir politique réel, les idées allaient être la planche de salut pour les nationalistes intégraux.

⁸⁰ Dimier, *op. cit.*, p. 234-238.

⁸¹ Charles Maurras, « I. Les prétendues « fiches » de l'Action française – Crime de Plateau », *L'Action française*, 26 janvier 1918.

Chapitre II Le nationalisme intégral en guerre

Malgré l'ardeur de ses militants, l'Action française n'était pas une force politique dans la France de l'avant-guerre. Ses thèses restaient inconnues pour l'essentiel de la masse. De même, le public intéressé par la chose politique n'était pas aussi nationaliste qu'on a pu le prétendre, tandis qu'il percevait généralement les idées néoroyalistes comme étant vieilles, manichéennes et alarmistes¹. Toujours est-il que l'Action française eut le mérite d'offrir au royalisme, mais également au nationalisme, le cadre doctrinaire cohérent qui leur faisait alors défaut en France². L'originalité du mouvement néoroyaliste résidait donc surtout dans l'ouvrage idéologique qu'avaient échafaudé ses principaux maîtres à penser. Comme nous venons de le voir, bien que vidée de sa force militante par une mobilisation militaire, l'Action française continua durant la Grande Guerre à faire entendre sa voix grâce à la résolution de ses figures tutélaires épargnées par les appels au front.

Par l'entremise de leur journal quotidien, les maîtres du nationalisme intégral ont non seulement commenté et analysé la suite des événements de 1914-1918, mais ils ont également réfléchi sur la marche à suivre dans le contexte de ce premier conflit mondial. Dans ce second chapitre, nous allons donc jeter la lumière sur l'évolution de l'idéologie de l'Action française durant cette période. Au préalable, nous aborderons l'élaboration de la doctrine de nationalisme intégral du tournant du XX^e siècle à 1914. Ensuite, nous montrerons que la réflexion sur les conditions à réunir pour assurer une victoire de la France occupa grandement les nationalistes intégraux durant la Grande Guerre. Enfin, nous établirons que l'Action française maintint son discours antirépublicain, mais aussi royaliste, malgré son adhésion de principe à la trêve politique

¹ Jean-Jacques Becker, *1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1977, p. 20-28.

² René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1982 [1954], p. 170.

de l'Union sacrée.

Il en ressort qu'à la source de la doctrine néoroyaliste se trouvait une logique affirmant la primauté des intérêts nationaux sur toute considération. Dans le contexte de la guerre, les maîtres de l'Action française considérèrent donc toute chose à travers le prisme de leur patriotisme. De la sorte, ils ont déterminé que l'arrêt des débats politiques et le maintien de l'autorité étatique en place étaient les principaux aliments de l'unité nationale nécessaire devant l'invasion allemande. Ils mirent par conséquent volontairement en veilleuse leur combat militant contre la Troisième république, du moins en principe, et ils se concentrèrent sur la nécessité de châtier les espions et les traîtres à la nation. Or, force est d'admettre que le tropisme antirépublicain et royaliste de l'Action française persista, non seulement dans la conception des conditions de la victoire, mais surtout dans l'interprétation des origines et des causes de ce premier conflit mondial ainsi que dans la perception de la vie politique institutionnelle.

1. L'intérêt national comme fondement du néoroyalisme

La nécessité de tenir la France socialement, politiquement et matériellement prête à une éventuelle « défense nationale » provoqua la formation de l'Action française en 1898 et fut le guide primordial de son itinéraire idéologique jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre³. Pour les principaux animateurs du mouvement, la culture et les pratiques sociopolitiques de la Troisième République menaçaient l'unité et la protection du territoire national au moment où la perspective d'un conflit européen n'était pas à négliger. La nature démocratique, parlementaire et électoraliste de l'État français désorganisait selon eux la direction politique des affaires intérieures et extérieures du pays. Elle provoquait de même un délitement de la communauté

³ Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, p. 109.

nationale en valorisant l'individualisme, l'égalitarisme et le cosmopolitisme d'essence révolutionnaire. Pire encore, dans les suites de l'affaire Dreyfus, les gouvernements républicains avaient sabré dans les budgets de l'armée et de ses bureaux de renseignements, affaiblissant ainsi cette garante de l'intégrité territoriale de la France⁴. Pour renverser cette tendance menant, semblait-il, la patrie droit à son anéantissement en cas de guerre, l'Action française considérait que toute direction politique devrait désormais être déterminée à l'aune de l'intérêt national⁵.

En poussant ce concept d'intérêt national à son « extrême logique », l'Action française – sous l'intendance intellectuelle de Charles Maurras – constitua au tournant du XX^e siècle un programme politique et idéologique dit de « nationalisme intégral ». Ce plan impliquait que seule une restauration de la monarchie donnerait assez de force et de suite à l'État pour assurer le salut de la France⁶. Cette structure idéologique reposait sur un « empirisme organisateur », impliquant que les applications nécessaires dans le monde politique présent se trouvaient dans les expériences du passé⁷. Les références à l'histoire occupaient de la sorte une place centrale dans la rhétorique de l'Action française, teintées évidemment d'un point de vue résolument contre-révolutionnaire⁸.

Absolutiste et antidémocratique, la monarchie proposée par l'Action française pourrait veiller exclusivement aux intérêts patriotiques, compte tenu qu'elle serait libre des intérêts

⁴ Charles Maurras, *Kiel et Tanger, 1895-1905 : la République française devant l'Europe de 1905 à 1913*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914, p. 175-187.

⁵ La déclaration d'honneur des ligueurs était parlante à cet égard : « Un vrai nationaliste place la Patrie avant tout : il conçoit donc, il traite donc, il résout donc toutes les questions politiques pendantes dans leur rapport avec l'intérêt national ». Voir Léon de Montesquiou, *Les origines et la doctrine de l'Action française*, Paris, Bureaux de l'Action française, p. 9.

⁶ Maurras, *op. cit.*, p. 208.

⁷ Christophe Dickès, « Jacques Bainville, une critique culturelle éphémère » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p. 42.

⁸ Christian Amalvi, « Les conceptions de l'histoire selon l'Action française de 1910 à 1940 » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 61-73; Stephen Wilson, « A view of the past : Action française historiography and its socio-political function », *The Historical Journal*, vol. 19, no. 1 (mars 1976), p. 135-161.

partisans, financiers et étrangers, tandis que l'hérédité de la charge soustrairait le pays aux phases d'instabilité qui étaient le propre du régime républicain. Elle décentraliserait la gestion de la société et de l'économie en faveur des forces traditionnelles, régionales, familiales, religieuses et professionnelles. L'État monarchique se concentrerait donc sur la direction de la justice, de l'armée et de la diplomatie, permettant nécessairement à la France de retrouver son rôle de puissance dans le concert des nations et de garantir son intégrité territoriale⁹.

Pour restaurer la monarchie, l'Action française considérait qu'il fallait tout d'abord établir dans la population un état d'esprit favorable à la contre-révolution, ce qui mènerait éventuellement au renversement de la république par un coup de force bienvenu. Par conséquent, la diffusion du nationalisme intégral ne se résumait pas qu'à la propagation d'un simple plan politique royaliste. Un vaste programme culturel valorisant le retour à des valeurs sociales et esthétiques traditionnelles, catholiques et classicistes, était ainsi proposé par les maîtres à penser de l'Action française. Les mœurs libérales de la Troisième république étaient en contrepartie décriées au moyen d'une dialectique où l'anticléricisme, l'universalisme, le romantisme, le protestantisme et le kantisme étaient indistinctement utilisés par les nationalistes intégraux comme des synonymes de la décadence qui rongait la France¹⁰.

Toujours d'un point de vue culturel, mais aussi sociopolitique et économique, l'Action française considérait qu'il fallait débarrasser la France des étrangers qui bénéficiaient d'une influence soi-disant prépondérante dans la direction politique et économique du pays. Juifs, Protestants, Francs-Maçons et Métèques – les « Quatre États confédérés » selon Maurras – étaient plus particulièrement la cible de ces attaques. Le mouvement néoroyaliste fut incontestablement

⁹ Maurras, *op. cit.*, p. 160-171.

¹⁰ Jérôme Gondreux, « Maurras et la crise du spirituel républicain », dans Leymarie et Prévotat, dir., *op. cit.*, p. 85 ; Robert Kopp, « Maurras lecteur de Rousseau et de Chateaubriand », dans Dard, Leymarie et McWilliam, dir., *op. cit.*, p. 154 ; Neil McWilliam, « Qui a peur de George Sand ? : Antirromantisme et antiféminisme chez les maurrassiens » dans *Ibid.*, p. 173-175.

l'une des organisations les plus antisémites de son époque en France, accusant le « Juif » d'être à peu près tous les torts et les maux possibles¹¹. Compte tenu du contexte de tensions internationales avec l'Allemagne, l'Action française emprunta également un ton germanophobe et elle instrumentalisa le mythe de la « Revanche » pour l'Alsace-Lorraine¹².

Malgré ses prétentions revanchardes et sa valorisation du militarisme, l'Action française n'était pas va-t-en-guerre pour autant, puisque la crainte qu'une guerre ne mène à la disparition de la France, si celle-ci était toujours gouvernée par une république, était le fondement de son existence. Ce nationalisme défensif fut mis en exergue dans deux ouvrages phares du mouvement, soit *Kiel et Tanger* publié en 1909 par Charles Maurras, ainsi que *L'Avant-guerre* de Léon Daudet, lancé en 1913. Le premier soutenait, en prenant pour étalon de mesure les ratés de la politique étrangère française ainsi que les coupures dans les budgets militaires depuis les années 1890, que la France courait tout droit vers la mort de plus de 500 000 de ses citoyens en cas de guerre¹³. Le second prétendait que le pays se dirigeait potentiellement vers une défaite rapide contre l'Allemagne, compte tenu que cette dernière avait soi-disant dissimulé un nombre important d'agents infiltrateurs qui avaient pris le contrôle de sphères déterminantes de l'industrie, des matières premières et du commerce français¹⁴.

Lorsque la crise austro-serbe prit une ampleur européenne au fur et à mesure du mois de juillet 1914, l'Action française se désola donc du fait que la France devait affronter ce trouble grandissant avec un régime politique falot, tout en estimant néanmoins que la force profonde de la nation puisse y palier. Elle ne souhaita donc jamais que cette montée de tensions ne débouche

¹¹ Laurent Joly, « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », *Revue historique*, 2006/3, no 639, p. 695-718.

¹² Olivier Forcade, « Les milieux militaires et l'Action française de 1898 à 1940 », Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 125.

¹³ Maurras, *op. cit.*, *passim*.

¹⁴ Léon Daudet, *L'Avant-Guerre. Études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1913, *passim*.

sur un conflit, quoi qu'elle l'ait redouté quelque peu à mesure que l'attitude allemande sembla se durcir dans la dernière semaine du mois¹⁵. Il n'en reste pas moins que, à l'instar de presque tous les éléments de la société française, et malgré son idéologie, l'Action française ne vit pas directement venir le déclenchement de ce premier conflit mondial. Selon Jean-Jacques Becker, si la conscience collective a retenu le contraire, cela est attribuable au fait que divers éléments ont affirmé à posteriori qu'ils avaient prévenu le pays du soi-disant danger pour mieux accabler leurs adversaires politiques¹⁶. Comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, l'Action française fit partie des acteurs qui tinrent ce type de discours.

2. *Les « conditions de la victoire »*

Le 3 août 1914, alors que l'Allemagne venait de déclarer la guerre à la France, Charles Maurras signa un éditorial prescriptif dans *L'Action française* dans lequel il édictait ce qui devait être le principe directeur de la défense du territoire national face à l'invasion qui allait venir de l'Est : « Notre lien le plus fort est celui de la France, notre intérêt le plus pressant est de rester Français¹⁷ ». Cet esprit de sauvegarde impliquait qu'il était évidemment inconcevable que le conflit et son issue soient défavorables à la France. À mesure que la guerre se prolongea, il devint également hors de question pour l'Action française qu'elle se règle par une paix négociée, pis encore « blanche ». La France devait à tout prix défaire l'Allemagne par les armes et la faire payer pour ses actes; penser autrement relevait de la trahison¹⁸. Le sacrifice de la vie fait par les nombreux soldats et simples citoyens ne devait surtout pas avoir été fait en vain, d'autant plus

¹⁵ Léon Daudet (ci-après LD), « La non préparation à la guerre », *L'Action française* (ci-après *AF*), 17 juillet 1914 ; Charles Maurras (ci-après CM), « II. L'anarchie militariste », *AF*, 17 juillet 1914 ; CM, « Le couteau sur la gorge du pays », *AF*, 22 juillet 1914 ; CM, « I. Secrets civils et militaires/II. Les indiscretions du Sénat », *AF*, 24 juillet 1914 ; CM, « Ce qui sort du 'trou par en haut' », *AF*, 26 juillet 1914 ; CM, « Le Moral », *AF*, 1^{er} août 1914.

¹⁶ Becker, *op. cit.*, p. 123-136.

¹⁷ CM, « Devant l'ennemi », *AF*, 3 août 1914.

¹⁸ CM, « II. Un seul point noir possible », *AF*, 28 août 1915.

qu'ils avaient été victimes d'un envahisseur barbare qui avait prémédité son coup¹⁹. De même, dans une mesure plus prosaïque, une victoire décisive sur l'Allemagne s'imposait selon les nationalistes intégraux puisque, selon toutes les prévisions statistiques, celle-ci allait devenir irrémédiablement puissante sur les plans démographique et matériel dans les années à venir. L'Action française voulait donc s'assurer que le combat ne soit pas à recommencer à moyen terme, cette fois dans des conditions menant nécessairement à une défaite totale de la France²⁰.

Pour triompher de l'envahisseur allemand, les nationalistes intégraux estimaient que toutes les ressources de la société française, qu'elles soient morales, politiques, matérielles et culturelles, devaient être mises à contribution. Au fil des chroniques, ils désignèrent ainsi un ensemble de conditions à réunir pour assurer une victoire. Au premier échelon de ces modalités se trouvait le maintien de l'unité nationale ainsi que celui des autorités gouvernementale et militaire en place. Puis, accessoirement, se trouvaient le bon traitement des soldats, la censure, le châtement des espions et des traîtres, ainsi que la purification culturelle de la France. Dans les pages qui suivent, nous allons donc jeter la lumière sur la réflexion des nationalistes intégraux sur ces principales conditions de la victoire qui fut indubitablement l'une de leurs grandes préoccupations de la période 1914-1918.

a. L'unité nationale

Pour assurer une éventuelle victoire de la France, il allait de soi pour l'Action française que les Français devaient d'abord et avant tout laisser de côté tous leurs différends – qu'ils soient sociaux, moraux ou politiques – pour s'unir entièrement dans la « défense patriotique » du

¹⁹ LD, « La leçon de Verdun – Une Guerre totale : Eux ou nous », *AF*, 11 mars 1916; CM, « L'assassinat de Reims », *AF*, 13 avril 1918.

²⁰ CM, « III. 'La réflexion est venue bien tard' », *AF*, 9 septembre 1914; CM, « I. La liberté de la nation », *AF*, 11 septembre 1915; CM, « I. Contre les volontés de guerre de la France », *AF*, 6 avril 1918.

territoire. L'unité nationale intégrale représentait la condition *sine qua non* du salut de la France en ce sens que la confiance qu'elle engendrait se réfléchirait sur la motivation et le courage des combattants au front qui, eux, allaient la mener concrètement au triomphe²¹. Daudet, formé en médecine, y alla d'une allégorie biologique pour illustrer la chose :

Dans le grand corps de la nation, aujourd'hui, les armées sont les membres, le commandement est la tête, l'esprit patriotique est le cœur, le reste représente la transmission vasculaire et nerveuse. Il dépend de nous que cette dernière tension demeure coordonnée et régulière, dans l'attente du résultat final²².

En dépit des torts prétendument causés par le régime républicain à l'unité nationale dans l'avant-guerre, l'Action française considérait que le sentiment de communauté patriotique était resté bien vivant dans l'inconscient populaire français. Cela était attribuable selon elle à l'entretien fait à cet égard par diverses forces morales et culturelles, dont son nationalisme intégral²³. En moins de deux, l'invasion allemande avait donc ravivé le patriotisme des Français, qui firent rapidement preuve de leur dévouement et de leur courage pour mener à bien la défense nationale. Cette même pression fut également vectrice d'ordre social, une disposition plus que nécessaire à l'unité nationale²⁴. Par conséquent, les nationalistes intégraux insistèrent durant toute la période 1914-1918 sur la nécessité d'alimenter en continu le patriotisme et la confiance en la victoire, plus particulièrement à mesure que la guerre s'allongea au delà de toutes les prévisions initiales. En contrepartie, il était crucial à leurs yeux de rabattre les courants d'opinion et les rumeurs susceptibles de miner l'ordre social ainsi que la confiance en la victoire. Dans cette veine, ils exigèrent des « sanctions énergiques » à l'égard de tout élément propagateur de désordre social ou qui semblait être antipatriote. Selon eux, toute discorde sociale et lassitude – mais également,

²¹ CM, « Le travail national », *AF*, 14 août 1914; Henri Vaugeois, « À Versailles », *AF*, 10 août 1914; CM, « IV. Vers un esprit de guerre? Non : vers l'esprit de victoire », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « I. Le moral de la nation », *AF*, 2 mars 1918.

²² LD, « Oui, tenir bon... », *AF*, 28 août 1914.

²³ CM, « La communauté nationale », *AF*, 29 juillet 1914; LD, « La vie nationale continue », *AF*, 18 août 1914; CM, « II. Le « tout » de la France », *AF*, 18 août 1917.

²⁴ CM, « IV. Persistance et réveil du patriotisme », *AF*, 28 août 1915.

à contrario, un excès de confiance – ne pouvait que profiter à l’ennemi, qui tablait sur cela pour vaincre plus facilement la France²⁵.

Pour assurer l’unité nationale et la confiance en la victoire, l’Action française contribua elle-même avec une rhétorique patriotique multiforme. Nous aborderons celle-ci à divers égards dans le présent chapitre. Pour le moment, soulignons que les nationalistes intégraux usèrent abondamment de la valeur éducative de l’histoire pour encourager et maintenir le sentiment patriotique des Français. D’emblée, d’après Maurras, le poids du passé permettait d’entretenir l’espérance de victoire : « Il y a la pensée et le cœur de la France, il y a son histoire et le poids généreux et délicieux de dix siècles de haute discipline morale, sociale, nationale, politique, religieuse, que sais-je? C’est à cela que se suspendent tous les plus solides espoirs²⁶ ». L’Action française considérait par exemple que, dans ce contexte, la bataille de Troyes, l’épopée de Jeanne d’Arc ainsi que les qualités guerrières et pacificatrices des rois d’Ancien régime pouvaient servir d’inspiration aux Français²⁷. De même, elle soutenait que, si la nation française se montrait aussi résistante devant l’envahisseur allemand, cela était redevable à la construction nationale minutieuse et durable des « quarante rois » qui avaient régné sur la France du Haut Moyen Âge jusqu’à la Révolution²⁸. Maurras se désola qu’on n’évoquait pas assez dans les circonstances le passé glorieux de la France d’Ancien régime :

Les réalités magnifiques de notre incomparable passé, l’œuvre politique menée par nos père à l’époque où il étaient unifiés sous nos rois et où la France, au lieu de perdre,

²⁵ CM, « I. Ténacité, Prudence », *AF*, 20 août 1914; CM, « Le danger des harangues », *AF*, 10 septembre 1914; CM, « L’ordre avant tout », *AF*, 3 juillet 1915; Henri Vaugeois, « Le besoin de s’entendre », *AF*, 24 avril 1915; CM, « II. Le faux espoir de l’ennemi », *AF*, 1^{er} janvier 1916; Jacques Bainville (Ci-après JB), « Pour préserver l’esprit public », *AF*, 6 octobre 1917; CM, « II. Ordre et union », *AF*, 1^{er} juin 1918; CM, « V. La loi de l’ennemi est dans nos divisions », 22 juin 1918.

²⁶ CM, « IV. La « victoire possible », *AF*, 1^{er} avril 1916.

²⁷ CM, « Le vrai « martyr » de Louis XVI et ‘L’histoire de deux peuples’ », *AF*, 18 septembre 1915; CM, « IV. La paix des peuples et des rois », *AF*, 27 avril 1918; CM, « IV. La paix des rois de 1840 », *AF*, 4 mai 1918; CM, « IV. Ancienne France et France moderne en Allemagne », *AF*, 1^{er} juin 1918; Gerd Krumeich, « Maurras, les maurrassiens et Jeanne d’Arc », dans Dard, Leymarie et McWilliam, *op. cit.*, p. 203.

²⁸ CM, « III. Continuité de la tradition monarchique », *AF*, 21 novembre 1914; CM, « III. L’autre merveille : en France », *AF*, 29 avril 1916; CM, « III. De l’antiquité de la France », 24 février 1917.

gagnait et s'accroissait, aurait tant mérité d'être relevées, racontées, opposées aux prétentions conquérantes de la pangermanie²⁹.

Cela était d'autant plus regrettable à ses yeux que Daudet et lui reconnaissaient du mérite patriotique à la Convention révolutionnaire, compte tenu de ses succès dans la défense du territoire national³⁰. Cela peut sembler étonnant compte tenu de l'apparente rigidité contre-révolutionnaire des nationalistes intégraux. Il faut cependant dire que l'Action française pesait chaque événement historique en fonction de sa valeur patriotique³¹. L'instrumentalisation de l'histoire par les nationalistes intégraux au service du maintien de l'unité nationale était loin d'être un cas isolé. La presque totalité des penseurs et des historiens français s'attardèrent dès 1914 à l'élaboration d'un arsenal intellectuel pour encourager la défense nationale, que ce soit pour redéfinir ou raviver certains symboles historiques et lieux de mémoire³².

Pour assurer la victoire, le fait de garantir l'unité nationale et de stimuler son maintien en continu étaient indispensables d'après l'Action française. Elle contribua elle-même à cet exercice au mieux de sa doctrine qui exigeait de considérer toute chose à l'aune de l'intérêt national. Cela la mena à constituer diverses campagnes patriotiques, mais aussi à faire des compromis sur de l'un de ses principes fondamentaux, le royalisme.

b. Le maintien de l'autorité politique en place

Une des conditions essentielles de l'unité nationale dans la France en guerre résidait selon l'Action française dans l'arrêt des disputes politiques. Avant même le déclenchement formel du conflit, Maurras avait décrété que « [...] devant l'Étranger menaçant, il n'y a plus de partis, il y a

²⁹ CM, « III. Un progrès de l'esprit public », *AF*, 2 mars 1918.

³⁰ LD, « La levée en masse », *AF*, 1^{er} septembre 1914; CM, « V. La révolution patriote », *AF*, 24 février 1917.

³¹ Philippe Boutry, « L'Action française, la Révolution, la Restauration » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 56

³² Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, Éditions La Découverte, 1996, *passim*. À cet égard voir Orian Labrèche, *La Révolution française contre l'Allemagne. Alphonse Aulard et l'histoire de la Révolution française dans la Grande Guerre, 1914-1918*, Mémoire de M.A. (Histoire), 2011, 97 pages.

la Patrie³³ ». De la sorte, lorsque le président Raymond Poincaré, avec presque la même formule, appela le 4 août 1914 la nation à faire une trêve dans ses débats politiques pour assurer le bon déroulement de la défense nationale, l'Action française ne se fit pas prier pour offrir son appui à la fameuse « Union sacrée » qui en découla. La veille de cette déclaration présidentielle, Maurras avait déjà fait part à ses lecteurs qu'il convenait de mettre en veilleuse leur combat royaliste contre le régime républicain :

Désireux pour notre part de faire en ce moment tout effort susceptible de coopérer à la paix civique, nous suspendons à dater d'aujourd'hui, le témoignage quotidien du crime commis contre les lois et contre la patrie par le plus haut tribunal de la République. Nous nous proposons même de n'y faire aucune allusion. Hier il fallait montrer les causes vives qui risquaient de nous affaiblir devant l'ennemi. Aujourd'hui l'ennemi est là. Ne pensons qu'à le vaincre³⁴.

Conséquente, l'Action française considérait ainsi que sa propre lutte pourrait être le vecteur du désordre sociopolitique que la France devait éviter pour assurer le maintien de son unité intérieure. Elle réitéra avec conviction durant toute la guerre la nécessité de maintenir intégralement la trêve politique en question en insistant, encore une fois, sur la menace de débâcle française si ce principe n'était pas suivi à la lettre³⁵.

Extrêmement virulente à l'égard du régime et des politiciens républicains dans l'avant-guerre, l'Action française modéra donc sa charge à leur égard durant la Grande Guerre. Elle souligna ainsi les bons coups des divers gouvernements d'Union et elle rendit hommage à divers anciens ennemis idéologiques et intellectuels lorsque ceux-ci se montraient patriotes³⁶. Mais, cette modération de principe ne veut pas dire pour autant qu'elle se gardait d'être acerbe à l'égard

³³ CM, « I. Nos deux devoirs », *AF*, 27 juillet 1914.

³⁴ CM, « Devant l'ennemi », *AF*, 3 août 1914.

³⁵ LD, « Pour stabiliser l'esprit public », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « I. Est-ce un nouveau réveil français? », *AF*, 29 septembre 1917; CM, « III. La campagne antirépublicaine », *AF*, 5 janvier 1918.

³⁶ CM, « I. On nous a dit la vérité », *AF*, 6 septembre 1914; CM, « I. 'Les deux Frances' », *AF*, 30 janvier 1915.

des éléments qu'elle jugeait antipatriotiques. Nous aborderons dans le détail cette perspective dans le chapitre suivant.

En interrompant son combat politique contre le régime républicain, l'Action française mettait également en veilleuse son projet de restauration monarchique. Maurras considérait que, dans le contexte, tout processus de changement de nature de l'État français créerait des remous sociaux mettant en danger l'unité nationale, et donc le ressort de la patrie : « Pas de révolution devant l'ennemi », prescrivait-il donc³⁷. L'Action française estimait de même qu'il ne serait pas plus judicieux d'effectuer un simple changement de gouvernement, comme cela se produisait fréquemment sous la Troisième république, voire même un remaniement ministériel, fausses bonnes idées qui ouvriraient la porte à une vacance du pouvoir et à des discussions fort peu souhaitables dans un contexte exigeant stabilité et autorité. Toute tentative de « subversion ministérielle » fut ainsi considérée par les nationalistes intégraux comme un affront pur et simple à l'effort de défense nationale³⁸. Conséquemment, l'Action française se vanta durant toute la Grande Guerre d'être l'un des plus solides soutiens aux gouvernements d'Union sacrée : « Aucun journal n'a été depuis huit mois plus gouvernemental ni plus ministériel que le nôtre³⁹ », affirmait ainsi Maurras avec fausse candeur en avril 1915. Cela dit, plus la guerre s'allongea au delà de toutes les prévisions, l'Action française se montra plus ouverte à l'idée de remaniements gouvernementaux, dans la mesure où ces exercices pouvaient permettre d'éliminer des éléments ayant développé un « défaut de patriotisme »⁴⁰.

³⁷ CM, « III. La censure est maintenue », *AF*, 16 décembre 1916.

³⁸ Henri Vaugeois, « Le besoin de s'entendre », *AF*, 24 avril 1915; CM, « I. Stabilité ministérielle », *AF*, 21 mai 1915; CM, « III. Pour la liberté de l'État », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « V. Notre opposition de gouvernement » *AF*, 20 octobre 1917.

³⁹ CM, « L'union sacrée d'après Marcel Sembat », *AF*, 10 avril 1915.

⁴⁰ CM, « III. Nous ne sommes plus seuls », *AF*, 15 août 1915; CM, « V. Censure politique », *AF*, 22 septembre 1917; CM, « III. La campagne antirépublicaine », *AF*, 5 janvier 1918.

Le ralliement de l'Action française à la trêve politique de l'Union sacrée, et l'abandon *de facto* de son combat royaliste contre la Troisième république, s'explique selon toute évidence par la logique de la primauté de l'intérêt national qui était le fondement de sa doctrine politique. Dans l'absolu, les nationalistes intégraux aimaient plus la France qu'ils ne détestaient le régime républicain, toute considération politique restait donc assujettie aux aspects patriotiques⁴¹. À cet égard, Maurras était particulièrement transparent : « C'est comme bon Français, Français éclairés et prévoyants, que nous sommes les adversaires du régime; c'est comme bons Français que nous lui souhaitons d'accomplir tous les mouvements propres à assurer le salut de la France⁴² ». La guerre redistribuait donc l'ordre des priorités politiques de l'Action française. Son objectif premier était désormais la victoire, et elle allait veiller à l'atteinte de ce dessein au mieux de ses capacités, qui, compte tenu de la mobilisation, se résumaient désormais essentiellement à la plume de ses maîtres à penser.

c. Respect des prérogatives du commandement militaire

L'unité nationale et la stabilité gouvernementale assurées, les espoirs concrets de la France résidaient *in fine* dans la réussite des opérations militaires. Pour ce faire, en harmonie avec sa vision hiérarchisée du monde, l'Action française estimait que le commandement devait bénéficier de la confiance aveugle de l'entière des Français, faute de quoi l'intégrité de la nation serait vulnérabilisée devant l'ennemi. En outre, l'autorité militaire devait sans équivoque être la seule juge des mesures guerrières qui devaient être prises pour assurer le salut de la France, et qu'il

⁴¹ CM, « III. Un vétéran de l'anarchie », *AF*, 19 décembre 1914; CM, « I. 'Les deux Frances' », *AF*, 30 janvier 1915; CM, « III. Pour la direction de l'esprit », *AF*, 29 septembre 1917.

⁴² CM, « II. Le probable et le certain », *AF*, 15 juin 1918.

n'appartenait pas à quelconque civil d'en juger, pas même un politicien⁴³. De même, les nationalistes intégraux militèrent tout au long de la guerre pour que le commandement bénéficie de pouvoirs élargis, voire totaux, non seulement dans la zone des tranchées, mais partout en France. Ils jugeaient qu'il était le mieux à même de juger ce qui était bon pour le pays dans les circonstances, tandis que son ascendant incontesté lui permettrait de mettre en application les nécessités nationales le plus efficacement possible, comme par exemple le maintien constant de l'ordre civil⁴⁴.

L'Action française dérogea toutefois quelque peu à son propre principe de non-ingérence dans les affaires militaires dans le dernier droit de la guerre en 1918 en exprimant ouvertement le souhait que les bombardements alliés fussent portés au-delà de la frontière allemande⁴⁵. Il convient cependant de souligner que cela était un point de vue partagé par une bonne partie de l'opinion publique française alors que la guerre tirait à sa fin⁴⁶. Somme toute, tout au long du conflit et à son issue, l'Action française considérait que l'état-major était digne de la plus haute reconnaissance dans la sauvegarde de la nation française, d'autant plus qu'il avait dû se débrouiller avec des moyens d'abord limités suite à plus d'une décennie de déconsidération gouvernementale à l'égard des forces armées⁴⁷.

⁴³ Rédaction, « Notre réserve », *AF*, 18 août 1914 ; CM, « I. La discipline volontaire des pouvoirs publics : oui ou non? », *AF*, 21 août 1915 ; CM, « VIII. De l'autorité militaire », *AF*, 22 septembre 1917 ; LD, La confiance dans les chefs, *AF*, 1^{er} juin 1918.

⁴⁴ CM, « II. L'autorité pour la victoire », *AF*, 21 août 1915 ; CM, « II. Du bon sens aux mauvais pathos », *AF*, 4 décembre 1915.

⁴⁵ CM, « I. La bombe et le blocus », *AF*, 16 mars 1918 ; LD, « Par l'avion de bombardement – Le désarroi, l'insomnie, l'affânement », *AF*, 25 mai 1918 ; LD, « Contre la dévastation allemande », *AF*, 21 septembre 1918.

⁴⁶ Jean-Jacques Becker, *La France en guerre (1914-1918): La grande mutation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1988, p. 125-130.

⁴⁷ CM, « II. Le canon de 75 et le colonel Rimalho », *AF*, 20 août 1914 ; LD, « Le nœud de la guerre », *AF*, 5 septembre 1914 ; CM, « III. Les conditions de la victoire », *AF*, 1^{er} janvier 1916 ; CM, « I. Le terrain perdu est repris », *AF*, 25 août 1917 ; LD, « Le ré-entraînement de l'armée allemande », *AF*, 13 juillet 1918.

d. Les soldats et la « part du combattant »

Si la France en état de belligérance devait un grand respect à la prééminence du commandement militaire, cela ne voulait pas dire pour autant selon l'Action française que les soldats devaient être traités comme de simples pions de la défense nationale. Le soldat français fut ainsi dépeint dans les pages de *L'Action française* comme un être courageux, hardi et intelligent, supérieur en tous points à son vis-à-vis allemand. Les nationalistes intégraux ne lésinaient pas sur les superlatifs pour le faire valoir, soulignant par le fait même qu'il avait droit à tous les égards de la nation. En outre, l'Action française insistait également sur l'honneur qu'avaient les soldats de mourir au champ d'honneur pour leur patrie, y voyant la plus belle mort qui soit⁴⁸.

Mais, au delà de ces considérations abstraites d'abandon et de puissance guerrière, l'Action française devint graduellement consciente que cela ne suffirait pas dans le cadre d'une guerre longue. Elle considérera ainsi que le pays devait prendre des mesures concrètes pour assurer aux combattants qu'il serait reconnaissant à leur égard au terme de la guerre⁴⁹. C'est dans cette optique que prit forme l'une des plus importantes campagnes de presse des nationalistes intégraux de la période 1914-1918, en l'occurrence la question de la « part du combattant ». Défendue principalement par Maurras, cette perspective a été évoquée pour la première fois en avril 1915⁵⁰, pour être véritablement publicisée à partir de 1916. Cette « part du combattant » consistait tout simplement en une rétribution financière qui serait remise à la suite de la guerre à tous les soldats ayant servi au front. Selon Maurras, l'instauration d'un tel système de récompense sonnante était une condition de la victoire en ce sens qu'elle maintiendrait la motivation des soldats – soumise à la pression des tranchées, mais aussi à celle des idées

⁴⁸ LD, « Deux héros », *AF*, 30 Août 1914 ; CM, « I. Le génie guerrier de la France », *AF*, 2 juillet 1916 ; CM, « IV. L'effort technique multiplié par la nation », *AF*, 26 mai 1917 ; LD, « L'imagination dans la bataille », *AF*, 8 juin 1918.

⁴⁹ CM, « III. Le soldat sous la neige », *AF*, 18 novembre 1916 ; CM, « II. Pour les poilus des poilus : aux actes », *AF*, 10 mars 1917 ; LD, « Au seuil de la cinquième année », *AF*, 10 août 1918.

⁵⁰ CM, « II. Exigences, droits et devoirs », *AF*, 24 avril 1915.

antimilitaristes et pacifistes foisonnantes à partir de la seconde année du conflit –, puisqu'ils seraient dès lors personnellement intéressés par l'issue de la guerre qu'ils viseraient ainsi à atteindre plus rapidement. Suivant ce raisonnement, l'intérêt public avait également tout à gagner dans la mesure où elle réaliserait une économie immense avec une guerre écourtée⁵¹. Confiante en la victoire, l'Action française jugeait qu'il était responsable de promettre cette « part du combattant » dans la mesure où l'ennemi allait immanquablement payer un jour⁵². Maurras reprit ainsi à son compte un vieil adage pour mettre en exergue la logique qui commandait son plan : « Mais, en vérité, un des moyens de tuer [l'ennemi] n'est-il pas de dire aux chasseurs qu'ils auront le prix de sa peau? [...] Le ferions-nous si nous ne croyions pas à la victoire?⁵³ ».

On pourrait voir une certaine contradiction entre une telle idée et la doctrine de l'Action française, aux yeux de laquelle l'intérêt national et non privé devait primer en toutes circonstances. Mais Maurras s'en défendait bien, affirmant que les nécessités patriotiques du moment commandaient le réalisme vis-à-vis des valeurs de la société française contemporaine où l'idée romantique du « soldat ascète » ne tenait plus⁵⁴. Cependant, à son grand dam, son idée n'eut pas l'accueil escompté auprès des politiciens et du pouvoir⁵⁵. L'Action française décida donc de prendre les devants en mars 1917 en mettant sur pied une souscription pour une première « caisse de primes militaires ». Elle promit évidemment de remettre toutes les sommes amassées

⁵¹ CM, « III. Armée nationale et armée de métier », *AF*, 28 octobre 1916; CM, « IV. Pour payer la nation et les nationaux », *AF*, 23 décembre 1916; CM, « II. Les ennemis de la Part du Combattant », *AF*, 12 mai 1917; CM, « VI. Indemnisez mais primez », *AF*, 18 août 1917; CM, « III. Les trois principes de la part du combattant », *AF*, 23 mars 1918.

⁵² CM, « IV. La réparation personnelle », *AF*, 18 novembre 1916; CM, « III. Escomptez la victoire », *AF*, 8 décembre 1917.

⁵³ CM, V. « L'ours n'est pas tué », *AF*, 12 mai 1917.

⁵⁴ CM, « II. Guerre inhumaine », *AF*, 28 octobre 1916; CM, « V. Chez les civils », *AF*, 3 février 1917; CM, « IV. L'alternative », *AF*, 8 décembre 1917.

⁵⁵ CM, « III. La part du Combattant mieux comprise », *AF*, 18 août 1917; CM, « II. L'indemnité du combattant à la Chambre », *AF*, 23 mars 1918.

aux autorités compétentes lorsqu'un véritable programme de rétribution allait être formé, les convertissant en « bons de la victoire » en attendant⁵⁶.

e. La censure et le rôle de la presse

La liberté de la presse fut l'une des premières libertés civiques remises en cause en France dans la foulée de la déclaration de guerre allemande. Dès le 4 août 1914, elle fut suspendue par la loi sur les « indiscretions de la presse », ce qui soumit par le fait même tous les journaux français au ressort de la censure jusqu'aux lendemains du premier conflit mondial⁵⁷. Quelques jours avant le déclenchement des hostilités, la rédaction de *L'Action française* avait appelé ses confrères journalistiques à se préparer à renoncer à leur liberté de commentaire pour le bien de la patrie⁵⁸. De la sorte, elle considérait qu'elle avait une certaine part de paternité dans la mise en application de la censure. Tout au long de la guerre, elle en fit indéfectiblement l'apologie vis-à-vis de ses critiques et de la volonté de certains gouvernants de l'assouplir⁵⁹.

Les nationalistes intégraux estimaient que la restriction de la liberté de la presse était un mal nécessaire pour garantir le maintien de l'unité nationale et la bonne conduite des opérations militaires. D'emblée, les médias devaient s'abstenir de commenter le déroulement de la campagne française et devaient se contenter de diffuser les communiqués du Grand Quartier général. De même, la presse devait se défendre de critiquer et de remettre en question le

⁵⁶ CM, « II. Pour les poilus des poilus : aux actes », *AF*, 10 mars 1917; CM, « VII. Pour une caisse de récompenses militaires », *AF*, 17 mars 1917; CM, « IV. Pour la caisse de primes militaires : le Poilu de Jeannot », *AF*, 5 mai 1917; CM, « II. Le vide à combler », *AF*, 29 septembre 1917 ; Il n'est pas possible de savoir ce qui est advenu de tout cet argent.

⁵⁷ Christophe Charle, *Le Siècle de la Presse (1830-1939)*. Paris, Éditions du Seuil, 2004, p. 212-235 ; Olivier Forcade, « Voir et dire la guerre à l'heure de la censure (France, 1914-1918) », *Le Temps des médias*, 2005/1, n° 4, p. 50-54.

⁵⁸ Rédaction, « Appel à la Presse française », *AF*, 30 juillet 1914.

⁵⁹ Rédaction, « Notre appel à la Presse française », *AF*, 31 juillet 1914; LD, « La guerre et l'opinion », *AF*, 31 août 1914; LD, « La question de la censure », *AF*, 7 novembre 1914; CM, « II. La Censure », *AF*, 5 décembre 1914; CM, « II. La censure est abolie », *AF*, 16 décembre 1916; LD, « L'étranglement de la presse française », *AF*, 7 avril 1917; CM, « II. La censure et les journaux », *AF*, 30 juin 1917; CM, « VII. Le régime de la presse », *AF*, 17 novembre 1917.

gouvernement en place ainsi que ses décisions. Dans tous les cas, les nationalistes intégraux jugeaient que moins les médias commentaient ou détaillaient le déroulement des opérations militaires et politiques, moins l'ordre civil serait troublé et moins l'ennemi pouvait en connaître sur l'état du front français, mais également sur l'arrière. Il n'était pas nécessaire à leurs yeux de tout savoir et de juger de tout au moment où toutes les énergies nationales devaient être dédiées à la défense du territoire. Les Français allaient en avoir amplement l'occasion à l'heure du bilan⁶⁰. En attendant, selon Maurras, la presse devait se contenter de nourrir le patriotisme et la confiance : « [Son rôle] n'est pas de tourmenter l'État, mais d'instruire et d'entraîner la nation, de lui insuffler je ne dis pas l'esprit de guerre, mais l'esprit de victoire⁶¹ ».

Toujours est-il que les rapports de la rédaction de *L'Action française* avec la censure furent parfois houleux, et les nationalistes intégraux s'adonnèrent à diverses reprises à une critique de cette institution exceptionnelle, en contradiction manifeste avec leurs principes de respect de l'autorité. Jusqu'en 1917, l'organe du nationalisme intégral n'a fait l'objet que d'une censure très limitée, mais régulière. Quasi quotidiennement, de petits blocs blancs caviardaient des passages, sûrement jugés trop critiques par les autorités. Cela dit, autant l'équipe de rédaction néoroyaliste que ses adversaires politiques étaient alors surpris de l'apparente indulgence des censeurs à l'égard de *L'Action française*⁶². Par contre, à partir du printemps de 1917, elle subit les foudres de la censure plus régulièrement, tandis qu'il devint plus fréquent que des articles passent sous les doigts d'Anastasie. *L'Action française* fut également suspendue pour presque une semaine à deux reprises, soit du 24 au 29 juin ainsi que du 7 au 14 octobre. À chaque fois, la rédaction clama son innocence, affirmant par le fait même qu'elle ne pouvait pas avoir

⁶⁰ Rédaction, « Un devoir civique », 7 août 1914; CM, « III. L'opinion, l'Armée, l'État », *AF*, 28 août 1914; CM, « III. Presse et tribune », *AF*, 19 février 1916; CM, « I. Nouvelles et nouvellistes », *AF*, 6 juin 1916; CM, « IV. Discretion nécessaire », *AF*, 30 mars 1918.

⁶¹ CM, « IV. Vers un esprit de guerre? Non : vers l'esprit de victoire », *AF*, 2 décembre 1916.

⁶² Archives nationales de France (ci-après ANF) F7 12863/4(F755), « Censure à l'égard de l'AF », 11 mai 1915; ANF F7 12863/4(F981-57), sans titre, 20 mai 1915; ANF F7 13195/2, sans titre, 30 septembre 1916.

transgressé les règles qu'elle avait elle-même exigées⁶³. Cette période trouble prit cependant fin suite à l'avènement du gouvernement de Georges Clemenceau en novembre 1917. Nous traiterons plus en détail de ces circonstances dans notre prochain chapitre.

En définitive, les nationalistes intégraux déplorèrent ouvertement que la censure ne fût appliquée de façon systématique et préventive par les autorités. Ils estimaient que l'approche des ces dernières, soit de requérir arbitrairement des ponctions à la onzième heure, pouvait laisser croire à la population qu'on lui cachait quelque chose, alors que les passages biffés ne contenaient généralement rien de vraiment crucial⁶⁴. La tempête sociopolitique de 1917 passée, Maurras soutint même qu'une odeur de partialité politique, voire de complot, avait flotté jusqu'alors au dessus de la censure : « Il n'y avait donc deux censures : l'une efficace, avec sanction appliquée, contre la presse patriote et nationale, l'autre énervée par la non-application des sanctions au profit de la presse de tendances révolutionnaires, pacifistes et défaitistes⁶⁵ ». L'idée qu'un grand courant subversif antipatriotique cherchait à annihiler les efforts de la France par tous les moyens possibles fut l'une des grandes obsessions des nationalistes intégraux durant la Grande Guerre. Ils firent ainsi de son châtement l'une de leurs principales conditions de la victoire.

f. Contrer les agents de l'Allemagne et la trahison

Compte tenu du contexte entourant l'affaire Dreyfus qui a donné naissance à l'Action française, le combat contre la trahison et l'infiltration étrangère était central dans le discours néoroyaliste

⁶³ CM, « Acte de suspension de AF », *AF*, 30 juin 1917; CM, « IV. Notre suspension », *AF*, 15 octobre 1917.

⁶⁴ LD, « La question de la censure », *AF*, 7 novembre 1914; CM, « IV. Consignes incompréhensibles », *AF*, 30 juin 1917; CM, « II. La censure et les journaux », *AF*, 22 septembre 1917.

⁶⁵ CM, « II. Une ligue de défense : de qui dépendait la censure », *AF*, 20 juillet 1918.

d'avant-guerre⁶⁶. Entre 1914 et 1918, la nécessité de maintenir l'unité nationale au plan moral, social et politique la mena à redoubler d'ardeur dans cette lutte. De cette manière, l'Action française s'évertua durant toute cette période à dénoncer tout acte ou propos qui lui semblait relever de l'antipatriotisme et de la complaisance à l'égard de l'ennemi. Les nationalistes intégraux, plus particulièrement Daudet, prirent cet exercice de délation si au sérieux que l'historiographie a surtout retenu cette croisade pour décrire leur parcours durant la Grande Guerre. Cela dit, ce combat néoroyaliste s'inscrivait plus largement dans une peur quasi hystérique de l'espion et du traître en France très en vogue durant cette période⁶⁷. Évidemment, il relevait également de la « peur de l'autre » extrêmement prégnante chez l'Action française depuis ses tout débuts.

Sa définition de l'infiltration ennemie et de la trahison était très large et elle confondait sans gêne toute conduite soi-disant pacifiste, antimilitariste, défaitiste et proallemande. Reconnaissant que ces éléments étaient très minoritaires dans la société française en étant de belligérance, l'Action française jugeait que leur influence pourrait néanmoins se faire sentir dans les moments difficiles, ce qui menacerait de gaspiller les efforts de la nation⁶⁸. Dans cette veine, elle appela à maintes reprises les autorités à châtier les soi-disant agents de l'Allemagne et les traîtres à la nation. Impatiente devant leur manque de célérité, l'Action française prit sur elle de dénoncer ces éléments subversifs, tout en affirmant qu'elle ne visait qu'à suppléer patriotiquement à l'absence de poigne du pouvoir⁶⁹.

⁶⁶ Olivier Forcade, « L'Action française contre l'espionnage allemand: une rhétorique de la trahison devant l'opinion », *Le Temps des médias*, 2011/1, n° 16, p. 9-13.

⁶⁷ Gundula Bavendum, « L'ennemi chez soi » dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 751-752.

⁶⁸ CM, « V. Les martyrs républicains », *AF*, 17 mars 1917; CM, « II. La rumeur infâme (suite du défi relevé) », *AF*, 26 février 1918; LD, « Ceux qui misent sur la Défaite », *AF*, 22 juin 1918.

⁶⁹ CM, « Les étrangers à Paris et dans la Woèvre », *AF*, 12 août 1914; LD, « La qualification fautive de 'Français' », *AF*, 8 mai 1915; CM, « I. Les Boches de l'Intérieur », *AF*, 24 juillet 1915; CM, « V. Appel aux juges », *AF*, 19 août 1916; CM, « III. Deux méthodes d'union », *AF*, 7 octobre 1916; LD, « À M. Painlevé, Ministre de la Guerre », *AF*,

Le combat de l'Action française contre la subversion entre 1914 et 1918 s'est déroulé sur deux fronts. D'abord, dès le début de la guerre, les nationalistes intégraux visèrent les « embochés⁷⁰ », soit les ressortissants et les agents allemands infiltrés. Puis, à partir du second tiers du conflit, ils s'en prirent aux traîtres à la nation, soit des Français soi-disant à la solde de l'ennemi. Selon Daudet, suivant la thèse qu'il avait défendue dans *L'Avant-guerre* en 1913, la caste d'infiltrés allemands minutieusement implantée dans l'économie française dans les années précédant le déclenchement du conflit avait redoublé d'ardeur une fois que ce dernier fut engagé. Ces émissaires subversifs, qui généralement n'étaient que de simples hommes d'affaires, étaient chargés d'agir par tous les moyens possibles sur les capacités industrielles et financières françaises pour favoriser une victoire allemande par « l'arrière front »⁷¹. Daudet soutenait que cela s'inscrivait dans la nouvelle logique de « guerre totale⁷² » introduite par l'Allemagne :

Notre ennemi est sur notre sol, et deux fois : par l'invasion militaire, par l'envahissement économique [...] Il s'agit cette fois d'une guerre préparée par une invasion financière et économique, tendant à la domination financière et économique, en d'autres termes d'une guerre totale⁷³.

Il n'en demeurait pas moins, à son avis, que le conflit avait pour avantage d'offrir l'occasion à la France d'en finir avec ce noyautage allemand : « Mieux vaut l'état de guerre déclarée et réciproque que l'état de guerre sournoise où l'un seul des adversaires est menaçant et armé, l'autre demeurant courtois et déférent⁷⁴ ».

À mesure que le conflit se prolongea, que les opérations militaires connaissaient des ratés et que la force morale des Français fluctuait, l'Action française insista encore plus sur la nécessité

19 mai 1917; CM, « V. L'aliment nécessaire », *AF*, 29 septembre 1917; CM, « II. Les occasions des crimes », *AF*, 16 février 1918.

⁷⁰ Notons ici le jeu de mots entre « embauchés » et « Boches ».

⁷¹ CM, « II. Ce scandale durera-t-il ? », *AF*, 23 octobre 1915; CM, « II. D'où vient la manœuvre », *AF*, 19 août 1916; CM, « III. Contre le cafard des tranchées », *AF*, 2 septembre 1916; LD, « Pour stabiliser l'esprit public », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « IV. Ça grimpe », *AF*, 25 août 1917.

⁷² LD aurait vraisemblablement été le premier à utiliser cette expression. Voir Bavendum, *loc. cit.*, p. 751-752.

⁷³ LD, « Le libre développement allemand », *AF*, 26 mai 1917.

⁷⁴ LD, « La vanité des lieux communs », *AF*, 9 septembre 1914.

de libérer le pays des agents de l'Allemagne, mais également des traîtres à la nation qui travaillaient insidieusement pour elle en valorisant un discours soi-disant pacifiste dans les médias ainsi que dans le monde politique. Tous ces éléments retardaient selon les nationalistes intégraux la victoire française et ils étaient responsables d'à peu près tous les déboires de la France. À leur avis, il y avait un étroit effet de « synchronisme » entre le châtement des espions et des traîtres et la réussite des opérations militaires. Ce lien de cause à effet apparaissait d'autant plus certain à leurs yeux que les « agents subversifs » se montraient nerveux lorsque les opérations allemandes étaient contrées par la France, et qu'ils semblaient revigorés lorsque le contraire se produisait⁷⁵.

Comme il avait activement prédit cette perspective, Daudet y vit une confirmation incontestable de ses thèses. Les autorités républicaines reconnaissaient que quelques aspects de *L'Avant-guerre* avaient été corroborés rapidement suite au déclenchement de la guerre. Elles soutenaient cependant que plusieurs de ses accusations durant la guerre étaient complètement farfelues, voire dangereuses⁷⁶. L'Action française se défendait bien cependant d'être prise d'une « espionniste », affirmant n'être guidée que par l'intérêt national. Elle reconnaissait que sa campagne de dénonciation des éléments antipatriotiques avait pu provoquer des remous sociaux et des torts à des individus finalement innocents. Mais cela lui semblait être une bien petite chose

⁷⁵ CM, « II. Ce scandale durera-t-il ? », *AF*, 23 octobre 1915; LD, « Notre étrenne au pays – Pour balayer l'espionnage allemand », *AF*, 1^{er} janvier 1916; LD, « Pour stabiliser l'esprit public », *AF*, 2 décembre 1916; CM, « V. Contre les Prussiens de l'intérieur », *AF*, 9 juin 1917; LD, « Je fais mon Devoir – Le complot contre la France », *AF*, 15 octobre 1917; LD, « Victoire et nettoyage », *AF*, 27 octobre 1917; LD, « Vers le châtement », *AF*, 10 novembre 1917; LD, « La Guerre Totale et les 'Gothas' », 2 février 1918; LD, « L'afflux Américain et le Défaitisme », 6 juillet 1918; LD, « L'offensive américaine et le défaitisme », 14 septembre 1918; LD, « De Montfaucon à la Santé – ou le synchronisme continue », 28 septembre 1918; LD, « Le synchronisme de la guerre - Le procès de Caillaux », 26 octobre 1918.

⁷⁶ ANF F7 12863/4(F687-18), « Les Royalistes et le 21 janvier », 28 janvier 1915; ANF F7 12863/4(F.I.075-71), sans titre, 15 juin 1915; ANF F7 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France, 22 septembre 1915.

si l'on souhaitait ardemment la victoire de la France⁷⁷. Daudet rejetait le blâme sur les autorités : « Avertir n'est pas décourager [...] Ce qui décourage [...] c'est l'inertie des pouvoirs publics, que doit compenser, dans une large mesure, l'initiative des patriotes⁷⁸ ». Si elle avait en surface un honorable objectif patriotique, l'entreprise de l'Action française contre les espions et les traîtres s'inscrit également dans sa logique de combat idéologique antirépublicain. En effet, il était indéniable à ses yeux que le régime républicain, par sa nature libérale et cosmopolite, avait donné libre cours au noyautage allemand et à la croissance d'un état d'esprit antipatriotique⁷⁹.

g. Le combat culturel

Déjà foncièrement germanophobe dans l'avant-guerre, l'Action française fit passer ce sentiment à un niveau supérieur, d'autant plus que, pour elle l'Allemagne, était le seul et unique ennemi, alors que les autres belligérants importaient peu. À ses yeux, la nation allemande ne faisait qu'une. Politiciens, militaires, intellectuels et simples habitants étaient tous pris du même atavisme barbare qui les rendait brutaux et sanguinaires, comme leurs ancêtres huns et teutons, et dont il fallait débarrasser la planète. La guerre était ainsi dépeinte comme un nouvel épisode de l'antagonisme historique entre les Barbares germaniques et païens ainsi que la Gaule romaine et chrétienne⁸⁰. Il n'empêche qu'il fallait selon l'Action française se méfier de l'envahisseur.

⁷⁷ LD, « Je fais mon Devoir – Le complot contre la France », *AF*, 15 octobre 1917; CM, « II. L'acte de LD : Inscriptions murales, jugements réfléchis », *AF*, 15 octobre 1917; CM, « II. Justice pour la France ! », *AF*, 15 décembre 1917; CM, « VI. Encore l'absurde complot », *AF*, 2 février 1918.

⁷⁸ LD, « Deux mots de réponse à M. Malvy », *AF*, 25 mars 1916.

⁷⁹ CM, « V. Imprudence. Défaillance », *AF*, 22 décembre 1917; CM, « II. Les occasions des crimes », *AF*, 16 février 1918.

⁸⁰ CM, « Rage de cyclope », *AF*, 5 août 1914; LD, « L'infériorité allemande – Leur férocité », *AF*, 22 août 1914; LD, « Système 'Attila' », *AF*, 26 août 1914; CM, « III. Empereur ou Allemand », *AF*, 8 septembre 1914; LD, « Les barbares intellectuels », *AF*, 17 octobre 1914; CM, « VI. Veut-on faire du mal aux Boches? », *L'Action française*, 27 mars 1915; CM, « III. 'Histoire de deux peuples' », *AF*, 15 juillet 1916; CM, « IV. Encore l'Allemagne éternelle (ou essentielle) », *AF*, 6 janvier 1917.

L'Allemand avait beau être sauvage, cela était compensé par le fait qu'il était dirigé d'une main de fer par un régime impérial autoritaire⁸¹.

En parallèle avec la lutte militaire et le combat contre l'influence subversive des agents de l'ennemi et des traîtres à la nation, l'Action française estimait donc que le conflit était également culturel. Il fallait par le fait même en profiter pour arracher une fois pour toute la France – voire même l'Europe et l'Humanité au grand complet – à l'influence intellectuelle et esthétique de l'Allemagne, qui était devenue prépondérante suite à la guerre de 1870-1871, plus particulièrement à travers le kantisme et le romantisme⁸². Si cette opération culturelle n'était pas accomplie, l'Action française estimait que la victoire militaire serait incomplète⁸³. Les néoroyalistes étaient somme toute en phase avec les tendances de la période. Tel que l'ont souligné Prochasson et Rasmussen, la presque totalité du monde intellectuel français a perçu la Grande Guerre comme étant une occasion en or de redonner aux idées françaises leur ascendant sur les conceptions intellectuelles et esthétiques allemandes⁸⁴.

Le combat des nationalistes intégraux contre l'influence culturelle allemande sous-tendait leur logique contre-révolutionnaire et antirépublicaine. En effet, en prenant à partie le caractère protestant de la majorité des Allemands, l'Action française soutenait que la Réforme luthérienne avait donné naissance à un état d'esprit libéral en Europe, lequel avait mené à la Révolution française. Mais la logique ne s'arrêtait pas là. La révolution avait elle-même enfanté le nationalisme et le kantisme qui, en se diffusant, avaient donné naissance au pangermanisme qui

⁸¹ JB, « Der Kaiser isst Kriegbrot », *AF*, 9 janvier 1915; CM, « II. L'esprit public allemand », *AF*, 16 septembre 1916; CM, « II. Question d'État », *AF*, 18 novembre 1916; CM, « II. Comme en Allemagne », *AF*, 2 décembre 1916.

⁸² CM, « II. La délivrance de l'esprit », *AF*, 3 mars 1915; LD, « La résistance intellectuelle », *AF*, 6 septembre 1915; CM, « III. Les lumières de la victoire », *AF*, 11 septembre 1915.

⁸³ Martha Hanna, « Contre Kant et la Kultur. La critique culturelle de l'Action française pendant la Grande Guerre », dans Dard, Leymarie et McWilliam, *op. cit.*, p. 123-126.

⁸⁴ Prochasson et Rasmussen, *op. cit.*, p. 130-137.

avait à terme poussé l'Allemagne à se jeter sur la France en 1870, puis de nouveau en 1914⁸⁵. De la sorte, comme l'a signalé Martha Hanna, en s'en prenant aux idées protestantes et kantienne, les nationalistes intégraux s'attaquaient par ricochet aux valeurs républicaines. En outre, en soutenant que la Révolution française avait une source étrangère, l'Action française accusait ses défenseurs de faire l'apologie d'une tradition ennemie. Elle pouvait donc remettre en question leur loyauté, sans sembler transgresser l'esprit de trêve de l'Union sacrée, et elle pouvait également dire que son opposition à la république avait une valeur patriotique⁸⁶.

h. Autres considérations

D'autres modalités d'un gain de la France ont été avancées par l'Action française, mais n'étaient pas nécessairement centrales pour elle. L'économie, un sujet presque étranger aux nationalistes intégraux⁸⁷, la préoccupa quelque peu, dans la mesure où elle avait une incidence sur le maintien de l'ordre social et sur le ravitaillement⁸⁸. L'Action française reconnaissait également l'apport des alliances internationales dans la défense de la France. Par contre, étant féroce souverainiste, elle ne développa pas une rhétorique de grâce à l'égard des alliés dans une mesure telle qu'elle a pu l'être chez d'autres acteurs français⁸⁹. D'autre part, les nationalistes intégraux estimaient que déterminer des buts de guerre réalistes était également nécessaire pour stimuler les

⁸⁵ LD, « La première classe », *AF*, 3 octobre 1914; JB, « La Norne et le Vieux Dieu », *AF*, 23 octobre 1915; CM, « II. République et révolution en Allemagne », *AF*, 28 septembre 1918; CM, « III. L'armée et la révolution en Allemagne », *AF*, 11 novembre 1918.

⁸⁶ Martha Hanna, *The Mobilization of Intellect. French Scholars and Writers during the Great War*, Londres, Harvard University Press, 1996, p. 129-133.

⁸⁷ Olivier Dard, « Les milieux économiques et l'Action française, dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 141-142)

⁸⁸ CM, « Le travail national », *AF*, 14 août 1914; CM, « II. Pour la reprise du travail », *AF*, 2 septembre 1914; CM, « II. La mobilisation économique », *AF*, 7 novembre 1914; JB, « La Guerre et les Finances de la France », *AF*, 19 décembre 1914; JB, « Le meilleur des placements – L'Emprunt national », *AF*, 20 novembre 1915; CM, « Organisation du travail et ravitaillement », *AF*, 20 mai 1916; CM, « II. Papier, charbon, État, syndicats », *AF*, 10 février 1917; LD, « Vers un sous-secrétariat de la Guerre Totale – Les ressources inemployées – Les mines de la Manche », *AF*, 10 février 1917.

⁸⁹ CM, « II. La saint Albert », *AF*, 14 novembre 1914; CM, I. La part de l'Amérique, *AF*, 24 novembre 1917; CM, « II. La force anglaise et son usage », *AF*, 26 mai 1918.

ardeurs de la population et des soldats⁹⁰. Comme l'Allemagne devait être matée une fois pour toutes, les Français devaient à leur avis exiger non seulement des réparations matérielles et des garanties de sécurité, mais également des sanctions territoriales à son égard. La rétrocession de l'Alsace-Lorraine s'imposait donc d'emblée, de même que le démembrement pur et simple de l'Empire allemand. Obsédée par le concept d'équilibre européen issu du Traité de Westphalie de 1647, l'Action française y voyait là le modèle à suivre pour bâtir la paix future, et non pas celui de la Société des Nations proposée par le président américain Woodrow Wilson, jugé trop kantien à son goût⁹¹.

Somme toute, à travers les conditions de la victoire déterminées par l'Action française durant la Grande Guerre, il est possible de relever une certaine teneur antirépublicaine et contre-révolutionnaire, malgré l'adhésion de principe des nationalistes intégraux à la trêve des débats politiques de l'Union sacrée. En effet, à leurs yeux, le maintien de la communauté patriotique française sous la Troisième république avait plus à voir avec des considérations innées et abstraites qu'avec un travail de construction fait par le pouvoir démocratique. De même, les nationalistes intégraux maintenaient leur cadre de référence contre-révolutionnaire lorsqu'ils faisaient référence à l'histoire. En ce qui concerne la nécessité de respecter les autorités politique et militaire, il est difficile de ne pas y voir une valorisation détournée de l'autoritarisme qui guiderait une monarchie restaurée. Le combat contre les espions et les traîtres couve quant à lui une critique du laxisme républicain d'avant-guerre. De manière tout aussi subtile, le combat

⁹⁰ CM, « L'Allemagne au-dessous de tout », *AF*, 23 août 1914; CM, « V. Pour la manœuvre politique », *AF*, 5 octobre 1918.

⁹¹ CM, « Alsace et Lorraine », *AF*, 10 août 1914; JB, « I. La guerre à la guerre », *AF*, 28 novembre 1914; CM, « III. 'Le germe des guerres futures' », *AF*, 8 juillet 1915; Jacques Poussin, « III. Faudra-t-il donc recommencer l'expérience de cette guerre? », *AF*, 15 octobre 1916; CM, « IV. Nos garanties contre de nouvelles douleurs », *AF*, 2 juin 1917; CM, « III. Les termes réels d'une « Société des Nations », *AF*, 27 décembre 1917; CM, « VI. Les deux sociétés des Nations », *AF*, 26 mai 1918; CM, « III. Notre volonté de justice », *AF*, 5 octobre 1918; CM, « III. L'Allemagne peut payer », *AF*, 26 octobre 1918; JB, « Et maintenant, pensons à ce que doit être la paix », *AF*, 11 novembre 1918.

culturel contre l'Allemagne camoufle une attaque en règle contre les fondements révolutionnaires du régime républicain. Certes, une trêve dans les débats politiques ne rimait pas nécessairement avec un abandon total des principes idéologiques fondamentaux de tous et de chacun. Il n'en demeure pas moins que, comme nous le verrons dans la partie qui suit, au delà de la conceptualisation des conditions de la victoire, se perpétua le procès néoroyaliste immuable de la Troisième république, dont on peut difficilement nier le caractère combatif.

3. La rémanence des discours antirépublicain et royaliste

Dans les jours précédant le déclenchement de la Grande Guerre, Maurras promet que *L'Action française* allait demeurer « raisonnée » et « lucide » devant les faits et gestes du monde politique français, malgré la situation plus qu'exceptionnelle qui se pointait à l'horizon⁹². Tout au long du premier conflit mondial, les nationalistes intégraux maintinrent effectivement un argumentaire somme toute critique à l'égard de la société politique française, mais également envers le régime républicain. Malgré les exigences patriotiques de la trêve politique de l'Union sacrée et de la censure, auxquelles elle prétendait se soumettre volontairement et de bonne foi, l'Action française n'en démordait pas. L'État républicain et ses défenseurs causaient encore et toujours plus de torts à la France qu'ils ne lui rendaient service. Comme nous venons de le voir, tous les détours étaient possibles pour véhiculer ce point de vue. Dans les pages qui suivent, nous allons porter notre attention sur la rémanence franche et assumée de ce discours antirépublicain et royaliste. Premièrement, nous montrerons que l'Action française considérait que la Troisième république avait une grande part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre. Deuxièmement, nous verrons que les nationalistes intégraux se faisaient très critiques des pratiques et de la culture politiques républicaines face à l'état de belligérance. Troisièmement, et

⁹² CM, « I. Nos deux devoirs », *AF*, 27 juillet 1914.

enfin, nous montrerons que les néoroyalistes continuèrent à valoriser la perspective d'une restauration de la monarchie, mais cela seulement au lendemain de la victoire.

a. Causes et responsabilités du déclenchement de la guerre

Comme l'a souligné Jean-Jacques Becker d'entrée de jeu dans *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, peu de conflits militaires dans l'histoire de l'humanité semblaient être aussi dépourvus de sens aux yeux de leurs contemporains que la Grande Guerre, et ce point de vue s'imposa également chez les historiens qui en firent l'étude à posteriori⁹³. En ce qui concerne l'Action française, le déclenchement des hostilités en août 1914 apparut d'emblée comme l'aboutissement d'une veillée d'armes amorcée à l'aube du XX^e siècle, sous le signe de la montée en puissance allemande et de l'affaiblissement de la France par le régime républicain. « Mais quel conflit aura été plus prévu, plus annoncé que celui-là ?⁹⁴ », s'exclamait ainsi Bainville dans sa chronique du 1^{er} août 1914.

Dans l'immédiat, l'Action française jugeait que c'était le système des alliances ainsi que les velléités expansionnistes de l'Allemagne qui avaient mené à l'éclatement du conflit. Selon Bainville, le mécanisme de deux ententes internationales portait en lui le « germe fatal » d'une guerre en amenant les grandes puissances à se confronter plutôt qu'en favorisant un équilibre multilatéral. Chaque crise qui avait été résorbée avant 1914 n'avait donc que remis à plus tard l'inéluctable confrontation. Cette dynamique avait été exacerbée par la montée de l'attitude pangermaniste en Allemagne, qui poussa sans aucun doute, toujours selon Bainville, cette

⁹³ Becker, *1914...*, *op. cit.*, p. 9.

⁹⁴ JB, « La responsabilité de l'Allemagne », *AF*, 1^{er} août 1914.

dernière à se jeter sur la France pour l'écartier de son chemin une fois pour toutes⁹⁵. Pour l'Action française, le coup de force de l'Empire allemand était d'autant plus prémédité qu'il avait pris bien soin, comme nous l'avons vu plus haut, d'infiltrer la société française par tous les moyens possibles depuis le début du XX^e siècle⁹⁶. Selon Daudet, cette conjecture avait été prouvée par l'aisance apparente avec laquelle les troupes allemandes avaient envahi le territoire français :

Beaucoup de nos compatriotes n'ont pas encore compris que si l'Allemagne a pu nous envahir militairement, et occuper pendant près de neuf mois, dix de nos plus riches départements, c'est parce que, depuis trente ans, elle nous envahissait financièrement, industriellement et commercialement⁹⁷

Or, pour l'Action française, l'ampleur du noyautage allemand était due avant tout au laxisme du régime républicain.

Ayant promis que l'Action française resterait lucide et raisonnée face au monde politique malgré la guerre, Maurras affirma dès le 1^{er} septembre 1914 qu'elle n'allait pas non plus se gêner pour dénoncer les responsabilités françaises dans le déclenchement du conflit. Elle devait le faire pour le bien de la patrie, ce qui n'entraînait pas à ses yeux en contradiction avec le principe de l'Union sacrée⁹⁸. D'emblée, il était incontestable pour les nationalistes intégraux que la nature et les pratiques du régime républicain avaient motivé les convoitises allemandes. Ils réitéraient ainsi, presque mot pour mot, le discours néoroyaliste d'avant-guerre selon lequel la république

⁹⁵ JB, « L'ultimatum de l'Autriche – Une épreuve pour l'alliance franco-russe », *AF*, 25 juillet 1914; CM, « La communauté nationale », *AF*, 29 juillet 1914; Pierre Lasserre, « La vanité allemande », *AF*, 11 août 1914; JB, « La guerre des nations », *AF*, 20 août 1914; JB, *Le fer et le charbon*, *AF*, 13 février 1915.

⁹⁶ CM, « III. Les Maggi-Kub : intérêt national et intérêt particulier », *AF*, 14 novembre 1914; LD, « La qualification fautive de 'Français' », *AF*, 8 mai 1915; LD, « Hors du joug allemand – Le plan impérial », *AF*, 12 juin 1915; CM, « II. Dénationalisés par en haut », *AF*, 11 septembre 1915; CM, « Le préceptorat germanique », *AF*, 2 octobre 1915; LD, « Notre étrenne au pays – Pour balayer l'espionnage allemand », *AF*, 1^{er} janvier 1916; LD, « Le libre développement allemand », *AF*, 26 mai 1917.

⁹⁷ LD, « Pour chasser Ullmann », *AF*, 15 mai 1915.

⁹⁸ CM, « I. Libéralisme et barbarie », *AF*, 1^{er} septembre 1914.

avait provoqué un état « d'impréparation militaire » tout en favorisant le développement d'un état d'esprit pacifiste et antipatriotique⁹⁹.

La prétendue impréparation de la Troisième république face à la menace allemande était d'autant plus condamnable pour les nationalistes intégraux qu'ils l'avaient dénoncée en long et en large et qu'ils avaient invité les dirigeants à y parer depuis le début du XX^e siècle¹⁰⁰. Daudet n'en démordait pas :

Si les autorités compétentes avaient écouté, dans le temps de paix, les avertissements que nous leur donnions, à nos risques et périls, si surtout le Bureau des Renseignements avait été rétabli au Ministère de la Guerre, avant la guerre, tel qu'il fonctionnait jusqu'en 1899, d'innombrables vies humaines eussent été épargnées et l'ennemi n'eût pu s'accrocher aussi solidement à notre sol¹⁰¹.

Tenant obstinément à la souveraineté intégrale de la France, l'Action française se désolait que la France, vu ce laxisme, dût avoir recours à des alliés pour repousser l'envahisseur. Certes, cette aide impliquait un juste retour du balancier, mais pour Maurras cela restait tout de même intolérable :

Nous qui libérions les autres autrefois, il nous a fallu en 1914, pour rester partiellement libres, faire appel au reste du monde. Nous sommes devenus un peuple assisté. Certes, l'assistance nous a été donnée par l'effet accumulé de la vertu de nos ancêtres et cela ne peut aller sans haute fierté. [...] Et ce fait exige de nous un acte d'humilité virile, l'examen courageux de nos erreurs et de nos fautes politiques, sans quoi toutes les leçons de nos malheurs séculaires seraient perdues¹⁰².

Ainsi, même dans l'optique d'une victoire, le régime républicain allait devoir éventuellement répondre de son imprévoyance d'avant-guerre. À l'aube de l'armistice triomphal, le maître du nationalisme intégral n'en démordait toujours pas : « Quand nous aurons achevé de vaincre le Boche, il faudra s'occuper d'abattre parmi nous le principal auxiliaire du Boche, la rage des partis

⁹⁹ CM, « III. Variations démocratiques », *AF*, 29 mai 1915; CM, « V. Lorsque nous fûmes désarmés », *AF*, 7 août 1915; CM, « II. Les demandes des Services techniques », *AF*, 15 août 1915; CM, « I. M. le président Delegorgue », *AF*, 4 mars 1916; CM, « II. Dans le 'petit' peuple », *AF*, 5 août 1916.

¹⁰⁰ CM, « Les étrangers à Paris et dans la Woèvre », *AF*, 12 août 1914; CM, « I. 1870 et 1914 », *AF*, 11 septembre 1914.

¹⁰¹ LD, « La préparation allemande – Nouveaux renseignements », *AF*, 30 octobre 1915.

¹⁰² CM, « III. Bilan de la nation et des individus », *AF*, 7 juillet 1917.

et la prime effroyable que lui accorde le système de leur gouvernement¹⁰³ ». Il apparaît ainsi évident qu'en invitant les Français à prendre conscience de la « folie » de l'État démocratique, l'Action française défendait encore et toujours, mais ici de manière sous-jacente, l'idée d'une restauration de la monarchie¹⁰⁴.

Bien sûr, comme toujours, en s'exprimant de la sorte, les nationalistes intégraux ne considéraient pas qu'ils transgressaient la trêve politique de l'Union sacrée, affirmant n'agir que par patriotisme. Il n'en restait pas moins que leur analyse des causes et des responsabilités dans le déclenchement du premier conflit mondial sonnait à leurs oreilles comme une confirmation de leurs idées et de leurs prévisions depuis l'affaire Dreyfus¹⁰⁵. À leur défense, soulignons que cela fut également un point de vue partagé par la plupart des éléments nationalistes et conservateurs français du moment¹⁰⁶. Au demeurant, l'opinion publique était toutefois en général persuadée que son gouvernement n'avait rien à voir dans le déclenchement des hostilités, qui était imputable au seul débit de l'Allemagne¹⁰⁷.

b. Les pratiques et la culture républicaines en question

Outre les causes et les responsabilités abstraites du conflit, les nationalistes intégraux s'en prirent également aux paroles et aux actes quotidiens du monde politique républicain institutionnel. Très tôt dans la guerre, Maurras déplora que l'Union sacrée fut conduite, pour « le plus grand

¹⁰³ CM, « II. Patrie et Partis », *AF*, 2 novembre 1918.

¹⁰⁴ JB, « II. Choses qu'on disait avant la guerre », *AF*, 16 janvier 1915; CM, « II. Intérêt national et patriotisme », *AF*, 30 janvier 1915; CM, « III. Nos droits concrets », *AF*, 2 juin 1917.

¹⁰⁵ Forcade, « L'Action française contre l'espionnage allemand... », *op. cit.*, p. 9-13 ; Olivier Lahaie, « À propos des jugements portés par Charles Maurras sur l'affaire Dreyfus, l'armée française et ses services de renseignement dans Au signe de Flore », dans Georges-Henri Soutou et Martin Motte, dir., *Entre la vieille et la seule France : Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, Paris, Economica, 2010, p. 251.

¹⁰⁶ Becker, *La France en guerre...*, *op. cit.*, p. 85; Prochasson et Rasmussen, *op. cit.*, p. 219-220.

¹⁰⁷ Becker, *1914...*, p. 136-144.

malheur » des Français, par un gouvernement républicain¹⁰⁸. D'une manière ou d'une autre, ce point de vue fut véhiculé tout au long de la période 1914-1918. L'Action française se permit à maintes reprises à mettre en doute les capacités du « trou par en haut » à l'instabilité inhérente et diffuse qu'était l'État républicain à endiguer et diriger les ardeurs guerrières de la nation française. Par dessus le marché, la nature parlementaire et partisane du régime représentait selon les nationalistes intégraux une menace perpétuelle à l'ordre social nécessaire¹⁰⁹.

Par conséquent, lorsque les travaux des deux chambres parlementaires furent suspendus de la fin d'août jusqu'à la fin de décembre 1914, Maurras s'en est réjoui sans ambages :

[...] quand on s'est rendu compte du service que l'abstention de tout verbiage critique rend à l'opinion française, par conséquent à l'armée française, par conséquent au peuple français, l'esprit discipliné se rend compte qu'il n'y a rien de plus nécessaire ni de plus fructueux¹¹⁰.

L'Action française désapprouva donc bien évidemment la reprise des séances régulières du parlement en janvier 1915. Alarmiste, le maître du nationalisme intégral affirma ainsi « [...] [qu'un] des premiers effets de la réunion des Chambres est d'avoir réveillé en Allemagne un certain espoir de nous diviser¹¹¹ ». Du coup, tout au long de la guerre, les néoroyalistes regrettèrent ardemment la période « de la tribune silencieuse », où gouvernement et commandement militaire dirigeaient le pays et les opérations apparemment sans contraintes, et

¹⁰⁸ CM, « Le danger des harangues », *AF*, 10 septembre 1914.

¹⁰⁹ CM, « Contre les murmures », *AF*, 26 août 1914; CM, « Le danger des harangues », *AF*, 10 septembre 1914; CM, « III. Variations démocratiques », *AF*, 29 mai 1915; CM, « I. Le poste à défendre », *AF*, 29 janvier 1916; CM, « IV. Où est le sens de l'intérêt public? », *AF*, 17 juin 1916; CM, « V. Le facteur politique », *AF*, 12 août 1916; CM, « II. Le 'tout' de la France », *AF*, 18 août 1917; CM, « I. Murmures dangereux et vains », *AF*, 1^{er} juin 1918; CM, « III. Patrie et Partis », *AF*, 2 novembre 1918 ».

¹¹⁰ CM, « I. On nous a dit la vérité », *AF*, 6 septembre 1914.

¹¹¹ CM, « III. L'ami et l'ennemi », *AF*, 16 janvier 1915.

donc efficacement. Ils déplorèrent ainsi que l'État ne veuille répéter l'expérience, voire tout simplement mettre les chambres parlementaires au pas¹¹².

Dans cette optique, l'Action française insista beaucoup sur les dangers que le « régime de discussion » parlementaire faisait courir à la défense nationale. Au « [...] moment où s'imposerait la muette ardeur de l'action¹¹³ », Maurras reprochait au monde parlementaire – Assemblée nationale et Sénat confondus – de menacer la cohésion nationale, mais également de retarder la prise de décision, dont la célérité était cruciale dans le contexte, avec échanges de vues perpétuels¹¹⁴. Cela s'entend donc que l'Action française remit en question la pertinence des comités parlementaires qui foisonnèrent à partir de 1915, dont les fameux « comités secrets ». Elle estimait que ces organes ne faisaient qu'ajouter aux soucis déjà nombreux du gouvernement et du commandement militaire, d'autant plus que leurs décisions respectives ne devaient pas faire l'objet de commentaires, ni de remises en question. Les nationalistes intégraux craignaient aussi, par dessus tout, que les participants à ces commissions parlementaires n'ébruient des informations extrêmement sensibles qui pourraient alarmer inutilement l'opinion publique ou, pis encore, tomber dans des oreilles ennemies¹¹⁵. Il convenait, écrivit Maurras, de remettre à plus tard l'examen des actes gouvernementaux et militaires : « Mais le pays envahi [...] se moque des discours [...], ne donne d'intérêt qu'à ceux qui agissent ou qui organisent l'action. Les

¹¹² CM, « II. La séance de la Chambre », *AF*, 21 mai 1915; CM, « IV. Le parloir ne fermera pas », *AF*, 4 décembre 1915; CM, « III. Le congé des Chambres », *AF*, 29 juillet 1916; CM, « IV. 'Dans les autres parlements' », *AF*, 20 janvier 1917; CM, « VII. La censure et le parlement », *AF*, 22 septembre 1917.

¹¹³ CM, « I. Confiance et défiance », *AF*, 2 décembre 1916.

¹¹⁴ CM, « II. La séance de la Chambre », *AF*, 21 mai 1915; CM, « I. L'anarchie au Centre », *AF*, 18 décembre 1915; CM, « III. Les conditions de la victoire », *AF*, 1^{er} janvier 1916; CM, « III. Le gouvernement oratoire et la réalité politique », *AF*, 30 mars 1918.

¹¹⁵ CM, « I. La Démocratie et la Guerre », *AF*, 20 mars 1915; CM, « I. Le gouvernement veut tenir », *AF*, 15 juin 1915; CM, « II. Parole et action : les tranchées », *AF*, 1^{er} janvier 1916; CM, « I. Le poste à défendre », *AF*, 29 janvier 1916; CM, « II. Les commissaires aux armées », *AF*, 27 mai 1916; CM, « II. Opinions successives touchant le comité secret », *AF*, 11 juin 1916; CM, « I. Le conflit de souveraineté », *AF*, 22 juillet 1916; CM, « II. Le futur président de la commission de la marine », *AF*, 11 août 1917; CM, « I. Murmures dangereux et vains », *AF*, 1^{er} juin 1918; CM, « Secret militaire et comités secrets », *AF*, 7 septembre 1918.

imperfections, les erreurs, les fautes seront examinées plus tard. L'important est qu'elles ne soient pas aggravées par l'immixtion des touche à tout [...]»¹¹⁶.

Au plan plus particulier, l'Action française accusait les parlementaires de mettre en danger la stabilité gouvernementale essentielle en remettant en question les différents ministères pour des raisons partisans très malvenues dans le contexte¹¹⁷. D'après Maurras, les députés et les sénateurs devaient s'en tenir exclusivement à une position d'auxiliaires silencieux et dévoués des gouvernements d'Union sacrée :

Dans la mesure où ils sont intéressés à la défense nationale, les mandataires du pays devraient s'appliquer à fortifier le gouvernement qui seul, par une action militaire et politique combinée, peut vaincre et chasser l'ennemi. Mais ils ne font que l'affaiblir dans la mesure de leur intérêt vital, qui est égoïste et parlementaire¹¹⁸.

Si l'Action française refusait tout pouvoir aux parlementaires français dans ce contexte de belligérance, c'était non seulement parce qu'elle estimait qu'ils étaient dangereusement partisans, mais également parce qu'elle doutait profondément de leurs compétences. Comme ils avaient été hasardeusement élus au suffrage universel grâce à de sombres tactiques électoralistes, et non pas en raison de leurs compétences, les politiciens républicains étaient plus souvent qu'autrement médiocres aux yeux des nationalistes intégraux. Le contexte de défense nationale n'avaient pas changé les choses car la plupart des hommes politiques semblaient encore chercher à tirer des avantages matériels et partisans d'une quelconque fonction, tout en ayant généralement aucune idée des mesures à prendre pour mener à bien la défense nationale¹¹⁹.

¹¹⁶ CM, « IV. Censure », *AF*, 19 décembre 1914.

¹¹⁷ CM, « II. Hardiesse », *AF*, 11 décembre 1915; CM, « I. La proposition Abel Ferry », *AF*, 19 février 1916; CM, « I. Raison qui n'en est pas une », *AF*, 20 janvier 1917; CM, « I. Le martyre des gouvernements », *AF*, 10 mars 1917.

¹¹⁸ CM, « II. La dépendance intérieure », *AF*, 20 janvier 1917.

¹¹⁹ LD, « Les géants et les nains », *AF*, 29 août 1914; CM, « I. Le voyage des ministres socialistes », *AF*, 21 novembre 1914; CM, « III. Concussionnaires et prévaricateurs », *AF*, 18 décembre 1915; CM, « III. La bêtise à faire », *AF*, 12 février 1916; CM, « IV. Écran officieux », *AF*, 12 août 1916; CM, « II. Pour un conseil de discipline parlementaire », *AF*, 13 janvier 1917; CM, « V. Le risque d'un trop bon métier », 15 décembre 1917; CM, « III. Le gouvernement oratoire et la réalité politique », 30 mars 1918.

L'Action française maintint également sa critique de la culture du régime républicain durant la Grande Guerre. D'emblée, elle soutint que l'état d'esprit démocratique avait rendu plus ardu l'envol du sentiment patriotique et l'imposition de la discipline militaire, dans la mesure où cette mentalité avait favorisé un pacifisme et un antimilitarisme latents qui risquaient de resurgir au mauvais moment¹²⁰. Selon les nationalistes intégraux, il était ainsi clair que la nature de l'État français repoussait l'issue victorieuse de la guerre¹²¹. En mai 1915, Maurras était déjà au bout de sa patience: « C'est grâce au malheur de la démocratie que nous n'avons pas étonné l'univers, que nous n'avons pas écrasé l'agresseur¹²² ». Toujours obsédé par la ruse de l'ennemi allemand, il insistait également sur le fait que ce dernier tablait sur les incohérences provoquées par la culture républicaine française pour l'emporter¹²³. Lorsque la victoire fut acquise en novembre 1918, l'Action française refusa naturellement de la porter au crédit du régime républicain. Quant aux ratés que l'État avaient connus durant le conflit et qui avaient menacé d'emporter le pays, le père du nationalisme intégral promit que cela n'allait pas rester lettre morte : « Notre amour de la paix publique évitera de mettre en cause les personnes elles-mêmes victimes d'une déplorable organisation : c'est la responsabilité des institutions que nous étudierons. Elle est grave¹²⁴ ».

Le point de vue des nationalistes intégraux sur les usages politiques républicains durant la Grande Guerre s'inscrivait au demeurant dans un large débat sur la délimitation des pouvoirs entre les mondes politique et militaire ainsi que sur la capacité du régime parlementaire à diriger efficacement la défense nationale. Leur dédain envers les pratiques parlementaires était un lieu

¹²⁰ CM, « IV. Danger de la démocratie en France », 7 juillet 1917; CM, « II. La démocratie de la vie », 23 février 1918.

¹²¹ CM, « Vive la nation! », *AF*, 4 septembre 1914; CM, « I. L'unité d'âme », *AF*, 18 août 1917; LD, « Le réentraînement de l'armée allemande », *AF*, 13 juillet 1918.

¹²² CM, « IV. Elle n'existe pas ! », *AF*, 29 mai 1915.

¹²³ CM, « Les erreurs qui affaiblissent », *AF*, 6 août 1914; CM, « III. 'Le grand péril' – 'localisé', *AF*, 26 juin 1915; CM, « II. Le faux espoir de l'ennemi », *AF*, 1^{er} janvier 1916; CM, « III. L'intelligence responsable », *AF*, 23 février 1918.

¹²⁴ CM, « VIII. Un triomphe du régime », *AF*, 9 novembre 1918.

commun dans l'opinion publique entre 1914 et 1918, tout comme l'idée selon laquelle les circonstances exigeaient un régime fort¹²⁵. Il n'en reste pas moins que la république a résisté à ces questionnements et aux événements, et qu'elle s'est adaptée avec succès à ces conditions exceptionnelles, sans nécessairement renier ses fondements. Les critiques et les remises en question du régime parlementaire ont été globalement balayées du revers de la main parce que l'on craignait justement que cela ne profiterait qu'aux adversaires du régime, tels que l'Action française¹²⁶.

c. *Valorisation de la monarchie*

Comme nous venons de le voir, l'idée d'un renforcement ponctuel de l'exécutif gouvernemental au détriment du régime parlementaire fit son chemin durant la Grande Guerre en France. Certes, l'Action française fit de la stabilité du gouvernement en place l'une des conditions vitales de la victoire, mais, à mesure que le conflit se prolongea au delà des prévisions initiales, et que le pays ne semblait pas trouver le moyen de battre promptement l'envahisseur allemand, les nationalistes intégraux en vinrent à considérer qu'il était incontournable de faire prendre une tournure plus autoritaire à la direction politique pour renverser la vapeur. Il était de mise à leurs yeux de réduire au minimum les prérogatives des parlementaires pour déléguer tout le pouvoir au chef de l'État, sinon au président du Conseil, voire au commandant en chef des armées, qui pourrait ainsi gouverner qu'en fonction de l'intérêt national immédiat. Le moment n'était évidemment pas propice à une refonte complète du régime, mais cette tournure autoritaire ouvrait une porte à une remise en question en profondeur dans l'après-guerre¹²⁷.

¹²⁵ Becker, *France en guerre...*, p. 61-65.

¹²⁶ Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Paris, Éditions Belin, 2002, *passim*.

¹²⁷ CM, « IV. Vers le trou par en haut », *AF*, 6 novembre 1915; CM, « V. Le cerveau du chef », *AF*, 27 novembre 1915; CM, « IV. Un et plusieurs », *AF*, 4 mars 1916; CM, « III. Pour la liberté de l'État », *AF*, 2 décembre 1916;

En évoquant la nécessité d'un amendement au régime républicain pour le bien de la défense nationale, il est évident que l'Action française valorisait son propre programme politique¹²⁸. De manière générale, il faut dire que les nationalistes intégraux ne cachèrent jamais durant la guerre que leur but ultime demeurerait la restauration de la monarchie en France. Leur franchise sans équivoque à cet égard peut surprendre compte tenu de la trêve politique de l'Union sacrée, mais également vu la surveillance de la censure. Néanmoins, Maurras se défendait de faire l'apologie d'un changement de régime en pleine de guerre. L'Action française était bel et bien « ministérielle », mais il n'en restait pas moins qu'elle avait des « [...] devoirs envers la monarchie, considérée comme l'outil de la réorganisation de la France¹²⁹ ». Donc, tout en prenant bien soin de ne pas appeler ouvertement au renversement de l'État républicain, l'Action française souligna à de nombreuses reprises que la guerre avait prouvé la caducité des idées et des pratiques démocratiques, et que le pays saurait faire le bon choix au lendemain du conflit pour profiter des « fruits de la victoire »¹³⁰. Maurras espérait en outre que « [...] le grand sacrifice de la tranchée [soit] suivi d'un petit sacrifice civique : notre démission de faux souverains¹³¹ ». Cela mettait en exergue le renversement de tactique politique emprunté chez l'Action française durant la Grande Guerre, mais aussi chez les royalistes en général. Tandis qu'au XIX^e siècle, les défaites militaires favorisaient les changements de régime, les nationalistes intégraux escomptaient la victoire pour ensuite faire valoir leur programme politique¹³². Malgré le tournant républicain pris

CM, « III. Fiasco du fédéralisme absolu », *AF*, 10 février 1917; CM, « III. L'intelligence responsable », *AF*, 23 février 1918.

¹²⁸ CM, « V. Un petit État dans le grand », *AF*, 16 septembre 1916; CM, « II. Pour l'unité et la stabilité », *AF*, 8 septembre 1917.

¹²⁹ CM, « L'union sacrée d'après Marcel Sembat », *AF*, 10 avril 1915.

¹³⁰ CM, « V. La Saint-Philippe », *AF*, 1^{er} mai 1915; CM, « IV. La vérité gênante », *AF*, 19 juin 1915; CM, « III. Les lumières de la victoire », *AF*, 11 septembre 1915; CM, « II. Les idées qui mènent le monde », *AF*, 4 mars 1916; CM, « III. Notre avantage », *AF*, 6 juin 1916; CM, « VII. Responsabilités personnelles ou anonymes », *AF*, 5 août 1916; CM, « IV. L'État fédérateur », *AF*, 10 février 1917; CM, « V. Monarchies et Révolutions », *AF*, 7 avril 1917; CM, « VI. Possibilités démocratiques », *AF*, 4 août 1917.

¹³¹ CM, « L'union sacrée d'après Marcel Sembat », *AF*, 10 avril 1915.

¹³² Malcolm Anderson, *Conservative Politics in France*, Londres, George Allen & Unwin, 1974, p. 46.

ailleurs en Europe, Maurras estimait, suivant sa logique empiriste et souverainiste, que cela ne changeait rien pour la France :

[...] en quoi l'exemple d'une évolution républicaine démocratique de la Russie et de l'Allemagne entraverait-elle la France dans son évolution à elle, telle que la réclament son état intérieur, ses besoins propres, son avance de cinq quarts de siècles, son expérience, sa réflexion, sa raison et sa destinée?¹³³.

Encore une fois, l'intérêt national justifiait toutes les tournures rhétoriques de l'Action française, malgré les dangers du moment. Avec la verve qui caractérisait sa plume, Maurras justifia habilement la rémanence de sa rhétorique antirépublicaine dans sa chronique du 19 juin 1915 : « C'est du mal que nous voulons garder tout le monde [...] Si ce mal public s'appelait abracadabra, c'est lui que nous désignerions. Il s'appelle République, nous le nommons ainsi pour qu'il soit reconnu¹³⁴ ». L'Action française n'était cependant pas la seule à continuer à abhorrer le régime républicain malgré la trêve de l'Union sacrée, ce point de vue s'était aussi maintenu chez les nationalistes et les catholiques¹³⁵.

Si l'État français ne prit pas une grande tournure autoritaire, encore moins monarchique, durant la Grande Guerre, les nationalistes intégraux jugeaient néanmoins qu'une abstraite « monarchie de la guerre » gouvernait la France. En gros, les exigences de la défense nationale avaient obligé la population et ses politiciens à s'en tenir à l'essentiel, et le « pays réel » avait pris le dessus sur le « pays légal » dans l'opération¹³⁶. De la sorte, faute d'être vraiment bien gouvernée, la France bénéficiait tout de même de la force profonde de sa nation, comme le souligna Maurras :

Je doute que les pouvoirs publics, parlement ou gouvernement puissent changer leurs mauvaises habitudes revenues au galop le 22 décembre 1914, mais je crois fermement qu'il y

¹³³ CM, « V. Monarchies et Révolutions », *AF*, 7 avril 1917.

¹³⁴ CM, « I. Les hommes et la chose », *AF*, 19 juin 1915.

¹³⁵ Becker, « Unions sacrées et sentiment des responsabilités », dans Audoin-Rouzeau et Becker, *op. cit.*, p. 205-217.

¹³⁶ CM, « Une souveraine restauré », *AF*, 11 août 1914; LD, « La vie nationale continue », *AF*, 18 août 1914; CM, « II. Idées mortes, Institutions épuisées », *AF*, 31 octobre 1914; CM, « I. La Démocratie et la Guerre », *AF*, 20 mars 1915.

a dans le peuple français assez d'intelligence, de raison, de vertu pour que des appels autorisés, dûment répétés, puissent en extraire une unité d'âme suffisante pour faire dominer l'esprit de la guerre victorieuse¹³⁷.

La patrie française vaincrait donc, certes moins rapidement qu'avec une monarchie, mais elle l'emporterait avec un ersatz de celle-ci qui prouverait à rebours ses bienfaits.

4. Conclusion

L'intérêt national, fondement de l'idéologie néoroyaliste de l'Action française, ne fut pas remis en question par la Grande Guerre. Au contraire, ce concept était devenu encore plus pertinent. De la sorte, il fut aisé pour les nationalistes intégraux de justifier au plan doctrinal leur engagement dans la trêve politique de l'Union sacrée et leur mise en veilleuse du combat politique royaliste contre la république. En fait, pour les maîtres de l'Action française, tout pouvait se justifier par l'intérêt national. Cette conception leur permettait donc à leurs yeux de maintenir à contrario leur lecture antirépublicaine et royaliste, dans la mesure où la restauration de la monarchie demeurait malgré tout l'outil pouvant assurer le salut ultime de la France. Certes, le renversement de la république ne pouvait, et ne devait, pas être opéré alors que le pays était envahi. Il n'en reste pas moins que si la guerre était un bien malheureux événement pour la patrie, quoique prévisible d'après les nationalistes intégraux, elle allait prouver qu'ils avaient raison une fois pour toutes.

Par conséquent, force est de constater que le tissu idéologique de l'Action française ne fut pas tant atteint par la Grande Guerre. C'est plutôt l'ordre des priorités qui fut touché, voire complètement inversé. Dans l'avant-guerre, la restauration de la monarchie devait servir à faire primer les intérêts nationaux sur toute autre considération. Entre 1914 et 1918, le respect intégral des intérêts nationaux, en menant la France à la victoire, devait prouver que le programme de l'Action française était juste. Par le fait même, la restauration s'imposerait une fois la paix

¹³⁷ CM, « II. Le 'tout' de la France », *AF*, 18 août 1917.

revenue puisque les Français voudraient nécessairement s'assurer que ces intérêts soient intégralement respectés en tout temps. Cela démontre cependant que la politique du pire n'était pas à l'ordre du jour chez les néoroyalistes, et qu'il était donc clair ainsi que leur nationalisme primait – et avait très sûrement toujours primé – sur leur royalisme.

Cette approche quelque peu équivoque révèle également les tensions qui ont transcendé l'Union sacrée. Certes, le nationalisme intégral avait évolué vers un mode plus passif, se contentant de constater plutôt que d'appeler viscéralement au combat. Mais, si le combat politique royaliste de l'Action française fut mis en sourdine, cela ne s'appliqua pas pour autant à son cadre d'analyse contre-révolutionnaire concomitant. L'Union sacrée était donc bel et bien une trêve dans les combats politiques, mais pas nécessairement dans les débats. Nous approfondirons cette perspective dans le chapitre qui suit, dans lequel nous ferons l'examen du commentaire et de la participation de l'Action française à la vie politique durant la Grande Guerre.

Chapitre III **L'Action française au front politique**

Suite au déclenchement de la Première Guerre mondiale, et durant tout le conflit, l'Action française ne bénéficia plus de sa force politique militante et dut adapter son discours aux conditions extraordinaires du moment. Néanmoins, comme nous venons de le voir, les nationalistes intégraux ne cessèrent pas pour autant d'observer et de critiquer le politique français. Pour se justifier, les nationalistes intégraux n'hésitaient pas dans leur argumentaire intellectuel à prendre pour cible d'autres groupes, que ce soit pour faire écho à leurs idées ou pour les réfuter. Nous pouvons ainsi affirmer que le militantisme idéologique de l'Action française continua durant la Grande Guerre, bien que dans une mesure plus abstraite qu'avant 1914.

Dans le chapitre qui suit, nous nous attarderons à la perception qu'avait l'Action française du monde politique français pendant la guerre, plus particulièrement à travers les chroniques de Maurras, Daudet et Dimier ainsi que, dans une moindre mesure, par les rapports de la Sûreté générale et quelques correspondances publiées des nationalistes intégraux. Nous aborderons ainsi successivement les sentiments des nationalistes intégraux à l'égard de la pratique politique de l'Union sacrée et – dans la même veine – des cinq gouvernements de défense nationale de la période. Subséquemment, nous ferons l'exposé de leur perception des républicains et des socialistes. Viendra ensuite leur campagne contre la trahison, où se confondaient pacifistes, espions allemands et hommes publics débauchés par l'ennemi. Dans la foulée, nous traiterons également du rôle que l'Action française a joué dans la crise politique de l'automne 1917. Enfin, à rebours, nous jetterons la lumière sur ses vues à l'égard de la droite conservatrice, nationaliste, catholique et royaliste.

La façon dont l'Action française percevait la vie politique durant la Grande Guerre paraît, au premier abord, manichéenne. Les individus et les ensembles politiques étaient soit patriotes,

soit à la limite de la trahison aux yeux des nationalistes intégraux. Cette perception était néanmoins plus nuancée qu'il n'y paraît et évolutive à plusieurs égards. L'Action française pouvait très bien admettre qu'un personnage ou un groupe était sincèrement patriote, mais que ses actes risquaient d'annuler le bénéfice de cette disposition. Elle pouvait également juger qu'un homme politique donné était honorable dans les premiers mois de la guerre, et plus tard estimer qu'il ne représentait qu'un minable auxiliaire de l'ennemi. Dès lors que les nationalistes intégraux s'en prenaient à un adversaire, ils étaient sans pitié, flirtant à maintes reprises avec les limites de ce qui était en principe acceptable aux yeux de la censure. Leurs attaques étaient également obsessionnelles, persistant dans l'erreur s'il le fallait pour ne pas avouer le tort.

1. L'Union sacrée

L'Action française s'est ralliée avec conviction à l'appel du 4 août 1914 du président Raymond Poincaré pour une trêve dans les combats sociaux et politiques. Au-delà de l'enthousiasme initial, force est de constater que, malgré ses prétentions, elle n'a pas respecté intégralement le cadre initial de l'Union sacrée comme, il faut le préciser, une bonne part de la classe politique.

Dans un premier temps, les nationalistes intégraux marquèrent concrètement leur adhésion en participant à la formation du *Comité de Secours national*, ce qui mena les Pujo et Daudet à fréquenter des ennemis idéologiques d'hier tels que Léon Jouhaux et Ernest Lavisse¹. Ils saluèrent également la formation du gouvernement d'Union sacrée de Viviani le 24 août 1914, voyant d'un bon œil l'inclusion en son sein d'éléments de tous les horizons politiques².

Maurras s'avisa tout au long de la guerre de souligner dans ses chroniques les « actes d'Union sacrée » de diverses personnalités publiques, tout en dénonçant également ceux qui

¹ Archives nationales de France (ci-après ANF) F⁷ 12863/5(F 994-58), *sans titre*, 26 mai 1915 ; Rédaction, « Pour ceux qui restent », *L'Action française* (ci-après AF), 8 août 1914.

² Charles Maurras (ci-après CM), « I. Les nouveaux ministres », *AF*, 28 août 1914.

« rompaient l'Union sacrée » par leurs paroles et leurs actes³. Mais, comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, l'Action française estimait en quelque sorte que ses principes étaient ce qui incarnait le mieux ce qui était nécessaire à la réussite de la défense nationale. De la sorte, le fait d'être en phase ou non avec la trêve politique correspondait pratiquement à être en accord ou non avec les idées des nationalistes intégraux. De ce point de vue, était hors de l'Union sacrée ceux qui n'adhéraient pas à leur définition du patriotisme. Les néoroyalistes transgressèrent eux-mêmes l'esprit de la trêve en s'attaquant, souvent aveuglément, à divers éléments politiques durant la période, comme nous le verrons tout au long du présent chapitre. Or, de l'avis de Martha Hanna, les attaques de l'Action française envers divers éléments politiques sont l'une des causes du délitement de l'Union sacrée à partir de 1917, aux côtés de l'insoumission socialiste et de la recrudescence de l'anticléricisme⁴.

Les diverses transgressions niées et en fait largement involontaires des nationalistes intégraux peuvent s'expliquer par le fait que, au delà du *Comité de Secours national*, l'Union sacrée est toujours restée une communauté abstraite, ne réunissant pas formellement les hommes publics. Certes, la défense nationale était au sommet de la pyramide des priorités de tous, mais les acteurs de la trêve avaient l'acceptée dans une logique de guerre courte, ne reniant à aucun moment leurs convictions profondes. Plus le conflit s'allongea, plus les clivages d'antan réapparurent, tandis que de nouveaux surgirent aussi par rapport à l'approche à adopter face aux divers défis posés par la guerre, chacun interprétant désormais l'Union sacrée à sa façon⁵.

³ CM, « Le danger des harangues », *AF*, 10 septembre 1914; CM, « I. L'union sacrée d'après Marcel Sembat », *AF*, 10 avril 1915; CM, « I. Union sacrée renouvelée », *AF*, 24 juin 1916; CM, « V. L'union sacrée », *AF*, 21 octobre 1916; CM, « I. Ce qui rompa l'Union sacrée », *AF*, 8 avril 1918.

⁴ Martha Hanna, *The Mobilization of Intellect. French Scholars and Writers during the Great War*, Londres, Harvard University Press, 1996, p. 134.

⁵ Jean-Jacques Becker, « Unions sacrées et sentiments des responsabilités », dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 210-215.

Malgré ses ratés, il reste que l'idée et la pratique de l'Union sacrée ont été très importantes dans l'évolution de l'Action française, certainement beaucoup plus que le contraire. Comme l'a souligné Becker, le ralliement et l'inclusion des nationalistes à la trêve politique les ont fait entrer dans le monde politique général : « De mouvement marginal malgré son dynamisme, elle s'installe au cœur du dispositif politique français⁶ ». Il faut dire que la droite nationaliste et conservatrice dans son ensemble n'avait eu qu'à adhérer sans réserves à une défense nationale correspondant presque en tous points à ses idées pour voir son influence augmenter de manière inouïe⁷.

2. Les gouvernements de la défense nationale

Bien que conduite sous le signe de l'Union sacrée, la direction gouvernementale de la France changea de mains à cinq reprises durant la Grande Guerre. D'ordre général, et compte tenu du contexte exceptionnel de la période, ces changements de gouvernement se sont généralement déroulés de manière tempérée, étant plutôt dus à l'épuisement de leurs meneurs respectifs. René Viviani a présidé le premier conseil des ministres d'août 1914 à octobre 1915, puis Aristide Briand jusqu'en mars 1917. Alexandre Ribot prit ensuite la tête des affaires jusqu'en septembre 1917, alors que lui succéda Paul Painlevé dans un contexte social et politique de plus en plus tendu suite aux mutineries et à la « crise morale » du printemps ainsi qu'à la mise au jour de diverses affaires de trahison durant l'été. Rapidement discrédité par diverses affaires politiques – dans lesquelles l'Action française fut impliquée au mois d'octobre, comme nous le verrons plus

⁶ Jean-Jacques Becker, *La France en guerre (1914-1918): La grande mutation*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1988, p. 86-87.

⁷ Jean-Jacques Becker, et Gerd Krumeich, « La vie politique pendant la guerre », dans Audoin-Rouzeau et Becker, *op. cit.*, p. 576.

loin dans ce chapitre –, Painlevé laissa la place à Georges Clemenceau dès le mois de novembre 1917. Un peu moins d'un an plus tard, le « Tigre » devint le « père de la victoire ».

L'énergie avec laquelle l'Action française a appuyé et défendu ces différents gouvernements reste certainement l'un des principaux faits d'armes des nationalistes intégraux durant la période du premier conflit mondial. Il n'empêche que cette ardeur était plutôt dirigée vers l'institution ayant force d'autorité politique et non pas tant vers les hommes qui la composaient. Cet aspect était bien visible lorsque, suivant la démission ou le renversement d'un gouvernement – que l'Action française déplora toujours à cause des heurts causés à la stabilité administrative du pays –, les nationalistes intégraux exposèrent le fond de leur pensée sur celui-ci, libérés de la réserve qu'ils s'étaient imposés.

Les deux premiers gouvernements de guerre peuvent être abordés d'un seul bloc, car le commentaire de l'Action française à leur égard fut semblable à quelques nuances près. Il en va de même pour les deux suivants. En ce qui concerne celui de Clemenceau, un traitement distinct s'impose dans la mesure où les nationalistes intégraux effectuèrent tout un revirement pour accepter que le Tigre gouverne les destinées de la France en guerre. Au demeurant, soulignons au passage que l'Action française entretenait quelques liens informels avec le président de la république Raymond Poincaré durant la Grande Guerre. Les archives et la correspondance entre les deux parties laissent entrevoir le fait que Maurras, Daudet et Poincaré se sont rencontrés à quelques reprises entre 1914 et 1918. Le président aurait encouragé les nationalistes intégraux à dénoncer ouvertement les traîtres en 1917 ainsi que transmis et défendu leurs diverses récriminations dans les hautes sphères dirigeantes⁸. Cela dit, bien que père spirituel de l'Union

⁸ Raymond Poincaré, « Lettre à Charles Maurras », 1^{er} septembre 1915, dans Pierre-Jean Deschodt (éd.), *Cher maître... Lettres à Charles Maurras*, Paris, Christian de Bartillat, 1995, p. 511; Poincaré, « Lettre à Charles Maurras », 24 juin 1916, dans *Ibid.*, p. 514; Poincaré, « Lettre à Charles Maurras », 24 octobre 1917, p. 516; Alfred

sacrée, Poincaré n'a toutefois eu qu'un rôle effacé dans la politique française de 1914-1918, compte tenu du poste largement honorifique qu'était celui de la présidence sous la Troisième République. De la sorte, *L'Action française* ne fit que rarement mention de lui dans ses pages, si ce n'est que pour souligner son grand patriotisme⁹.

a. Viviani et Briand

Premier gouvernement d'Union sacrée, le gouvernement Viviani fut d'emblée louangé par l'Action française pour son application rapide des mesures nécessaires à la défense nationale, telles que la censure, la suspension des activités du parlement et l'octroi de larges pouvoirs au commandement des forces armées. Mais c'est surtout l'inclusion dans ce ministère d'hommes qu'elle jugeait compétents, tels que Ribot, Briand, Théophile Delcassé et, surtout, Alexandre Millerand – que l'Action française aimait bien car il accordait toute la latitude nécessaire aux militaires – qu'elle appuya¹⁰. Les nationalistes intégraux en firent de même avec le gouvernement Briand, se réjouissant de l'entrée au gouvernement d'un catholique royaliste en la personne de Denys Cochin et de militaires à la tête des ministères de la Guerre et de la Marine, tout en ayant en haute estime sa poigne à l'égard des parlementaires et des éléments antipatriotiques¹¹. L'Action française se désola dans un premier temps de leurs démissions respectives, estimant que les opérations avaient été bien conduites et l'ordre du pays bien maintenu sous leur gouverne¹². Toutefois, suite aux mutineries et à la « crise morale » du printemps et de l'été 1917, les

Kupferman, « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action française dans la contre-offensive morale, 1915-1918 ». *Études maurrassiennes*, 1973, p. 125-127.

⁹ CM, « La volonté de la nation d'après le discours présidentiel », *AF*, 28 novembre 1914 ; CM, « I. Du bon sens aux mauvais pathos », *AF*, 4 décembre 1915 ; CM, « II. Le discours présidentiel », *AF*, 15 juillet 1916 ; CM, « II. Pour l'unité et la stabilité », *AF*, 8 septembre 1917.

¹⁰ CM, « I. Les nouveaux ministres », *AF*, 28 août 1914 ; CM, « V. La séance de la Chambre », *AF*, 25 septembre 1915.

¹¹ CM, « V. Autres ministres », *AF*, 30 octobre 1915 ; CM, « III. Paris ou l'espoir déçu », *AF*, 19 août 1916 ; CM, « II. La dépendance intérieure », *AF*, 20 janvier 1917.

¹² CM, « I. De l'unanimité », *AF*, 30 octobre 1915 ; CM, « I. Au ministère de la guerre », *AF*, 17 mars 1917.

nationalistes intégraux révisèrent quelque peu leur jugement à l'égard de Viviani. Ils estimaient à partir de ce moment que ce dernier avait favorisé, indirectement, ce dénouement tragique en rappelant les parlementaires en décembre 1914 et en étant celui qui avait d'abord donné le plein contrôle du ministère de l'Intérieur à Louis-Jean Malvy, l'une des bêtes noires de l'Action française¹³.

b. Ribot et Painlevé

Les gouvernements de Ribot et de Painlevé ont dirigé la France dans la période la plus turbulente de la guerre sur les plans social et politique, soit du printemps à l'automne 1917. À l'accession au pouvoir du premier, l'Action française soutint que l'un de ses principaux défis seraient de mettre au pas les éléments subversifs menaçant le pays de l'intérieur, mais aussi une classe politique de moins en moins disciplinée. Rapidement, même si l'on reconnut sa clairvoyante nomination de Pétain à la tête du Haut commandement militaire, on déplora – sans jamais demander sa démission cependant – la temporisation de Ribot à l'égard de la crise sociopolitique qui ébranlait le pays, rendant impossible un règlement en douceur. Sa conduite des affaires sembla dépassée par les événements faisant suite à la mort troublante d'Eugène Vico du journal *Le Bonnet Rouge*, soupçonné de collaboration avec l'ennemi, et à la démission fracassante de Malvy à la fin d'août 1917 suivant la mise au jour de sa nonchalance à l'égard de certaines affaires de trahison. L'Action française ne fit donc pas grand cas de la démission de ce gouvernement, autrement que

¹³ Léon Daudet (ci-après LD), « L'assassinat d'Almeryda », *AF*, 22 décembre 1917 ; LD, « Au seuil de la cinquième année », *AF*, 10 août 1918.

pour déplorer que le pays peinait à trouver la stabilité politique nécessaire à la bonne conduite de la défense nationale¹⁴.

Le même discours fut tenu durant la gouverne du ministère Painlevé, à quelques nuances près. Au lendemain de son avènement, l'Action française avait bon espoir que cet homme qui, à ses yeux, avait fait un travail honnête au ministère de la Guerre, puisse remettre le pays sur les rails. Mais, en quelques semaines seulement, les nationalistes intégraux en vinrent à déplorer son manque de résolution face à la crise politique qui prenait constamment de l'ampleur depuis la mort de Vigo et la démission de Malvy. En fait, sous ce gouvernement, l'Action française se retrouva au centre d'une agitation politique en octobre et novembre 1917, qui mena éventuellement à la démission de Painlevé. Nous reviendrons plus loin sur cet épisode lorsque nous traiterons de la perspective des nationalistes intégraux quant aux « affaires de trahison » ; il convient néanmoins pour l'instant de souligner que malgré tout ce qu'ils auraient pu alors reprocher au gouvernement, l'Action française ne dérogea point de sa ligne de conduite et n'appela pas à sa chute¹⁵.

Par contre, rétrospectivement, le gouvernement Painlevé a été dépeint comme celui de tous les dangers par les nationalistes intégraux. Daudet en particulier lui reprocha sans détour d'avoir mené la France au bord du précipice en n'osant pas mener une charge contre les traîtres qui menaçaient dans toutes les sphères de la société, et ainsi d'avoir péché par aveuglement et impéritie. L'Action française affirma également qu'il avait mis les intérêts de son parti au dessus de ceux de la patrie, mais aussi ouvert la voie à une certaine indulgence envers l'Allemagne. Vers la fin de la guerre, Daudet en était venu à considérer que la négligence de Painlevé devait aussi le

¹⁴ CM, « IV. La provocation ennemie », *AF*, 24 mars 1917 ; LD, « Le libre développement allemand », *AF*, 26 mai 1917 ; CM, « II. La 'hauteur' de M. Ribot », *AF*, 2 juin 1917 ; CM, « IV. Ça grimpe », *AF*, 25 août 1917 ; CM, « I. La crise ministérielle », *AF*, 8 septembre 1917.

¹⁵ CM, « III. L'équivoque politicienne », *AF*, 8 septembre 1917 ; LD, « Le cas Malvy et l'affaire Bolo », *AF*, 29 septembre 1917 ; CM, « II. Les assaillants du ministère / IV. Notre opposition de gouvernement », *AF*, 20 octobre 1917 ; CM, « II. M. Painlevé et sa presse », *AF*, 27 octobre 1917.

mener en cour, à l'instar de Malvy et de Caillaux¹⁶. Maurras, non sans ironie, affirma être reconnaissant envers Painlevé, dans la mesure où les crises qu'il avait couvées avaient fait exploser les ventes de *L'Action française* à l'automne 1917¹⁷. Quant au gouvernement Ribot, les nationalistes intégraux avouèrent à posteriori avoir souhaité son départ pour à peu près les mêmes raisons qu'ils avaient abhorré l'administration suivante. Cependant, l'étourderie de Painlevé avait été d'un niveau plus élevé et dangereux, ils ne réclamèrent donc pas le même châtement pour son prédécesseur¹⁸.

c. Clemenceau

Malgré la déchéance chaotique du gouvernement Painlevé, l'Action française accueillit d'abord avec circonspection l'accession de Georges Clemenceau à la présidence du Conseil, avant de voir en lui en définitive l'un des principaux éléments ayant mené la France à la victoire. Pour comprendre cette réserve initiale, il convient de faire un petit retour en arrière dans le temps.

Du début de la guerre à la seconde moitié de 1916 environ, Clemenceau ne représentait pas un vecteur de triomphe français aux yeux des nationalistes intégraux, mais plutôt un péril pour la défense nationale. Il faut savoir que l'Action française s'était féroce­ment opposée au gouvernement que le Tigre avait dirigé d'octobre 1906 à juillet 1909, puisqu'il avait procédé à d'importantes coupes dans les budgets militaires et consolidé les politiques anticléricales du

¹⁶ LD, « Après l'arrêt », *AF*, 16 février 1918 ; LD, « Le ré-entraînement de l'armée allemande », *AF*, 13 juillet 1918 ; LD, « Contre la dévastation allemande », *AF*, 21 septembre 1918 ; LD, « Desouches, candidat de Painlevé », *AF*, 5 octobre 1918.

¹⁷ CM, « I. Les deux lièvres ou l'imprudence », *AF*, 23 février 1918.

¹⁸ CM, « I. La censure nouvelle », *AF*, 22 septembre 1917 ; LD, « L'assassinat d'Almeryda », *AF*, 22 décembre 1917 ; CM, « III. La campagne antirépublicaine », *AF*, 5 janvier 1918 ; LD, « Au seuil de la cinquième année », *AF*, 10 août 1918.

régime républicain¹⁹. Clemenceau fut ainsi plus souvent qu'à son tour évoqué lorsque Maurras étayait sa thèse selon laquelle les républicains avaient soi-disant favorisé l'invasion allemande en provoquant la confrontation intérieure des Français et en mettant en place des politiques antimilitaristes depuis le début du XX^e siècle²⁰.

Les reproches que lui faisait l'Action française ne portaient toutefois pas seulement sur ses actes gouvernementaux passés, mais aussi sur les idées qu'il représentait. Prônant une démocratie libérale au centre de laquelle se trouvaient l'individu et la liberté d'expression, Clemenceau représentait sans aucun doute tout ce que les nationalistes intégraux exécraient chez les républicains²¹. Dans un premier temps, il rallia sans ambages l'Union sacrée et tint un discours patriotique d'usage dans les pages de son journal *L'Homme Libre*, mais les premières défaites et les frustrations que lui causait la censure le menèrent à critiquer les actes du gouvernement à partir d'octobre 1914²², ce qui le plaça forcément en opposition avec l'Action française. Le sénateur, qui avait renommé son quotidien *L'Homme Enchaîné* suite à une suspension, fut ainsi constamment dénoncé par les nationalistes intégraux pour le caractère prétendument subversif et donc potentiellement dangereux de ses points de vue éditoriaux, tout en étant un politicien qui souhaitait s'ingérer un peu trop dans la conduite des affaires politiques et militaires²³. Pour Maurras, Clemenceau était ainsi néfaste au salut de la France : « M.

¹⁹ Richard Griffiths, « 7. From Nostalgia to Pragmatism : French Royalism and the Dreyfus Watershed », dans Nicholas Atkin et Frank Tallett (dir.), *The Right in France. From Revolution to Le Pen*, Londres, I.B. Tauris & Co, 2003, p. 122-126.

²⁰ CM, « II. La manœuvre de Thersite », *AF*, 5 septembre 1914; Jacques Bainville (ci-après JB), « Imagination colossale », *AF*, 21 novembre 1914 ; CM, « IV. Les responsables », *AF*, 8 janvier 1915; CM, « IV. L'ataxie et l'incohérence au pouvoir », *AF*, 16 janvier 1915; CM, « III. La vérité gênante », *AF*, 19 juin 1915 ; CM, « I. Le successeur de M. Freycinet », *AF*, 6 novembre 1915 ; CM, « II. Sa mathématique », *AF*, 15 janvier 1916 ; Maurras, « III. Ce n'est pas lui / IV. C'est lui », *AF*, 2 juillet 1916.

²¹ Serge Bernstein, « Clemenceau l'inclassable », dans Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 65-73.

²² Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les Français. 1914-1920*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, p. 603-604.

²³ CM, « Pas d'anarchie ! », *AF*, 16 août 1914 ; LD, « Contre les murmures », *AF*, 26 août 1914 ; CM, « I. Le plus malfaisant des Français », *AF*, 30 août 1914 ; CM, « IV. La censure », *AF*, 19 décembre 1914; CM, « I. Les avocats de l'offensive », *AF*, 10 juin 1916.

Clemenceau n'est qu'un destructeur. M. Clemenceau est la désorganisation faite homme. Si le désordre s'incarnait et le goût de la subversion, c'est en M. Clemenceau qu'ils s'incarneraient²⁴ ». D'où la nécessité de le museler par tous les moyens possibles, même sommaires : « Pour la raison et l'équilibre de l'esprit public national, il faudrait commencer par enchaîner cet agité dans un cabanon²⁵ ». Nul besoin donc de s'étendre sur le fait que toute perspective de le voir intégrer ou diriger un gouvernement était alors promptement rejetée du revers de la main par l'Action française²⁶.

Graduellement, à partir de la fin de 1916 environ, les références hostiles envers *L'Homme enchaîné* se firent plus rares dans *L'Action française* et, suite aux crises morales et politiques de 1917, le point de vue des nationalistes intégraux à l'égard de Clemenceau a clairement évolué. Le tournant décisif fut certainement son discours inquisiteur du 22 juillet 1917 au Sénat, dans lequel il dénonça l'incurie de Malvy au ministère de l'Intérieur. L'Action française – qui vilipendait déjà cet homme – ne manqua pas de souligner la justesse et le caractère patriotique de cette interpellation²⁷. À partir de ce moment, l'Action française vit en Clemenceau un allié objectif dans sa lutte contre le défaitisme antipatriotique et contre les « ennemis de l'intérieur ». Le 1^{er} septembre, Maurras affirma ainsi qu'on verrait d'un bon œil son entrée au gouvernement, avec tout de même une certaine réserve :

Nous ne croyons pas avoir sujet de craindre que M. Clemenceau [...] soit appelé place Beauvau, ni même à conférer avec l'Élysée. Mais ce serait un grand malheur que le changement de personne ministérielle déterminât une orientation de politique sociale analogue à celle qui prévalut entre 1906 et 1909²⁸.

²⁴ CM, « III. Un vétéran de l'anarchie », *AF*, 19 décembre 1914.

²⁵ CM, « IV. Un et plusieurs », *AF*, 4 mars 1916.

²⁶ CM, « L'embusqué », *AF*, 27 août 1914 ; CM, « Les remplaçants ? », *AF*, 9 janvier 1915 ; CM, « I. Le successeur de M. Freycinet », *AF*, 6 novembre 1915 ; CM, « III. Apprentis dictateurs », *AF*, 22 janvier 1916.

²⁷ CM, « III. Et les intérêts de la France ? », *AF*, 4 août 1917 ; CM, « V. Trois questions », *AF*, 25 août 1917.

²⁸ CM, « II. L'esprit national-social », *AF*, 1^{er} septembre 1917.

Le souvenir du premier gouvernement de Clemenceau rebutait encore l'Action française qui se garda bien de souhaiter ouvertement son retour au pouvoir²⁹. Au lendemain de sa nomination le 16 novembre 1917, Maurras affirma qu'il n'en tenait qu'au nouveau président du Conseil de faire oublier par les actes son passé :

Après tout, que M. Clemenceau nous fasse des surprises ! [...] Nous avons déjà dit que nous ne demandions pas mieux que de nous être trompés du tout au tout dans les diagnostics formés à son égard [...] Que ce grand nerveux soit maître de lui, que ce discontinu devienne un modèle de cohérence, d'ordre, de sang-froid, de mesure ! [...] Nous l'attendons aux actes et nous l'y jugerons, comme s'il n'eût jamais existé avant d'être chef³⁰.

Bientôt, les nationalistes intégraux affichèrent leur grande satisfaction de voir le gouvernement Clemenceau montrer son empressement à en finir avec les désordres politiques et les traîtres à la nation, se traduisant par un zèle à atteindre la victoire³¹. Dès le printemps de 1918, Maurras reconnaissait que le point de vue de l'Action française à son égard avait changé du tout au tout :

Rendons justice à l'ancien adversaire : M. Clemenceau a porté dans la bourbe des débats oratoires une puissance de simplification, une volonté de sacrifier les mots à l'action, les petites choses aux grandes qui établit sa supériorité et assure son ascendant [...] J'en suis bien fâché pour le diagnostic que j'ai porté moi-même sur M. Clemenceau, mais si toute son action politique était aussi logique, aussi liée, aussi sensée que cette politique de guerre, eh bien ! [...] ³².

Ainsi, après avoir incarné aux yeux de l'Action française tous les dangers portés à l'unité et à la défense nationale, Clemenceau fit figure d'ultime libérateur du pays et les nationalistes intégraux ne tarirent pas d'éloges à son endroit dans le dernier droit du conflit³³.

²⁹ CM, « I. Les deux formes de nos débats intérieurs », *AF*, 3 novembre 1917 ; CM, « I. Socialisme et clémencisme », *AF*, 10 novembre 1917.

³⁰ CM, « II. La raison des bons citoyens », *AF*, 17 novembre 1917.

³¹ LD, « Les affaires de trahison et la Haute Cour », *AF*, 8 décembre 1917 ; CM, « I. On a dit : Je veux / II. La bonne fin », *AF*, 29 décembre 1917 ; LD, « La Guerre Totale et les 'Gothas' », *AF*, 2 février 1918 ; LD, « Au seuil de la cinquième année », *AF*, 10 août 1918.

³² CM, « I. Le paraphe des 'Gothas' / II. À la mesure de la guerre », *AF*, 9 mars 1918.

³³ LD, « Après quatre ans de guerre – La France ou l'anti-France ? », *AF*, 3 août 1918 ; LD, « Desouches, candidat de Painlevé », *AF*, 5 octobre 1918 ; CM, « III. Autres suppositions », *AF*, 19 octobre 1918 ; CM, « II. La sagesse vraie », *AF*, 9 novembre 1918.

L'étendue des concordances idéologiques et des liens politiques entre l'Action française et Clemenceau durant la Grande Guerre est quelque peu débattue dans l'historiographie. Selon Yves Chiron, l'intervention du 22 juillet 1917 de Clemenceau au Sénat aurait été documentée par Daudet par l'entremise d'un ami commun, tandis qu'à son avènement le nouveau président du conseil aurait envoyé le député royaliste Jules Delahaye s'enquérir des exigences des nationalistes intégraux pour bénéficier de leur appui³⁴. Eugen Weber soutient toutefois que cette dernière anecdote serait plutôt apocryphe et que Clemenceau ne se souciait pas vraiment de l'Action française, n'ayant fait que mettre en marche un programme qui ne pouvait que satisfaire les nationalistes intégraux. Malgré tout, il souligne que sans les campagnes de Daudet et Maurras contre les affaires de trahison, le terrain n'aurait sûrement pas été préparé pour le Tigre, ce que semblent corroborer Pierre Boutang et Alfred Kupferman³⁵. Au demeurant, les néoroyalistes et Clemenceau n'auraient que fortuitement partagé les mêmes informateurs dans les milieux policiers et militaires ainsi que les mêmes combats politiques³⁶. Il faut en fait savoir que c'est d'abord l'Action française qui a cultivé cette idée de rapports étroits avec Clemenceau. En effet, Maurras et Dimier soulignèrent tous deux que le dernier gouvernement de guerre avait tout simplement appliqué leur programme de défense nationale³⁷.

3. *Républicains de gouvernement et socialistes*

Au seuil de la Grande Guerre, la vie politique française était principalement dominée par deux ensembles politiques. D'une part, se trouvait un agglomérat de partis républicains tous plus ou

³⁴ Yves Chiron, *La vie de Maurras*, Paris, Perrin, 1991, p. 285-287.

³⁵ Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, p. 130-131 ; Pierre Boutang, *Maurras, la destinée et l'œuvre*, Paris, Plon, 1984, p. 442 ; Kupferman, *loc. cit.*, p. 132-133.

³⁶ Fabienne Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Paris, Éditions Belin, 2002, p. 282-288 ; Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1988, p. 622-623.

³⁷ Louis Dimier, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1926, p. 273 ; CM, « V. Il a dit : fera-t-il ? », *AF*, 17 novembre 1917.

moins formellement organisés et disciplinés dont les principales figures de proue prenaient part aux diverses coalitions gouvernementales qui se succédaient invariablement au pouvoir³⁸. De l'autre, se trouvaient les socialistes de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), refusant de participer aux gouvernements pour des raisons idéologiques. L'ordonnance plus lâche des premiers et plus formelle des seconds était manifeste même dans le traitement que l'Action française fit de chacun de ces groupes et de leurs organes respectifs entre 1914-1918. Si les « républicains de gouvernement » furent presque exclusivement abordés de manière individuelle par les nationalistes intégraux, les socialistes étaient en contrepartie plus souvent examinés d'un seul bloc.

a. Républicains radicaux, modérés, démocrates et socialistes

Le traitement spécifique des divers partis républicains dans les pages de *L'Action française* fut passablement tenu entre 1914 et 1918. Maurras, dans sa chronique sur la vie politique, fit parfois référence au Parti radical³⁹, mais pratiquement jamais aux autres groupes. Les cinq gouvernements de guerre ne furent, quant à eux, pas considérés par les nationalistes intégraux comme des représentants de leurs partis respectifs – malgré quelques accusations de partisanerie à l'égard de certains ministres –, car ils devaient être appréciés comme les représentants d'une Union sacrée qui devait transcender les partis. L'Action française insistait néanmoins sur leur caractère bien républicain, comme nous avons pu le voir dans le précédent chapitre. Au-delà des partis et des gouvernements, les nationalistes intégraux accordèrent une attention particulière aux parcours des figures de proue républicaines, Clemenceau – que nous avons déjà vu – ainsi que

³⁸ Au lendemain des élections législatives françaises de mai 1914, les principaux partis républicains étaient le Parti républicain, radical et radical-socialiste – communément appelé Parti radical –, l'Alliance démocratique républicaine, la Fédération républicaine et le Parti républicain-socialiste.

³⁹ CM, « I. Au comité radical : le bien », *AF*, 21 octobre 1916.

Joseph Caillaux – dont nous traiterons lorsque nous aborderons la question des affaires de trahison. Du reste, l'Action française fit écho au propos de journaux républicains tels que *Le Temps*, *L'Œuvre*, *Le Pays* et *L'Éclair*.

De manière générale, Maurras louangea le patriotisme affiché et cultivé par la très grande majorité des « républicains de gouvernement » dans les suites de la déclaration de guerre, ainsi que durant toute la durée du conflit. Il les critiqua toutefois sur leur attachement à la culture et aux pratiques républicaines – plus particulièrement quant à la liberté d'expression –, qui mettaient en danger les fruits même de leur patriotisme aux yeux de l'Action française⁴⁰, comme nous avons pu le voir dans le précédent chapitre. Maurras était cependant encore moins indulgent à l'égard des organes médiatiques républicains, leur reprochant régulièrement de ne pas accepter de se soumettre totalement au bon vouloir de la censure, ce qui démontrait qu'ils ne souhaitaient pas véritablement mettre en veilleuse leurs débats politiques, mais aussi de ne pas être assez durs envers l'Allemagne⁴¹. Au demeurant, l'Action française accordait un patriotisme sans équivoque aux politiciens et aux organes républicains, mais les admonestait pour être toujours républicains.

b. Socialistes

Plus que tout autre ensemble politique, les socialistes firent l'objet d'un traitement régulier dans les pages de *L'Action française* durant la Grande Guerre. Cela peut s'expliquer non seulement par le fait que la SFIO était un parti aux contours bien définis, mais aussi parce qu'il fut le seul qui ait maintenu des activités passablement normales durant la période. Les socialistes furent cependant pendant les trois premiers quarts de la guerre partagés en deux tendances, l'une dite

⁴⁰ CM, « I. Ceux que défend un député », *AF*, 22 janvier 1916 ; CM, « II. Autre bien. Le mal », *AF*, 21 octobre 1916 ; CM, « I. Pour un député mécontent », *AF*, 27 janvier 1917.

⁴¹ LD, « L'Œuvre de Téry et les Maggi-Kub », *AF*, 18 décembre 1915 ; CM, « V. Qu'est qu'on divinise ? », *AF*, 16 décembre 1916 ; LD, « La Maggi-Kub, ses agents, ses journaux », *AF*, 13 janvier 1917 ; LD, « Pour les drôles du 'Pays' », *AF*, 3 novembre 1917.

« majoritaire » réunissant les ralliés à l'Union sacrée, l'autre dite « minoritaire » persistant dans le pacifisme et l'internationalisme⁴². Ce fractionnement fut bien noté par les nationalistes intégraux, mais il n'en restait pas moins qu'à leurs yeux la fidélité des socialistes au principe de la défense nationale restait fondamentalement suspecte. Il convient cependant avant tout d'aborder la réaction des nationalistes intégraux au meurtre de la figure tutélaire socialiste Jean Jaurès qui eut lieu tout juste à l'aube du déclenchement de la guerre le 31 juillet 1914, car elle laisse entrevoir l'approche qu'ils allaient adopter à l'égard des socialistes dans la période 1914-1918.

Compte tenu des idéaux teintés de nationalisme exacerbé embrassés par l'assassin de Jaurès, Raoul Villain, l'Action française fut d'emblée soupçonnée par certains d'avoir trempé de près ou de loin dans un complot visant à éliminer cet homme considéré comme trop conciliant envers l'Allemagne, alors que la perspective d'un conflit semblait inéluctable. La rédaction de l'organe du nationalisme intégral publia dès le lendemain un démenti formel, soutenant qu'il était impossible qu'elle ait commandité à un tel moment un acte menaçant l'ordre social⁴³. Cela était effectivement vrai, mais on s'entend toutefois dans l'historiographie pour dire que les nationalistes intégraux ont certainement contribué à mettre en place l'état d'esprit qui a mené à cet assassinat. Les attaques personnelles que l'Action française faisait à l'égard du chef de la SFIO pouvaient effectivement être prises comme des appels au meurtre dans le contexte alors qu'elle le dépeignait comme un misérable naïf, vendu à l'Allemagne, et qui devait être muselé⁴⁴. Suite à sa mort, Maurras affirma que si Jaurès avait eu l'honneur de tomber pour ses idées, il n'en

⁴² Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*, Paris, Seuil, 1993, *passim*.

⁴³ Rédaction, « Assassinat de M. Jaurès », *AF*, 1^{er} août 1914.

⁴⁴ Osgood, *op. cit.*, p. 96 ; Weber, *op. cit.*, p. 111-112; Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, p. 135.

restait pas moins à son avis que ses présumés internationalistes et pacifistes avaient été totalement discrédités par la guerre⁴⁵. Il en allait de même pour les socialistes en général.

Dans un premier temps, l'Action française accueillit très favorablement le ralliement à la notion de défense nationale de la plus grande part des socialistes, et elle vit de même d'un très bon œil l'inclusion de quelques-uns d'entre eux dans le gouvernement d'Union sacrée du 24 août 1914⁴⁶. Elle louangea même les compétences de Jules Guesde, Marcel Sembat et Albert Thomas, mises en valeur par le travail qu'ils abattirent au sein des divers ministères et secrétariats d'État, plus particulièrement quant à leur administration des ressources matérielles et humaines⁴⁷.

En revanche, les nationalistes intégraux estimaient que les socialistes n'avaient pas eu le choix de se rallier et de participer à l'Union sacrée dans la mesure où la guerre avait servi un sérieux démenti à leurs idéaux⁴⁸. La participation de Sembat au gouvernement de guerre en était la preuve la plus patente, puisque celui-ci avait publié en 1913 un ouvrage intitulé *Faites la paix, sinon faites un roi*⁴⁹, dans lequel il affirmait que le régime démocratique français serait incapable de tenir face à un envahisseur allemand faisant corps derrière un régime impérial autoritaire. Les nationalistes intégraux avaient alors fait abstraction de la teneur pacifiste de cette thèse en affirmant n'y voir qu'un écho au propos de Maurras dans *Kiel et Tanger*⁵⁰. Avec la guerre, ce

⁴⁵ CM, « Après vingt ans – Paix ou guerre », *AF*, 2 août 1914; CM, « II. A-t-on voulu nous désarmer ? », *AF*, 7 août 1915; CM, « VII. Encore le discours Klotz », *AF*, 5 août 1916; CM, « III. Une méthode condamnée », *AF*, 30 décembre 1916.

⁴⁶ CM, « III. Le manifeste socialiste », *AF*, 29 août 1914 ; CM, « I. Le manifeste socialiste : Union nationale », *AF*, 26 décembre 1914

⁴⁷ CM, « III. L'action nationale à l'intérieur », *AF*, 10 avril 1915 ; CM, « I. Albert Thomas au ministère de la guerre », 22 mai 1915 ; CM, « V. La diversion alimentaire », *AF*, 6 novembre 1915 ; CM, « V. Les gaietés d'une mutation », *AF*, 15 septembre 1917.

⁴⁸ CM, « III. La réflexion est venue bien tard », *AF*, 9 septembre 1914 ; CM, « I. La déclaration socialiste », *AF*, 17 juillet 1915 ; CM, « II. Justes conclusions d'un socialiste », *AF*, 7 juillet 1917 ; CM, « I. Socialistes raisonnables », *AF*, 11 mai 1918.

⁴⁹ Dont le titre du présent mémoire est librement inspiré.

⁵⁰ CM, « II. Marcel Sembat au Comité de Salut Public », *AF*, 28 août 1914. Sur la perspective d'avant-guerre : Maurras, *Kiel et Tanger, 1895-1905 : la République française devant l'Europe de 1905 à 1913*, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914, p. 194 ; ANF F⁷ 12863/3(77-78), « Ouvrage de Marcel Sembat », 21 juillet 1913 ; ANF F⁷ 12863/3(89), « Réunion de l'Action française », 2 août 1913.

dernier entretint dans un premier temps l'espoir de voir les socialistes être finalement illuminés par le nationalisme : « Une des conséquences de la guerre sera probablement de faire naître, soit un esprit nouveau et national du socialisme, soit un mouvement ouvrier plus complet, plus profond, plus national aussi débordant de beaucoup les cadres d'un socialisme quelconque⁵¹ ».

L'électron libre socialiste Gustave Hervé semblait avoir effectué ce retournement, mais l'Action française resta néanmoins prudente à son égard. Dans l'avant-guerre, par l'entremise du journal *La Guerre sociale*, celui-ci avait été la voix des socialistes révolutionnaires à l'antipatriotisme et à l'antimilitarisme intégraux. À partir d'août 1914, il évolua rapidement vers le nationalisme, renommant son quotidien *La Victoire* dans la foulée, ce que les nationalistes intégraux saluèrent⁵². Mais ils se promirent de garder un œil sur lui, restant dubitatifs quant à la solidité de sa nouvelle profession de foi. Rapidement, ils lui reprochèrent d'avoir conservé ses réflexes antimilitaristes puisqu'il vilipendait un peu trop ouvertement le commandement militaire, mais aussi d'être un peu trop indulgent envers l'ennemi⁵³.

L'Action française présuma ainsi qu'Hervé prétendait s'être rallié au patriotisme pour cacher qu'il était au service de l'Allemagne. Maurras le qualifia ainsi de « gobe-mouches » et de « mouche du Boche », et appela les autorités à sévir à son égard⁵⁴. Daudet, quant à lui, surnomma Hervé « Touchatout » pour marquer son incohérence trop peu subtile : « Notre Touchatout a été la mère Gigogne d'une jolie portée de flibustiers, le maître d'école d'une sale troupe de bagnards moins le repentir, de 'Jeans Valjeans' à la berlinoise [...] Vous un êtes un Tartuffe, 'bon dieu'

⁵¹ CM, « II. Un nouveau mouvement social », *AF*, 1^{er} mai 1915.

⁵² CM, « Une souveraine restaurée », *AF*, 11 août 1914 ; Maurice Pujo, « Patriotisme spécial », *AF*, 22 août 1914.

⁵³ CM, « II. Un gobe-mouches (Hervé) », *AF*, 24 octobre 1914 ; LD, « Au secours des Boches », *AF*, 21 novembre 1914 ; CM, « II. L'antimilitarisme sournois », *AF*, 24 juillet 1915 ; CM, « III. L'amour des Boches », *AF*, 27 mars 1915 ; CM, « III. Une dilettante du désordre », *AF*, 23 octobre 1915 ; CM, « II. Hervé-Aulard-Faguet », *AF*, 17 juin 1916 ; CM, « I. Où la nation écope », *AF*, 12 août 1916 ; CM, « IV. Contre le cafard artificiel », *AF*, 9 juin 1917 ; LD, « Réponse à quelques drôles », *AF*, 15 octobre 1917 ; CM, « III. Le bon Gustave Hervé et le méchant Léon Daudet », *AF*, 3 août 1918.

⁵⁴ CM, « IV. Politicien prodigue et généraux avarés », *AF*, 23 octobre 1915.

Hervé!⁵⁵ ». La défection d'Hervé du socialisme au nationalisme fut ainsi rejetée du revers de la main par l'Action française.

Mais c'est surtout l'absence d'apostasie généralisée du pacifisme et de l'internationalisme chez les socialistes qui désola l'Action française, et qui cibla plus particulièrement à cet égard les Pierre Renaudel, Édouard Vaillant et Adéodat Compère-Morel, ainsi que les journaux *L'Humanité* et *La Lanterne*⁵⁶. Les nationalistes intégraux s'insurgèrent d'emblée contre le fait que les socialistes persistaient à vouloir entretenir leurs liens avec les socio-démocrates allemands et à faire la part des choses entre le peuple et le pouvoir allemands, persistant ainsi dans leur « imprévoyance » d'avant-guerre. De la sorte, ils estimaient que les socialistes péchaient par naïveté et mollesse à l'égard de l'Allemagne ainsi que, par le fait même, par germanophilie, d'autant plus qu'ils étaient favorables à une paix négociée et sans annexion⁵⁷.

Au plan intérieur, l'Action française reprochait aux socialistes d'avoir une conception à géométrie variable du principe de trêve politique qu'impliquait l'Union sacrée, d'abord en s'opposant parfois un peu trop ouvertement aux positions du gouvernement, surtout à partir de 1917, ainsi qu'en étant parmi les défenseurs les plus zélés du maintien des activités du parlement⁵⁸. Elle jugeait également que les majoritaires de la SFIO minimisaient l'influence des traîtres sur la conduite des affaires en France, voire de prendre la défense de ces félons en

⁵⁵ LD, « Les mésaventures de Touchatout », *AF*, 21 octobre 1916.

⁵⁶ LD, « La qualification fautive de Français », *AF*, 8 mai 1915 ; CM, « À la Lanterne », *AF*, 9 septembre 1916 ; CM, « I. Entre le pouce et l'index », *AF*, 13 mai 1916 ; CM, « V. Soyons bons pour les Allemands », *AF*, 30 septembre 1916 ; CM, « II. Justes conclusions d'un socialiste », *AF*, 7 juillet 1917 ; CM, « VII. Un extravagant », *AF*, 25 mai 1918 ; Rédaction, « Deux ennemis de l'Action française », *AF*, 14 septembre 1918.

⁵⁷ CM, « II. Solidarité de nation », *AF*, 7 septembre 1914 ; CM, « II. Les frères allemands », *AF*, 26 décembre 1914 ; CM, « V. Contre l'incohérence », *AF*, 13 février 1915 ; JB, « Les Socialistes allemands – Nouvelles déclarations de Wolfgang Heine », *AF*, 20 mars 1915 ; CM, « III. Capitalisme, Socialisme, Bochophilie », *AF*, 5 juin 1915 ; CM, « I. Encore les chefs socialistes », *AF*, 6 mai 1916 ; CM, « III. La raison et la justice ne vaincront pas toutes seules », *AF*, 30 septembre 1916 ; CM, « V. La diplomatie de la rue (suite) : socialistes wilsoniens », *AF*, 27 janvier 1917 ; CM, « III. Les socialistes et le gouvernement », *AF*, 4 août 1917 ; CM, « III. Conséquences d'un fétichisme », *AF*, 27 avril 1918.

⁵⁸ CM, « I. La démocratie et la guerre », *AF*, 20 mars 1915 ; CM, « I. Comité secret », *AF*, 27 mai 1916 ; CM, « II. Un cacologue à la tribune », *AF*, 17 mars 1917.

réfutant manifestement certaines allégations de Daudet⁵⁹. De même, l'Action française considérait que les socialistes étaient en bonne partie responsables de la diffusion de la « rumeur infâme » à l'égard du clergé français et elle les mettait ainsi en cause dans la recrudescence graduelle de l'anticléricalisme après une accalmie de quelques mois⁶⁰.

Il était par conséquent évident pour les nationalistes intégraux que, malgré le fait qu'ils se drapaient dans le patriotisme, les socialistes n'avaient pas délaissé leurs présupposés marxistes, pacifistes, internationalistes et proallemands⁶¹. D'après Maurras, leur entêtement relevait de la pathologie :

Il devient évident que ni leur amour de l'Allemagne ni leur foi mystique en un avenir de paix, indépendamment de toute condition naturelle, n'est plus compressible ni réductible. [...] Devant de semblables phénomènes politiques, il faut se demander si les ravages de l'alcool ou de la morphine sont comparables à ceux de l'idée fautive en des cerveaux désemparés⁶².

Ce n'est cependant pas seulement par antagonisme à leurs idées que l'Action française s'opposa avec conviction aux socialistes majoritaires durant la Grande Guerre. Elle se défendait également contre leurs assertions selon lesquelles les néoroyalistes cherchaient à profiter de la situation pour favoriser une restauration de la monarchie⁶³. Maurras n'y voyait là qu'une tactique pour dissimuler leurs propres torts : « *L'Humanité* a voulu faire oublier aux militants les graves responsabilités de ses chefs dans les malheurs de l'imprévision : en les ameutant contre les curés, les bourgeois, les officiers et les royalistes⁶⁴ ». L'apport des socialistes dans la soi-disant

⁵⁹ CM, « V. La tranquillité des espions », *AF*, 6 février 1915 ; LD, « Les menteurs de l'Humanité », *AF*, 20 février 1915 ; Charles Daudet, « Plutôt que la libération du territoire la liberté de Caillaux ! », *AF*, 31 août 1918.

⁶⁰ CM, « I. 'La haine' », *AF*, 27 mars 1915 ; Louis Dimier (ci-après LDM), « Les prêtres et le service armée », *AF*, 27 novembre 1915 ; CM, « VI. Encore l'intérêt pacifique allemand », *AF*, 9 février 1918.

⁶¹ CM, « IV. Les partis et leur pâture », *AF*, 10 avril 1915 ; CM, « II. Mâle rage socialiste », *AF*, 7 octobre 1916 ; CM, « III. Clientèle d'abord », *AF*, 6 mai 1916 ; CM, « III. Parti, Patrie, Humanité : forme élémentaire de l'esprit de parti persiste », *AF*, 27 mai 1916.

⁶² CM, « II. La déclaration des socialistes », *AF*, 23 décembre 1916.

⁶³ Maurice Pujo, « Infamies », *AF*, 3 septembre 1914 ; CM, « I. Calomnie boche », *AF*, 11 mars 1916 ; CM, « IV. Les faibles défensives », *AF*, 7 octobre 1916 ; CM, « VI. Encore l'absurde complot », *AF*, 2 février 1918.

⁶⁴ CM, « II. La facétie », *AF*, 8 avril 1916.

imprévoyance d'avant-guerre n'était effectivement surtout pas à minorer selon l'Action française. Mais si elle ne lésinait pas sur les réprobations à l'égard de la tendance majoritaire, il n'en restait pas moins qu'elle regretta vivement de la voir quitter l'Union sacrée à la fin de 1917, d'autant plus que cela marquait l'élévation irréversible du courant pacifiste « minoritaire » à la tête de la SFIO, auquel elle était encore plus opposée⁶⁵.

La tendance minoritaire était restée silencieuse dans les premiers mois de la guerre, avant de s'affirmer ouvertement à partir de la seconde moitié de 1915 suite à la participation de quelques-uns des siens aux rencontres internationales de Zimmerwald et de Kienthal où l'on discuta des perspectives de paix. Puis, le mouvement prit une certaine importance suite au refus du gouvernement Ribot d'accorder des passeports pour les participants de la conférence de Stockholm de septembre 1917. Cette rebuffade provoqua, en partie du moins, la rupture de l'ensemble des socialistes avec l'Union sacrée⁶⁶. Les principaux représentants des minoritaires étaient les « zimmerwaldiens » Alexandre Blanc, Jean-Pierre Ruffin-Dugens et Pierre Brizon, ainsi que Marcel Cachin et Jean Longuet – que l'Action française surnommait le « quart de Boche », car il était le petit-fils de Karl Marx. Les nationalistes intégraux ne firent évidemment aucun quartier à ces hommes et au groupe qu'ils représentaient.

Étant donné que les socialistes minoritaires étaient ouvertement pacifistes et antimilitaristes, l'Action française les dépeignait carrément comme des dangers à la défense nationale, voire comme des traîtres. Maurras dénonça énergiquement leur volonté de participer aux diverses conférences internationales, y voyant un risque trop évident de divulgation d'informations sensibles devant les socialistes des pays ennemis, d'autant plus que les

⁶⁵ CM, « III. 'Ne pas faire comme l'Allemagne' », *AF*, 6 janvier 1917 ; CM, « I. Les chefs socialistes – Leur place dans l'État », *AF*, 3 mars 1917 ; CM, « VI. Majorité et minorité », *AF*, 11 août 1917 ; CM, « III. La dissidence socialiste », *AF*, 17 novembre 1917 ; CM, « VI. Coalition d'irresponsables », *AF*, 15 décembre 1917.

⁶⁶ Prochasson, *op. cit.*, *passim*.

minoritaires n'étaient pas parmi les hommes politiques les plus crédibles: « [...] il est impossible de faire représenter la France [...] par des hommes dont l'ignorance et la légèreté font scandale dans nos propres assemblées », affirmait Maurras⁶⁷. L'Action française considérait donc que leur participation à ces conférences représentait en définitive une ingérence intolérable d'un parti dans un domaine qui relevait exclusivement du ressort de l'État, soit les relations internationales⁶⁸.

Au plan domestique, les nationalistes intégraux soupçonnaient les socialistes minoritaires d'être à l'origine du « cafard des tranchées » qui minait le moral des soldats, en diffusant à l'aide de divers feuilles des informations erronées dans la zone des combats et en les invitant à se soulever contre leurs commandants⁶⁹. Ils ne considéraient pas nécessairement pour autant que ces socialistes étaient directement à la solde de l'Allemagne, mais plutôt que cette dernière profitait de leur idéalisme naïf en les encourageant dans cette voie par l'entremise d'agents provocateurs⁷⁰. Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, ils étaient obsédés par l'idée que la France était noyauté par un florilège d'auxiliaires allemands – volontaires ou non –, dont il fallait se débarrasser pour assurer la victoire.

4. Les « ennemis de l'intérieur »

Aux yeux de l'Action française, les pacifistes, les anarchistes ainsi que les agents et les alliés de l'Allemagne favorisaient chacun à leur manière une défaite de la France. Elle admettait bien la nuance entre les émissaires volontaires et involontaires de l'ennemi, mais il n'en demeurait pas moins que la finalité de leurs actions restait la même et qu'elles relevaient de la trahison pure et

⁶⁷ CM, « V. La manœuvre extérieure et les partis », *AF*, 21 juillet 1917.

⁶⁸ CM, « I. La vraie question Raffin-Dugens », *AF*, 23 septembre 1916 ; CM, « I. Le refus des passeports », *AF*, 2 juin 1917 ; CM, *AF*, « III. L'invitation de Stockholm », 21 juillet 1917 ; CM, « I. Le regret de Stockholm », *AF*, 1^{er} décembre 1917.

⁶⁹ CM, « III. Contre le cafard des tranchées », *AF*, 26 août 1916 ; CM, « V. L'Humanité, l'armée, la patrie », *AF*, 14 septembre 1918.

⁷⁰ CM, « I. Nous accusons », *AF*, 9 septembre 1916 ; CM, « IV. La rencontre Czernin-Cachin », *AF*, 6 avril 1918.

simple. La nécessité de châtier ce qu'elle surnommait les « ennemis de l'intérieur », comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, fut l'un des principaux dadas des nationalistes intégraux durant la Grande Guerre.

Dans un premier temps, soit dès la veille du déclenchement de la guerre, sous l'intendance de Daudet, les nationalistes intégraux se préoccupèrent de l'espionnage et de la subversion économique allemande visant à miner la France au plan matériel. Puis, à partir de 1916 environ, ils s'activèrent plutôt contre la trahison de groupes et de personnalités françaises cherchant à saboter les efforts de la patrie par le moral et la politique, plus particulièrement Eugène Vige et son journal *Le Bonnet rouge*, le ministre de l'Intérieur Louis-Jean Malvy et le politicien radical Joseph Caillaux. Cette campagne marqua notablement le parcours de l'Action française durant la Grande Guerre, la portant au centre du jeu politique pour un temps dans la seconde moitié de 1917.

En parallèle à ces deux principales campagnes contre la trahison, l'Action française incrimina également à cet égard les éléments ouvertement pacifistes et anarchistes, mais dans une mesure plus réduite et moins uniforme. Notons tout de même que si les socialistes minoritaires faisaient partie du lot, d'autres éléments tels que Romain Rolland, Henri Barbusse pour *Le Feu*, Sébastien Faure de *Ce qu'il faut dire*, Victor Snell pour *Le Canard Enchaîné* et Victor Basch de la *Ligue des droits de l'homme* furent également cloués au pilori par les nationalistes intégraux pour leurs point de vue qui ne pouvaient à leur avis que servir l'Allemagne⁷¹.

Il convient de également souligner ici que si les Juifs étaient considérés comme les principaux « ennemis de l'intérieur » par l'Action française dans l'avant-guerre, force est de

⁷¹ CM, « IV. Romain Rolland chez les neutres », *AF*, 13 février 1914 ; CM, « IV. Marius André et Romain Rolland », *AF*, 27 mars 1915 ; CM, « V. M. Snell en manœuvre boche », *AF*, 18 novembre 1916 ; CM, « VI. La part des poilus et nos anarchos », *AF*, 14 avril 1917 ; CM, « VI. La Ligue des Droits de l'Homme », *AF*, 28 juillet 1917 ; CM, « IV. Victor Snell et ses patrons », *AF*, 11 novembre 1918.

constater que son antisémitisme, quoique toujours d'actualité, fut moins virulent entre 1914 et 1918. Une distinction fut établie durant cette période entre les « Juifs français » qui servaient la patrie et dont on reconnut de temps à autre l'apport, et les « Juifs étrangers » qui étaient suspects et menaçaient le salut de la France⁷². Les agents de l'Allemagne furent à maintes reprises dépeints comme des « juifs allemands », tandis que les anarchistes étaient décrits comme des « juifs russes »⁷³. Quant au reste des « quatre États confédérés » de Maurras, il fut peu question des francs-maçons et des protestants durant la période, l'appellation « métèques » se limitant essentiellement aux espions et agents allemands.

a. *L'espionnage et la subversion économique*

Ayant jeté la lumière dans *L'Avant-guerre* sur l'espionnage et le noyautage économique allemand en vue d'un conflit, Daudet appréhendait avec amertume, dans les semaines précédant son déclenchement, la confirmation de ses thèses, ayant le sentiment que la France souffrirait de l'indifférence de ses dirigeants à l'égard de ses avertissements⁷⁴. Une fois en guerre, le polémiste réitéra ses assertions, affirmant que les événements prouvaient que des éléments subversifs avaient préparé le terrain à une invasion de l'Allemagne. Pis encore, selon lui, les autorités ne semblaient rien faire pour stopper leur marche qui ne s'était surtout pas arrêtée une fois le conflit déclenché. Ces agents allemands veillaient froidement à anéantir les efforts français en sabotant ses leviers économiques et industriels.

⁷² Catherine Nicault, « Les 'Français israélites' et la ligue d'Action française de 1900 à 1940 », dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 189-190.

⁷³ CM, « III. 'Pour tenir' », *AF*, 31 août 1914 ; LD, « La question des Juifs russes réfractaires », *AF*, 27 novembre 1915 ; LD, « La propagande chez les neutres – Une forte gaffe », *AF*, 22 janvier 1916 ; CM, « VI. La Ligue des Droits de l'Homme », *AF*, 28 juillet 1917.

⁷⁴ LD, « Le député de Butin et l'usine allemande La Motte-Breuil », *AF*, 11 juillet 1914 ; LD, « Les aveux des espions Maggi : 'Nous sommes une entreprise allemande' », *AF*, 12 juillet 1914.

Dans ses chroniques, Daudet pointa ainsi du doigt des entreprises telles que Maggi-Kub et les Grands moulins de Corbeil – dirigés par Lucien Baumann – ainsi que des hommes tels qu'Émile Ullmann – du Comptoir national d'escompte et de la Banque d'Indochine –, Richard Heller et Hermann Von Mumm. Dans la plupart de ces cas, il alléguait que ces éléments étaient sans aucun doute à la solde du gouvernement allemand, utilisant leur naturalisation française comme un faux-fuyant⁷⁵. Malgré quelques caviardages de la censure, il martela jusqu'à l'obsession ces accusations, de telle sorte que l'Action française fut à maintes reprises menacée de poursuite par les entités et les individus ciblés. Elle les mit généralement au défi de le faire, n'attendant que cela pour étaler au grand jour les preuves qu'elles prétendaient détenir sur leur trahison⁷⁶. Les nationalistes intégraux s'attribuèrent ainsi une bonne part du mérite lorsque certains de ces éléments furent mis aux arrêts, mais les allégations de Daudet n'étaient pas toutes fondées. Les Baumann, Ullmann, Heller et Von Mumm furent bel et bien mis en examen, mais il n'en reste pas moins que la Maggi-Kub fut lavée de toute accusation en gagnant son procès en diffamation contre *L'Action française*⁷⁷. Daudet dénoncera tout au long de la guerre la subversion allemande, malgré le fait qu'à partir de la seconde moitié de 1916 et surtout durant l'été et l'automne de 1917, c'est la perspective d'une grande trahison morale et politique qui mobilisa les nationalistes intégraux.

⁷⁵ CM, « III. Les Maggi-Kub : intérêt national et particulier », *AF*, 14 novembre 1914; LD, « Des moulins d'Illkirch aux moulins de Corbeil », *AF*, 10 avril 1915 ; LD, « L'agent Ullmann à l'œuvre », *AF*, 22 mai 1915 ; LD, « Le dilemme d'Emile Ullmann », *AF*, 31 juillet 1915 ; LD, « L'espion Heller et ses assignations », *AF*, 12 février 1916 ; LD, « Un crime monstrueux d'Hermann Von Mumm », *AF*, 6 janvier 1917 ; LD, « La Maggi-Kub, ses agents, ses journaux », *AF*, 13 janvier 1917 ; LD, « L'assassinat de Reims », *AF*, 20 avril 1918 ; LD, « Fuite de 'Monsieur Richard' », *AF*, 23 mars 1918.

⁷⁶ LD, « L'aplomb de l'espionnage Maggi », *AF*, 17 avril 1915 ; LD, « Émile Ullmann et l'Espionnage allemand – De Reuschler aux Frères Kiechlé », *AF*, 26 juin 1915; LD, « Aux collègues français de l'espion Ullmann – Deuxième lettre », *AF*, 7 août 1915; LD, « Emil Ullmann en conseil de guerre – L'Union sacrée contre l'ennemi », *AF*, 25 septembre 1915.

⁷⁷ Jean-Jacques Becker, *1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1977, p. 500-507.

b. *La trahison*

Pour l'Action française, la trahison se différenciait de l'espionnage et de la subversion en ce sens que, bien qu'encouragée et financée aussi par les Allemands, elle était le fait de Français faisant profiter volontairement l'ennemi de leur position d'influence morale ou politique. En ce qui concerne cette trahison, les nationalistes intégraux incriminèrent trois personnages en particulier : Eugène Vigo, alias Miguel Almereyda du journal *Le Bonnet rouge*, le ministre de l'Intérieur Louis-Jean Malvy, ainsi que le politicien radical Joseph Caillaux. Selon Daudet, ces hommes représentaient les « trois échelons de la trahison »⁷⁸. D'autres éléments individuels et médiatiques furent également visés en parallèle par les nationalistes intégraux, qui les surnommèrent les « caillaumalvystes ».

C'est avec Vigo et son quotidien anarchiste *Le Bonnet rouge* que la campagne contre la trahison de l'Action française débuta. Mais c'est en fait la feuille d'Almereyda qui servit les premières salves. En effet, en juin 1915, elle attaqua personnellement Maurras et Daudet en les représentant, entre autres, comme des illuminés. Compte tenu du caractère diffamatoire des charges, les nationalistes intégraux portèrent la chose devant les tribunaux. L'Action française remporta cette manche alors que *Le Bonnet rouge* fut mis à l'amende et son rédacteur en chef condamné à un mois de prison⁷⁹. Les nationalistes intégraux ne firent ensuite que marginalement référence à la feuille anarchiste avant la seconde moitié de 1916, sinon qu'en mars Daudet la

⁷⁸ LD, « Après quatre ans de guerre – La France ou l'anti-France ? », *AF*, 3 août 1918.

⁷⁹ ANF F⁷ 12863/5(F/I.102-73), « Bonnet Rouge », 22 juin 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(P.P. 75), « Bonnet Rouge », 26 juin 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F1209/81), « Bonnet Rouge », 7 juillet 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F/1421-108), « Bonnet Rouge », 4 septembre 1915 ; ANF F⁷ 12863/5, *sans titre*, 15 septembre 1915 ; ANF F⁷ 13195/2(M/3873), « À l'Action française », 13 novembre 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F1209/81), « Bonnet Rouge », 7 juillet 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F/1545-119), « Procès contre le Bonnet Rouge », 5 octobre 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F/1577-126), « Procès Bonnet Rouge », 12 octobre 1915.

présenta comme l'un des « journaux austroboches » de Paris tout en la surnommant le « Torchon », un sobriquet qu'il usa dès lors plus souvent que le véritable nom⁸⁰.

Il était clair toutefois que les nationalistes intégraux cherchaient à venger leur honneur au-delà du jugement du tribunal, mais ce n'est semble-t-il pas avant la fin de l'été 1916 qu'il mirent la main sur des informations prouvant que *Le Bonnet rouge* était un instrument de la trahison⁸¹. Dans sa chronique du 9 septembre 1916, Maurras ouvrit donc la charge contre Vigo et sa publication en leur imputant d'être l'instrument des partis favorables à une défaite française⁸². Cette fois c'est le quotidien anarchiste qui poursuivit l'Action française pour diffamation, et cette dernière fut à son tour condamnée pour dommages et intérêts en avril 1917. Mais Daudet ne se gêna pas pour dénoncer le jugement en réitérant avec conviction que le clan Vigo n'était qu'une « association de malfaiteurs » et que lui ainsi que ses camarades néoroyalistes n'allaient pas en rester là⁸³.

La campagne de l'Action française contre *Le Bonnet rouge* prit un tournant dramatique en juillet 1917 alors qu'il fut révélé qu'un de ses bailleurs de fond, Émile Duval, avait été arrêté à la frontière suisse avec en sa possession un chèque provenant d'entremetteurs allemands⁸⁴. Daudet exigea alors à être entendu par les autorités, car il prétendait avoir en sa possession de plus amples informations sur la trahison de Vigo, ainsi que sur l'étendue de ses liens avec les milieux politiques et médiatiques⁸⁵. *Le Bonnet Rouge* fut suspendu indéfiniment le 17 juillet 1917, tandis que son rédacteur en chef fut mis aux arrêts le 6 août, puis retrouvé pendu dans sa cellule huit jours plus tard.

⁸⁰ LD, « La leçon de Verdun – Une Guerre totale : Eux ou nous », *AF*, 11 mars 1916.

⁸¹ Weber, *op. cit.*, p. 123.

⁸² CM, « II. Un récidiviste : Vigo », *AF*, 9 septembre 1916.

⁸³ Rédaction, « Vigo contre l'Action française », *AF*, 21 avril 1917 ; LD, « Un jugement qui offense le bon sens », *AF*, 28 avril 1917.

⁸⁴ Kupferman, *loc. cit.*, p. 136-144.

⁸⁵ LD, « Un journal de malfaiteurs – La bande à Vigo dit Almereyda », *AF*, 14 juillet 1917.

Pour l'Action française, la mort saisissante de Vigo ne devait cependant pas détourner l'attention du fait que son journal et ses alliés avaient trahi en acceptant du financement allemand pour favoriser des troubles sociaux et politiques du printemps de 1917, et qu'il était nécessaire de jeter l'éclairage sur ses ramifications pour rompre le nœud gordien de la trahison⁸⁶. Daudet était même persuadé que le rédacteur du *Bonnet rouge* ne s'était pas suicidé, mais qu'il avait été assassiné pour éviter qu'il ne fasse des révélations sur l'étendue de la félonie dans le monde politique, plus particulièrement dans l'entourage de Malvy et Caillaux⁸⁷. D'après l'Action française, celui qui avait été ministre de l'Intérieur dans les trois premiers quarts de la guerre se trouvait au second échelon de cette trahison, jouant les entremetteurs et mimant une incurie involontaire pour se couvrir.

Jusqu'à cette période trouble, les nationalistes intégraux ne firent que très peu référence Malvy, se contentant de saluer sa décision de ne pas mettre en application le « Carnet B » au déclenchement de la guerre comme un acte de patriotisme et de l'appeler à plus de poigne face à l'espionnage et la subversion⁸⁸. Dans les suites de l'arrestation de Duval, Daudet et Maurras le taxèrent toutefois d'insouciance ainsi que de complaisance et de tenter d'étouffer l'affaire⁸⁹. Par contre, conformément à leurs principes, les nationalistes intégraux n'attaquèrent pas de front celui qui était ministre l'Intérieur avant sa démission du 25 août 1917 mais on l'accusa par la suite de s'être servi de sa position pour favoriser le défaitisme et la trahison en prenant pour

⁸⁶ CM, « VIII. Le mystère Almercyda », *AF*, 18 août 1917; LD, « Encore la bande du 'Torchon' », *AF*, 25 août 1917; LD, « Ouvrez donc les deux abcès », *AF*, 1^{er} septembre 1917.

⁸⁷ LD, « L'assassinat d'Almercyda », *AF*, 22 décembre 1917; LD, « Une trahison de trois années », *AF*, 11 mai 1918.

⁸⁸ LD, « Deux mots de réponse à M. Malvy », *AF*, 25 mars 1916.

⁸⁹ CM, « III. Et les intérêts de la France ? », *AF*, 4 août 1917. Sur la non application du « Carnet B » et ses conséquences à moyen terme voir Becker, *op. cit.*, p. 379-400.

preuve sa complaisance à l'égard de Duval et de Vigo dont les attaches avec l'Allemagne semblaient incontestables⁹⁰.

À la fin de septembre 1917, Daudet prétendait avoir mis la main sur les preuves de la trahison de Malvy et les avoir transmises au président Poincaré. Il était on ne peut plus confiant à cet égard : « Je répète que M. Malvy et ses collaborateurs ne peuvent plus récuser l'ensemble de documents DIVERS, ÉCRASANTS, FOUROYANTS, FORMIDABLES, qui sont dans la connaissance et dans la possession à l'heure actuelle des personnes les plus qualifiées au Sénat et à la Chambre⁹¹ ». Ces allégations provoquèrent une effervescence politique sur laquelle nous reviendrons plus loin. Pour l'instant, soulignons que, suite à l'avènement de Clemenceau, Malvy fut porté en Haute Cour devant ses pairs parlementaires. Malgré la nature du procès, les nationalistes intégraux étaient confiants que toute la lumière serait enfin faite, d'autant plus que Daudet fut appelé à témoigner pour défendre ses allégations. Aux yeux de Maurras, les juges n'avaient que deux choix : soit Malvy était un traître, soit Daudet avait calomnié⁹². Malvy fut finalement banni pour incurie et négligence, et les nationalistes intégraux se désolèrent qu'il ne fût pas condamné pour trahison⁹³.

L'Action française soutenait que l'ancien ministre de l'Intérieur avait été délibérément négligent envers les agents de l'Allemagne tels Duval, tout en finançant secrètement *Le Bonnet rouge* jusqu'en mars 1917 ainsi que divers autres mouvements et organes anarchistes et pacifistes. Par le fait même, Malvy aurait favorisé les désordres sociaux et les mutineries du printemps, et mis des informations sensibles à la disposition des Allemands, plus particulièrement quant à

⁹⁰ CM, « III. Le sillon de l'étranglé », *AF*, 1^{er} septembre 1917 ; CM, « VI. Les ministères de parti », *AF*, 22 septembre 1917 ; CM, « III. La séance de jeudi », *AF*, 6 octobre 1917.

⁹¹ LD, « Le cas Malvy et l'affaire Bolo », *AF*, 29 septembre 1917. En majuscule dans le texte.

⁹² LD, « La justice en famille – Malvy lavé par les camarades », *AF*, 24 novembre 1917 ; CM, « II. Dans l'affaire Malvy : la question et les questions », *AF*, 24 novembre 1917 ; LD, « Devant la Haute-Cour – Toute la lumière », *AF*, 5 janvier 1918 ; Maurice Talmeyr, « À la Haute-Cour – L'Accusateur », *AF*, 20 juillet 1918.

⁹³ CM, « VI. Le banni en Espagne », *AF*, 10 août 1918 ; LD, « Plutôt que la libération du territoire la liberté de Caillaux ! », *AF*, 31 août 1918.

l'offensive du chemin des Dames. Les nationalistes intégraux voyaient dans toute cette affaire une trahison érigée en système pour favoriser un rapprochement franco-allemand, un système sur lequel Caillaux veillait⁹⁴.

Personnage marquant et controversé de l'histoire de la politique française de l'avant-guerre, Caillaux n'était pas tenu en odeur de sainteté par l'Action française. Les nationalistes intégraux lui reprochaient sa politique conciliante à l'égard de l'Allemagne lors de la seconde crise marocaine et le percevaient comme l'archétype du politicien républicain opportuniste, tandis que sa crédibilité avait été entachée par l'assassinat commis par sa femme du rédacteur en chef Gaston Calmette du *Figaro* à l'hiver 1914⁹⁵. Comme pour Malvy, l'Action française ne fit pas grand cas de son parcours avant l'été 1917, mais laissa néanmoins entendre dès 1915 que Caillaux était proche des milieux proallemands⁹⁶.

À compter du printemps de 1917, l'Action française souligna à gros traits cette perspective en alléguant ouvertement que Caillaux travaillait pour l'Allemagne à inculquer un défaitisme déguisé en pacifisme au monde politique et médiatique, et qu'il avait, à cette fin, fait main basse sur le *Bonnet Rouge* et le ministère de l'Intérieur⁹⁷. Pour Maurras, l'ancien président du Conseil avait toujours travaillé pour les Allemands et la Grande Guerre représentait pour lui l'aboutissement d'un long processus : « M. Caillaux n'est pas l'homme de la paix. M. Caillaux est l'homme de la guerre. Il l'était bien avant 1914, quand, dans tous les ministères dont il fit

⁹⁴ CM, « II. Le démontré, le démontrable », *AF*, 24 novembre 1917; LD, « Les affaires de trahison et la Haute Cour », *AF*, 8 décembre 1917; LD, « La trahison innombrable de Malvy – L'affaire d'Embrun », *AF*, 9 février 1918; LD, « La vie privée de Malvy-Allemand », *AF*, 9 mars 1918; LD, « La vérité sur les passeports du 'Bonnet Rouge' », *AF*, 4 mai 1918; LD, « Une trahison de trois années », *AF*, 11 mai 1918; CM, « IV. 'Une politique d'intelligence avec l'ennemi' », *AF*, 13 juillet 1918; LD, « Après quatre ans de guerre – La France ou l'anti-France ? », *AF*, 3 août 1918.

⁹⁵ Weber, *op. cit.*, p. 109.

⁹⁶ LD, « L'enjeu du Boche Emile Ullmann », *AF*, 19 juin 1915; CM, « I. M. Caillaux contre les riches », *AF*, 27 novembre 1915; LD, « Sa défense par M. Hély d'Oissel », *AF*, 5 juin 1915.

⁹⁷ CM, « II. Les héros et les infâmes », *AF*, 24 mars 1917; LD, « Le redoublement de l'espionnage allemand », *AF*, 14 avril 1917; CM, « II. Les ennemis de la Part du Combattant », *AF*, 12 mai 1917; CM, « VI. La nouvelle justice », *AF*, 30 juin 1917.

partie – en 1900, en 1906, en 1911 – il s’appliquait, il s’efforçait au démantèlement de la France⁹⁸ ». Dans cette optique, l’Action française se dressa à la perspective de voir Caillaux intégrer ou prendre la tête d’un gouvernement. Il était possible d’après Daudet d’éviter cela en jetant toute la lumière sur l’étendue de sa trahison : « L’heure Caillaux marquerait la fin du pays. L’heure Caillaux ne sonnera pas si nous montrons au pays ses dangers⁹⁹ ». Avec la mort de Vigo et la démission de Malvy ainsi que les révélations qui s’ensuivirent, il apparaissait d’autant plus clair qu’il était la tête dirigeante de la trahison qui grugeait les chances de victoire de la France. Mis aux arrêts suite à l’avènement de Clemenceau pour intelligence avec l’ennemi, Caillaux avait été incontestablement le « lien géométrique de la trahison » aux yeux de Daudet¹⁰⁰.

Mais si Vigo et son *Bonnet rouge* ainsi que Malvy semblaient avoir été les principaux instruments de la trahison de Caillaux aux yeux des nationalistes intégraux, ceux-ci n’étaient, semble-t-il, que la pointe saillante d’un réseau tentaculaire. Des traîtres et des agents provocateurs à la solde de l’Allemagne se trouvaient dans toutes les sphères de la société, que ce soit dans le monde des finances, des médias et du militantisme politique de tout acabit. Daudet a surnommé dans un premier ce groupe plus ou moins formel « clan des Ya » ; suite aux mises en accusation de Malvy et Caillaux, il les rebaptisa « caillaumalvystes ».

Au premier chef, l’Action française dénonça les financiers de la trahison, tels Gunsburg, Bolo Pacha, Ullmann et Landau, qu’elle avait également impliqués dans la subversion

⁹⁸ CM, « III. Homme de paix ou de guerre », *AF*, 15 décembre 1917.

⁹⁹ LD, « L’heure Caillaux ? », *AF*, 2 juin 1917.

¹⁰⁰ CM, « VI. Vers le paradis des espions et la sécurité des traîtres », *AF*, 21 juillet 1917 ; CM, « V. ‘Le meilleur des Français’ », *AF*, 27 octobre 1917 ; LD, « Les camarades contre la nation », *AF*, 15 décembre 1917 ; CM, « I. Question sur les journaux de Caillaux », *AF*, 5 janvier 1918 ; LD, « Une trahison de trois années », *AF*, 11 mai 1918 ; LD, « Caillaux et Malvy se croyaient maîtres de tout », *AF*, 27 juillet 1918 ; LD, « Plutôt que la libération du territoire la liberté de Caillaux ! », *AF*, 31 août 1918 ; LD, « Le synchronisme de la guerre – Le procès Caillaux », *AF*, 26 octobre 1918.

économique allemande dans la première partie du conflit¹⁰¹. Elle s'en prit plus largement à divers organes de presse à qui elle imputait de soutenir la trahison, voire de n'exister que pour la propager. Des quotidiens, tels *L'Œuvre*, *Le Pays*, *Les Carnets de la Semaine*, *La Vérité* et *L'Éclair*, ainsi que leurs rédacteurs, tels Gustave Téry, Albert Dubarry et Ernest Judet, faisaient l'objet de ces imputations des nationalistes intégraux¹⁰². Daudet leur reprochait, en outre, de défendre coûte que coûte les traîtres contre les allégations de l'Action française, tout en faisant fi des contradictions : « Après avoir affirmé qu'il n'y a RIEN [...] dans les accusations portées par moi contre leur homme, ils tartinent chaque jour sur douze colonnes, à travers cinq ou six journaux, pour discuter à perte de vue sur l'origine de ce RIEN et la constitution de ce NÉANT¹⁰³ ». Maurras ne se formalisait cependant pas trop de ces attaques, affirmant que c'était le tribut à payer pour être patriote : « Contre le battement de la houle anarchique et antinationale, l'Action française constitue un barrage avancé que les extrémistes jugent nécessaire d'emporter le premier¹⁰⁴ ».

Au demeurant, si l'on regarde l'ensemble, l'exactitude des imputations de trahison de l'Action française est plutôt contrastée. Tandis que les assertions des nationalistes intégraux à

¹⁰¹ LD, « Le dilemme d'Emile Ullmann », *AF*, 31 juillet 1915 ; LD, « La bande du 'Torchon' – Landau prit sur le fait », *AF*, 8 septembre 1917 ; LD, « Vigo et Cahen à Marseille, Landau en Aginon », *AF*, 22 septembre 1917 ; LD, « Le cas Malvy et l'affaire Bolo », *AF*, 29 septembre 1917 ; LD, « Je fais mon Devoir – Le complot contre la France », *AF*, 15 octobre 1917 ; LD, « La preuve de trahison de Bolo », *AF*, 1^{er} décembre 1917 ; CM, « V. Imprudence et défaillance », *AF*, 22 décembre 1917 ; LD, « Après l'arrêt », *AF*, 16 février 1918 ; CM, « II. L'occasion des crimes », *AF*, 16 février 1918.

¹⁰² LDM, « Le pied romain de Judet et l'alliance italienne », *AF*, 19 juin 1915 ; LD, « L'Œuvre de Téry et les Maggi-Kub », *AF*, 18 décembre 1915 ; LD, « La Maggi-Kub, ses agents, ses journaux », *AF*, 13 janvier 1917 ; LD, « La presse défaitiste à Paris – Albert Dubarry à la Guadeloupe », *AF*, 21 juillet 1917 ; LD, « Le 'fonctionnaire' au défaitiste 'Pays' – Encore et toujours Albert Dubarry », *AF*, 18 août 1917 ; LD, « Réponse à quelques drôles », *AF*, 15 octobre 1917 ; LD, « Aux drôles du 'Pays' », *AF*, 27 octobre 1917 ; LD, « Pour les drôles du 'Pays' », *AF*, 3 novembre 1917 ; LD, « L'offensive caillautiste », *AF*, 15 juin 1918 ; LD, « Ceux qui misent sur la défaite », *AF*, 22 juin 1918 ; Rédaction, « Deux ennemis de l'Action française », *AF*, 14 septembre 1918 ; LD, « Le synchronisme de la guerre – Le procès Caillaux », *AF*, 26 octobre 1918 ; LD, « Les scribes de Caillaux », *AF*, 2 novembre 1918.

¹⁰³ LD, « Au clan Malvy-Caillaux – L'inquiétude augmente », *AF*, 12 janvier 1918. En majuscule dans le texte.

¹⁰⁴ CM, « VI. Encore l'absurde complot », *AF*, 2 février 1918.

l'égard du *Bonnet rouge* étaient plutôt fondées¹⁰⁵, celles à l'égard de Malvy l'étaient plus ou moins. Le ministre de l'Intérieur avait bel et bien subventionné la feuille de Vigo, mais seulement pour s'assurer qu'il reste patriote. À mesure que *Le Bonnet rouge* redevint pacifiste et anarchiste, Malvy lui coupa lui les fonds. Il a cependant quelque peu péché par incurie à l'égard de l'évidence de la trahison de Vigo et de son entourage¹⁰⁶. Quant à Caillaux, celui-ci aurait plutôt été un pacifiste imprudent qui s'est fourvoyé dans ses calculs politiques. Il aurait effectivement tissé des liens plus ou moins formels avec des milieux favorables à la paix et anarchistes. De même, il souhaitait bel et bien parvenir au pouvoir à l'aide de la gauche pour mettre fin au conflit, mais ni la défaite ni la paix blanche n'étaient à son ordre du jour. Caillaux aurait toutefois erré en croyant qu'un mouvement pacifiste analogue se trouvait en Allemagne ainsi qu'en laissant ses alliés s'en prendre ouvertement aux nationalistes pour ramener l'Union sacrée à gauche¹⁰⁷.

Selon Alfred Kupferman, environ quarante-trois espions auraient tout de même été condamnés suite à une dénonciation par Daudet¹⁰⁸. Mais pour Jean-Baptiste Duroselle, si l'Action française a eu le mérite d'être l'une des premières à sonner l'alarme, ses attaques étaient toutefois trop souvent imprécises et violentes, ce qui mina leur efficacité avant que Clemenceau ne prenne les choses en main¹⁰⁹. À la décharge des nationalistes intégraux, il faut tout de même dire que la peur et la dénonciation des espions, puis des traîtres, furent un lieu très commun dans la presse française de la Grande Guerre. Elles étaient la résultante de la logique de la guerre totale qui s'était installée à mesure que le conflit s'étira¹¹⁰.

Enfin, vu la justesse de certaines des accusations de trahison de l'Action française, il convient de se demander comment un tel mouvement pouvait être aussi informé. Ses sources

¹⁰⁵ Christophe Charle, *Le Siècle de la Presse (1830-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, p. 235.

¹⁰⁶ Weber, *op. cit.*, p. 126-127.

¹⁰⁷ Jean-Claude Allain, *Joseph Caillaux, l'oracle. 1914-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1981, p. 68-130.

¹⁰⁸ Kupferman, *op. cit.*, p. 124-129.

¹⁰⁹ Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les Français. 1914-1920*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, p. 188-202.

¹¹⁰ Gundula Bavendum, « L'ennemi chez soi », dans Audoin-Rouzeau et Becker, *op. cit.*, p. 751-757.

étaient de nature multiple, allant de gens travaillant dans les contrôles postaux à de simples lecteurs du quotidien faisant parvenir un courrier abondant, surtout dans la seconde moitié de 1917. Des militaires ainsi que des policiers et des agents rebelles du ministère de l'Intérieur, comme par exemple le lieutenant Charles Baudier – chef du second bureau des renseignements de l'État-major du commandement de Paris –, étaient cependant les indicateurs les plus instructifs des nationalistes intégraux. À l'instar de ces derniers, ces individus étaient découragés par la mollesse des autorités à l'égard de la trahison et craignait une défaite si ce problème n'était pas pris en main promptement¹¹¹.

5. Au cœur de la crise politique de l'automne 1917 : le « complot des panoplies »

Dans la foulée de sa croisade contre Vigo, Malvy et Caillaux ainsi que leurs alliés, l'Action française s'est retrouvée au centre de l'agitation politique qui a marqué l'automne 1917, de la démission du second en août jusqu'à l'accession de Clemenceau à la présidence du Conseil en novembre. Daudet, qui disait détenir les preuves sur l'étendue de la trahison dans les milieux politiques, fit parvenir à la fin de septembre une lettre au président Poincaré dans laquelle il énumérait ses accusations contre Malvy ainsi que son entourage et demandait d'être entendu par les autorités compétentes¹¹².

Il fut donc reçu en audience le 1^{er} octobre, avec Maurras, par le président du Conseil d'alors, Painlevé, en présence du ministre de l'Intérieur Théodore Steeg et du garde des Sceaux Raoul Péret. Si les deux hommes néoroyalistes pensèrent d'abord être reçus pour exposer leurs

¹¹¹ CM, « VI. À 'L'Action française' », *AF*, 15 juin 1918; CM, « III. Les 'effets' de la défense », *AF*, 20 juillet 1918; ANF F⁷ 12863/5(F/1830-151), « Finances de l'Action française », 7 décembre 1915; Dimier, *op. cit.*, p. 263-264; Kupferman, *op. cit.*, p. 125-128; Olivier Forcade, « Les milieux militaires et l'Action française de 1898 à 1940 », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 139-140; Olivier Lahaie, « À propos des jugements portés par Charles Maurras sur l'affaire Dreyfus, l'armée française et ses services de renseignement dans Au signe de Flore », dans Georges-Henri Soutou et Martin Motte (dir.), *Entre la vieille et la seule France : Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*. Paris, Economica, 2010, p. 272-275; Weber, *op. cit.*, p. 124.

¹¹² LD, « Le cas Malvy et l'affaire Bolo », *AF*, 29 septembre 1917.

thèses, il semblerait qu'ils furent plutôt invités à cesser d'alarmer le public avec leurs allégations et à faire confiance aux autorités¹¹³. Cependant, Painlevé décida le 5 octobre de révéler en Chambre le contenu de la lettre de Daudet pour que Malvy puisse se défendre de ces accusations, mais cela eut pour effet de provoquer des remous considérables alors que les parlementaires furent terriblement divisés quant à l'approche à adopter face à ces imputations. L'Action française rejeta le lendemain toute responsabilité dans cette agitation politique, dans la mesure où elle avait fait parvenir une lettre justement pour éviter un tel dénouement, tandis que Daudet – qui se retrouvait au centre de la tourmente – ne demandait pas mieux qu'à défendre ses imputations¹¹⁴. Le 7 octobre, *L'Action française* était suspendue jusqu'au 14. À leur retour, les nationalistes intégraux se défendirent d'avoir tenté de porter un coup contre le gouvernement, tandis que Maurras y voyait plutôt une tentative de le mettre, lui et ses camarades, au pas¹¹⁵. Daudet réitéra de nouveau ses prétextes, tout en mettant au défi ses adversaires : « J'ai agi, non en partisan, mais en Français, au moment choisi par moi [...] L'appareil effraye ceux qui ont quelque chose à se reprocher¹¹⁶ ».

Le 27 octobre au soir, une descente de la Sûreté générale eut lieu dans les locaux de la rédaction et de la ligue de l'Action française à Paris et en province, ainsi qu'aux domiciles des principaux dirigeants du mouvement. Des papiers contenant les noms de divers officiers favorables au nationalisme intégral et des plans de coup d'État ainsi qu'un nombre substantiel d'armes ont été alors saisis par les autorités. Une instruction fut ouverte et l'Action française fut

¹¹³ ANF F⁷ 13195/2(F/2498), « Au sujet de Léon Daudet », 3 octobre 1917.

¹¹⁴ CM, « II. Pour le moral du pays », *AF*, 6 octobre 1917 ; CM, « Je fais mon devoir », *AF*, 6 octobre 1917.

¹¹⁵ Rédaction, « 'L'Action française' avait raison – Le tableau de Léon Daudet », *AF*, 16 octobre 1917 ; CM, « II. L'acte de Léon Daudet : Inscriptions murales, jugements réfléchis / IV. Notre suspension », *AF*, 15 octobre 1917.

¹¹⁶ CM, « Confiance invincible », *AF*, 20 octobre 1917.

accusée d'attentat contre l'ordre public, tandis que Maurras et Daudet furent mis en garde à vue. Un non-lieu fut toutefois prononcé dès le 2 novembre¹¹⁷.

Les nationalistes intégraux parlèrent alors d'un « absurde complot policier », d'autant plus qu'une grande partie des armes saisies était antiques et décoratives, et l'affaire fut ainsi décrite comme le « complot des panoplies »¹¹⁸. Relatant les événements deux mois plus tard, Maurras admettait que des papiers semblant à première vue compromettants aient pu être trouvés. Mais il soutenait que les plans de coup d'État dataient des combats d'avant-guerre, tandis que les listes d'officiers et les armes n'étaient qu'une précaution face à la montée de l'anarchisme. Faisant d'une pierre deux coups, Daudet et Maurras estimaient également que le complot policier contre l'Action française avait été ourdi par les alliés de Caillaux qui cherchaient à mettre la main sur les preuves de leur propre trahison¹¹⁹. La demi-mesure des autorités à l'égard des nationalistes intégraux et le rejet rapide des poursuites juridiques pouvaient laisser croire à l'intrigue¹²⁰. À cet égard, Jean-Claude Allain a relevé que Caillaux comptait effectivement se servir d'une neutralisation politique de l'Action française pour ramener l'Union sacrée vers la gauche et être appelé à la présidence du conseil. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ait intégralement monté un complot contre les nationalistes intégraux, mais il ne l'aurait pas découragé¹²¹.

Il est aussi possible de se demander si le ministère de l'Intérieur n'attendait pas le bon moment pour se jeter sur l'Action française, puisqu'il savait depuis le début de la guerre qu'elle

¹¹⁷ *Almanach de l'Action française – 1918*, Paris, 1918, p. 57-70.

¹¹⁸ CM, « La farce et le sérieux », *AF*, 29 octobre 1917 ; Rédaction, « L'absurde complot policier », *AF*, 10 novembre 1917.

¹¹⁹ CM, « I. Caillaux et nous », *AF*, 5 janvier 1918 ; CM, « I. Les prétendues 'fiches' de l'Action française – Crime de Plateau », *AF*, 26 janvier 1918 ; CM, « Le synchronisme de la guerre – Le procès de Caillaux », *AF*, 26 octobre 1918.

¹²⁰ François Goguel, *La politique des partis sous la III^e République*, Paris, Éditions du Seuil, 1958 [1946], p. 159-160 ; Frédéric Monier, *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, Éditions La Découverte, 1998, p. 95-96.

¹²¹ Allain, *op. cit.*, p. 127-129.

avait des plans de subversion dans ses tiroirs¹²². Un mouchard de la Sûreté générale avait également trouvé une note militaire secrète sur le bureau de Maurras au début de l'automne 1917. Le rapport en question innocentait le général Nivelles pour les ratés connus lors de l'offensive du 16 avril 1917 et inculpait plutôt Ribot et son ministre de la Guerre Painlevé pour avoir limité sa force de frappe¹²³. Cela pourrait expliquer non seulement la descente des autorités dans les locaux de l'Action française, mais aussi le retournement brusque du point de vue de cette dernière à l'égard des deux hommes de gouvernement incriminés dans le rapport.

En définitive, la lecture de la lettre de Daudet en Chambre ainsi que l'opération policière avortée contre l'Action française auraient occasionné les débats passionnés qui ont mené éventuellement à la désagrégation de la coalition gouvernementale de Painlevé¹²⁴. Ainsi, à leur corps défendant, les nationalistes intégraux obtinrent la déchéance d'un homme qui les avait pris en grippe, mais dont ils ne pouvaient exiger la démission, compte tenu du devoir de réserve qu'ils s'étaient imposés. À cet égard, Martha Hanna souligne que les politiciens républicains avaient bien raison de se méfier des attaques de Daudet qui, en leur conférant l'étiquette d'agents de l'ennemi, attaquait en fait la République¹²⁵. Dans la même veine, Weber a souligné que si les nationalistes intégraux s'en sont tirés avec chance de toute cette histoire, ils ont toutefois discrédité leur propre force en vilipendant les attaques la visant, dont la descente¹²⁶. Tout cela démontre une fois de plus que l'Union sacrée n'était pas un marché de dupes. La trêve des

¹²² ANF F⁷ 12863/5(F/1141-79), « Possible gouvernement de l'Action française », 2 juillet 1915 ; ANF F⁷ 12854(59-76), *sans titre*, 12 juillet 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(P.P. 103), « Déplacement de documents », 26 août 1915 ; ANF F⁷ 13195/2(M/3332), « À l'Action française », 4 juin 1915.

¹²³ ANF F⁷ 13195/2(F/4267), *sans titre*, 1^{er} octobre 1917.

¹²⁴ Jean Garrigues, « Le moment parlementaire de l'Action française : 1919-1924 », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 243-244 ; Weber, *op. cit.*, p. 128-129.

¹²⁵ Martha Hanna, « Contre Kant et la *Kultur*. La critique culturelle de l'Action française pendant la Grande Guerre » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam, dir., *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, p. 128.

¹²⁶ Weber, *op. cit.*, p. 128-129.

combats politiques n'interdisait clairement pas la continuation des débats et le maintien de la méfiance réciproque entre les divers acteurs la vie politique française.

6. *À droite*

L'énergie qu'a mise l'Action française à dénoncer les faiblesses patriotiques et la trahison d'une multitude de personnalités politiques durant la Grande Guerre ne doit pas cacher le fait que les nationalistes intégraux avaient en contrepartie bien des affinités de principe avec une certaine part du monde sociopolitique de la période. Bien qu'elle ait moins insisté sur ces liens que sur les dangers de la partisanerie politique et de la félonie, l'Action française souligna à maintes occasions sa fraternité avec les nationalistes et conservateurs, les catholiques ainsi que les royalistes. Cette sympathie n'était cependant pas totale, puisque les nationalistes intégraux exprimèrent aussi parfois des désaccords avec ces ensembles politiques, mais qui n'étaient toutefois pas fondamentaux. Elle n'était pas nécessairement réciproque non plus, dans la mesure où certains estimaient n'avoir aucune affinité avec l'Action française, comme par exemple dans le monde militaire¹²⁷ – sur lequel il n'est pas nécessairement utile de s'étendre.

Le point de vue des nationalistes intégraux à l'égard du reste de la droite exige un minimum d'attention de notre part. Son examen met en exergue la singularité des néoroyalistes dans le monde politique française, qui était toutefois tempérée par leur volonté de rallier le plus grand nombre. De même, cela jette la lumière sur le caractère de charnière de la Grande Guerre dans l'histoire de l'Action française.

¹²⁷ Forcade, *loc. cit.*, p. 121-130.

a. *Conservateurs et nationalistes républicains*

Au premier coup d'œil, l'unisson de l'Action française ainsi que des politiques conservateurs et nationalistes républicains durant la Grande Guerre apparaît évidente. Entre 1914 et 1918, la droite française et ses différents organes appuyèrent obstinément les gouvernements, véhiculèrent un discours chauvin, critiquèrent les éléments au patriotisme indolent ou défaillant et défendirent l'idée selon laquelle l'Allemagne allait devoir payer chèrement le tort délibérément causé à la France. Les parlementaires conservateurs et nationalistes ne s'opposèrent qu'à une seule reprise à un gouvernement, soit celui de Painlevé¹²⁸.

Tout au long de la guerre, Daudet et Maurras signalèrent les bons coups de parlementaires et sénateurs conservateurs et nationalistes tels que Jean Ybarnégaray, Charles Benoist, et Adrien Gaudin de Villaine, ainsi que de journaux comme *L'Intransigeant* et *L'Écho de Paris*, tout en se montrant satisfaits qu'ils donnent un écho à la part du combattant et à la lutte contre la trahison¹²⁹. Parmi les hommes nationalistes et conservateurs français, c'est certainement avec Maurice Barrès que l'Action française marqua le plus ses sympathies et son admiration durant la Grande Guerre. Bien que Maurras fût déçu que l'auteur du *Roman de l'énergie nationale* n'ait jamais voulu adhérer au royalisme¹³⁰, l'Action française réverbéra avec satisfaction ses discours patriotiques en Chambre ainsi que sa campagne pour faire des célébrations du souvenir de Jeanne d'Arc une fête nationale¹³¹. Il semblerait de plus que Barrès servit d'entremetteur entre les nationalistes

¹²⁸ Becker, *1914...*, p. 376-379. *Ibid.*, p. 439-447.

¹²⁹ CM, « M. Gaudin de Villaine contre l'espionnage Maggi », *AF*, 15 août 1915 ; CM, « Deux mots de réponse à M. Malvy », *AF*, 25 mars 1916 ; CM, « I. Union sacrée renouvelée », *AF*, 24 juin 1916 ; Rédaction, « Échos », *AF*, 21 avril 1917 ; CM, « III. La séance de jeudi », *AF*, 6 octobre 1917.

¹³⁰ Bertrand Joly, « Les ligues nationalistes et l'Action française : un héritage subi et rejeté », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 96.

¹³¹ CM, « II. Manquons-nous d'imagination ? », *AF*, 27 novembre 1914 ; CM, « II. La séance de mardi », *AF*, 19 décembre 1914 ; Henri Vaugeois, « Colette Baudoche », *AF*, 8 mai 1915 ; CM, « IV. Le combattant et nos campagnes », *AF*, 19 janvier 1916 ; CM, « VI. La Part du combattant, la Caisse de primes militaires et le patriotisme », *AF*, 7 mars 1917 ; CM, « Le redoublement de l'espionnage allemand », *AF*, 14 avril 1917.

intégraux et le président Poincaré¹³². À l'avenant, si l'Action française témoignait publiquement de ses affinités avec la droite nationaliste et conservatrice, c'est qu'elle tentait également de profiter de la guerre pour la récupérer à son profit. Néanmoins, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, ces tentatives furent bien vaines.

b. Les catholiques

Depuis les années 1900, l'étroitesse des liens entre l'Action française et certains milieux catholiques était de notoriété publique. Non seulement l'idéologie traditionaliste du nationalisme intégral répondait aux aspirations des catholiques conservateurs, mais ses principaux tutélaires avaient défendu avec énergie l'Église française contre les politiques anticléricales du régime républicain dans la foulée de la loi sur la séparation de l'Église et de l'État de 1905 et de la querelle des Inventaires qui s'ensuivit. À l'aube de la Grande Guerre, l'Action française se posait ainsi parmi principaux défenseurs du pape en France¹³³, et elle maintint cette position entre 1914 et 1918.

D'abord, les nationalistes intégraux défendirent activement les prêtres et les personnalités catholiques qui avaient affirmé le caractère expiatoire de la guerre quant aux péchés anticléricaux des Français. Les nationalistes intégraux dénoncèrent ainsi la diffusion de cette « rumeur infâme » qui soutenait les catholiques souhaitaient une défaite de la France, inculpant à cet égard des quotidiens tels que *L'Humanité*, *La Dépêche de Toulouse*, *Le Populaire du Centre* et *L'Œuvre* ainsi que divers politiciens socialistes et radicaux¹³⁴. De même, l'Action française

¹³² Kupferman, *op. cit.*, p. 128-136.

¹³³ Jacques Prévotat, « Les milieux catholiques d'Action française », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 157-172.

¹³⁴ Maurice Pujo, « Infamies », *AF*, 3 septembre 1914 ; LDM, « Une honte », *AF*, 3 octobre 1914 ; LDM, « Œuvre de division », *AF*, 21 novembre 1914 ; LDM, « La prétendue campagne cléricale », *AF*, 23 janvier 1915 ; LDM, « Les prêtres et le service armée », *AF*, 27 novembre 1915 ; LDM, « Contre la presse anticléricale – Procès gagné par l'évêque de Limoges », *AF*, 19 février 1916 ; CM, « La rumeur infâme (suite du défi relevé) », *AF*, 26 février 1916 ; CM, « V. Les jésuites français », *AF*, 11 mars 1916.

déplore la recrudescence graduelle de l'antycléricalisme républicain suite à l'accalmie causée par l'effervescence initiale de l'Union sacrée¹³⁵.

Elle s'évertua également à défendre les appels et les prises de position du Saint-Siège quant au conflit, puisqu'elle estimait qu'il était impossible d'ignorer l'autorité morale de la « seule internationale qui tienne ». Elle nia ainsi que le pape Benoît XV puisse être germanophile et affirma que c'était plutôt le régime républicain qui n'aidait en rien la cause de la France en n'ayant pas de relations officielles avec le Vatican¹³⁶. Il n'empêche que, comme l'a souligné Jacques Prévotat, l'offre de paix du pape en août 1917 a placé les nationalistes intégraux dans l'embarras. L'Action française récusait finalement habilement cette initiative papale, au nom du gallicanisme traditionnel de la monarchie en France, tout en louant son intention morale¹³⁷.

Dans cette défense à tout prix des catholiques et du pape par les nationalistes intégraux, ce n'était pas seulement les principes qui guidaient les nationalistes intégraux, mais aussi une question de politique. En effet, l'Action française était depuis le début de 1914 sous la menace d'une condamnation papale et une mise à l'Index de ses publications. Aux yeux de certains prélats français et de la papauté, les nationalistes intégraux faisaient une utilisation beaucoup trop politique du catholicisme, d'autant plus qu'il était évident que Maurras prisait l'Église non pas d'un point de vue spirituel, mais plutôt comme un modèle d'organisation sociale¹³⁸. La défense des catholiques français et du Vatican contre les idées et les actes anticléricaux de la Grande

¹³⁵ CM, « III. Le pape, la guerre, la paix », *AF*, 31 octobre 1914 ; LDM, « La prétendue campagne cléricale », *AF*, 23 janvier 1915 ; LDM, « Pitoyable ! », *AF*, 16 octobre 1915 ; LDM, « L'affaire de Montalieu », *AF*, 6 novembre 1915 ; LDM, « Dénouement de l'affaire de Montalieu », *AF*, 13 novembre 1915 ; CM, « IV. La religion en France », *AF*, 8 avril 1916 ; CM, « IV. Cléricaux et anti-cléricaux – Traductions et confusions », *AF*, 21 octobre 1916 ; LDM, « La manœuvre boche et le Sacré-Cœur », *AF*, 8 juin 1918.

¹³⁶ Henri Vaugeois, « Pie X et notre force », *AF*, 21 août 1914 ; JB, « La papauté et l'Europe », *AF*, 22 août 1914 ; CM, « I. Le corps diplomatique au Vatican », *AF*, 8 septembre 1914 ; CM, « IV. La seule internationale qui tienne », *AF*, 9 janvier 1915 ; LDM, « À propos de la paix », *AF*, 30 juin 1917 ; LDM, « La note pontificale et l'opinion », *AF*, 18 août 1917 ; LDM, « La note pontificale et le pape roi », *AF*, 25 août 1917 ; LDM, « Le pape et la paix », *AF*, 15 septembre 1917 ; LDM, « Le Pape et le futur Congrès », *AF*, 15 décembre 1917.

¹³⁷ Jacques Prévotat, *Les catholiques et l'Action française : histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001, p. 204-206.

¹³⁸ *Ibid.*, « Les milieux catholiques... », *loc. cit.*, p. 170.

Guerre apparaissait ainsi comme une occasion en or pour évacuer cette « perception d'impiété » à l'égard des nationalistes intégraux¹³⁹.

c. *Les royalistes*

À l'aube de la Grande Guerre, tous les partisans d'une restauration de la monarchie en France n'étaient pas nécessairement des nationalistes intégraux. Cependant, depuis 1911, suite à une lutte de pouvoir avec la vieille garde légitimiste et orléaniste, l'Action française était devenue la représentante officielle du prétendant au trône en France, Philippe, duc d'Orléans¹⁴⁰. Plusieurs « vieux royalistes » ne se reconnaissaient toutefois pas dans le discours et les méthodes subversives des nationalistes intégraux, plus particulièrement chez les tenants de l'orléanisme libéral, parlementaire et constitutionnaliste. La guerre rapprocha néanmoins les deux clans, qui apparurent dans des événements communs¹⁴¹.

Quant au prétendant lui-même – qui était en exil en vertu de la loi de 1886 interdisant de séjour en France les chefs des anciennes familles régnantes –, l'Action française prétendait qu'elle se soumettait à ses volontés en ralliant l'Union sacrée et elle publia ses divers appels à la nation française. Dans les faits, les nationalistes intégraux avaient la mainmise sur le message du duc. Ils firent cependant de grands efforts à réclamer au gouvernement d'abroger la loi d'exil et de le laisser servir au sein de l'armée. Plusieurs lettres furent envoyées et quelques rencontres

¹³⁹ ANF F⁷ 12863/5(F/723-20), « L'Action française et le Vatican », 6 février 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(158), « Mise à l'Index », 20 décembre 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(M/3425-76), « Petite controverse à l'Action française », 28 juin 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F/1389-99), « Défense du pape », 24 août 1915. Cette « perception d'impiété » n'était certainement pas sans fondement. Maurras était agnostique et il estimait que le christianisme était une religion juive. Il fut finalement excommunié, de même que l'ensemble de l'Action française par le fait même, en 1926. À cet égard, voir Prévotat, *Les catholiques et l'Action française : histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001, *passim*.

¹⁴⁰ ANF F⁷ 12864/4(141), « Action française et vieux Royalistes », 3 novembre 1910 ; ANF F⁷ 13197, « Le parti royaliste en Seine et Oise », 4 février 1911.

¹⁴¹ CM, « IV. L'ancien personnel et les idées nouvelles », *AF*, 15 mai 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F/676-12), *sans titre*, 21 janvier 1915 ; ANF F⁷ 12863/5(F/687-18), « Les royalistes et le 21 janvier », 28 janvier 1915 ; ANF F⁷ 13195/1(141), « Note sur l'attitude des royalistes durant le premier trimestre de l'année 1915, avril 1915 ; ANF F⁷ 13195/3, « Bilan du mouvement royaliste en France », 22 septembre 1915.

eurent lieu entre Maurras, Daudet et des représentants de l'administration à cet égard, en vain¹⁴². Fait amusant, il semblerait qu'une certaine frange des militants royalistes, dont Bainville, en était venus à admirer le roi Albert de Belgique à un point tel qu'elle estimait que celui-ci devrait être considéré en cas de restauration pendant la guerre¹⁴³.

Les relations entre l'Action française et les parlementaires royalistes – qui étaient environ une dizaine tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat durant la guerre – furent également contrastées. Jules Delahaye fut certainement le député le plus près des nationalistes intégraux, faisant écho à plusieurs reprises en Chambre à leurs préoccupations, et Maurras souligna également le travail d'Armand de Baudry d'Asson¹⁴⁴. En contrepartie, alors que nous pourrions croire que les nationalistes intégraux se soient fièrement réjouis de l'entrée au gouvernement en octobre 1915 d'un royaliste et d'un catholique au gouvernement Briand en la personne de Denys Cochin, leur enchantement fut très contenu.

D'emblée, il faut savoir que Cochin était loin d'être proche de l'Action française, attendu qu'il embrassait la tradition libérale orléaniste et qu'il se qualifiait d'abord et avant tout comme catholique¹⁴⁵. Maurras lui avait reproché sa « mollesse libérale » tout juste à l'aube de la guerre¹⁴⁶. L'Action française se contenta donc de signaler avec une certaine satisfaction réservée son entrée au gouvernement dans un premier temps, puis de déplorer sa sortie précipitée en août 1917 en

¹⁴² Duc d'Orléans, « Appel du duc d'Orléans », *AF*, 12 août 1914 ; CM, « IV. Les démarches du prince ? », *AF*, 1^{er} mai 1915 ; CM, « Les lettres du Prince », *AF*, 16 octobre 1915 ; Duc d'Orléans, « Télégramme à Daudet », *AF*, 10 novembre 1917 ; CM, « VII. Le député au travail », *AF*, 21 septembre 1918 ; ANF F⁷ 13194(141), *sans titre*, 24 novembre 1914 ; ANF F⁷ 12863/5(F/687-18), « Les royalistes et le 21 janvier », 28 janvier 1915 ; ANF F⁷ 13195/1(141), « Note sur l'attitude des royalistes durant le premier trimestre de l'année 1915, avril 1915.

¹⁴³ Henri Vaugeois, « Lettre à Charles Maurras », 18 novembre 1914, dans Agnès Callu et Patricia Gillet, éd., *Lettres à Charles Maurras. Amitiés politiques, lettres autographes, 1898-1952*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 81-83 ; ANF F⁷ 13195/1(141), « Note sur l'attitude des royalistes durant le premier trimestre de l'année 1915, avril 1915.

¹⁴⁴ CM, « I. Le gouvernement veut tenir », *AF*, 15 août 1915 ; CM, « IV. Paroles de républicain », *AF*, 23 octobre 1915 ; CM, « II. La déclaration de M. Delahaye », *AF*, 24 juin 1916 ; CM, « I. Flétris, Seigneur », *AF*, 19 janvier 1918.

¹⁴⁵ Laurence H. Winnie, *Family dynasty, Revolutionary Society: The Cochin of Paris, 1750-1922*, Westport, Greenwood Press, 2002, p. 171-184.

¹⁴⁶ CM, « Réponse à M. Cochin », *AF*, 19 juillet 1914.

réaction à l'antichlérisme du gouvernement¹⁴⁷. Dans l'intervalle, on ne peut toutefois pas dire que les nationalistes intégraux mirent beaucoup d'énergie à souligner ses actes dans l'administration du pays. En fait, ils ont au final davantage louangé les actions du socialiste Thomas que du discret Cochin. Pour le moins, Maurras soutint sans grande conviction entretenir l'espoir que les actions de ce dernier puisse convaincre les Français des bienfaits du royalisme¹⁴⁸. Il n'empêche que, dans une lettre datée du 28 juin 1917 à l'intention du maître du nationalisme intégral, Cochin affirma être l'un des plus grands défenseurs de l'Action française au sein du gouvernement¹⁴⁹. Mais, dans l'ensemble, leur relation relevait plutôt de la convenance que de la collaboration.

7. Conclusion

Somme toute, l'Action française ratissait assez large dans son commentaire de la vie politique de la Grande Guerre. Presque tous les acteurs et les causes eurent droit de citer dans les écrits des nationalistes intégraux entre 1914-1918. Même la question des suffragettes et du droit de vote des femmes fut abordée en long et en large par Maurras dans sa chronique du 17 février 1917¹⁵⁰. En commentant ainsi la vie politique française, les nationalistes intégraux allaient au-delà de la simple analyse, ils cherchaient à être également des acteurs à part entière de celle-ci. Faute d'avoir une force militante, l'Action française se rabattait donc sur les mots pour se faire valoir dans l'arène politique. Force est de constater que cela a fini par payer, plus particulièrement à

¹⁴⁷ Jean-Marie Mayeur, « Le catholicisme français et la Première Guerre mondiale », *Francia*, 2, 1974, p. 391.

¹⁴⁸ CM, « V. Autres ministres », *AF*, 30 octobre 1915 ; LDM, « L'affaire de Freix-Anglards », *AF*, 11 décembre 1915 ; CM, « II. La démission de M. Cochin », *AF*, 4 août 1917 ; ANF F⁷ 12863/5(F/1763), « L'Action française et Cochin », 2 novembre 1915.

¹⁴⁹ Denys Cochin, « Lettre à Charles Maurras », 28 juin 1917, dans Pierre-Jean Deschodt (éd.), *Cher maître... Lettres à Charles Maurras*, Paris, Christian de Bartillat, 1995, p. 282.

¹⁵⁰ Qu'il rejetait, non pas sur une base exclusivement sexiste, mais surtout antidémocratique, voir CM, « I. Les femmes et l'élection / II. La nouvelle incompétence », *AF*, 17 février 1917.

partir de 1917, alors que Daudet et Maurras devinrent des interlocuteurs reconnus, voire même craints.

Le point de vue des nationalistes intégraux, guidé pour l'essentiel par leur patriotisme, revêtit un caractère évolutif, que l'on peut partager en deux périodes. Entre août 1914 et la première moitié de 1916 environ, les nationalistes intégraux s'affairaient plutôt à distribuer reproches ou louanges, selon le cas, sur ce que les acteurs et les groupes avaient fait ou n'avaient pas fait dans l'avant-guerre. Puis, à partir de la seconde moitié de 1916 et jusqu'à la fin de la guerre, ils les évaluèrent désormais à l'aune de leurs gestes et paroles depuis le début du conflit. Mais, dans l'ensemble, l'Action française entretint plus souvent qu'autrement ses vieilles rancunes avec le monde sociopolitique. En effet, hormis le cas exceptionnel de Clemenceau, les nationalistes intégraux persistèrent dans leurs combats contre les socialistes, les républicains radicaux ainsi que les anarchistes et les pacifistes. La dénonciation de ceux-ci, ainsi des divers traîtres, était également vive, quoique moins violente que dans l'avant-guerre. Les excès des nationalistes intégraux persistèrent surtout dans leur obstination obsessionnelle contre leurs adversaires.

De la sorte, on voit bien ici que l'Action française était persuadée que la Grande Guerre lui donnait totalement raison, tandis que les attaques auxquelles elle eut droit ne firent que la convaincre encore plus de la véracité de ses diverses assertions et de ses combats. Elle afficha une assurance remarquable à cet égard, plus particulièrement en mettant au défi ses adversaires de la traduire en justice pour pouvoir mieux faire la preuve de ses accusations. Certes, si les nationalistes intégraux reprochèrent aux autres de défendre leurs idéologies et les intérêts de leurs partis respectifs malgré l'Union sacrée, il n'en reste pas moins que – comme nous avons pu le constater également dans les deux précédents chapitres – ils continuèrent aussi, dans la mesure du possible, leur militantisme ainsi que la défense de leurs fondements antirépublicains et royalistes.

Ce chapitre met donc encore plus en exergue le fait que, si elle adhéra volontiers à la trêve politique de l'Union sacrée, l'Action française cherchait par tous les détours possibles à préserver sa singularité et faire valoir ses idées. La suspension des combats idéologiques ne restait qu'une alliance objective pour assurer le bon déroulement de la défense nationale. Maurras le souligna lui-même : l'Action française ne doutait pas de la sincérité du patriotisme des acteurs du monde politique, mais elle s'en écartait souvent remarquablement sur l'interprétation des intérêts nationaux dans le contexte¹⁵¹. Le cadre antirépublicain et royaliste se perpétuait donc clairement, tant dans sa critique à posteriori des gouvernements et des socialistes ainsi que dans ses attaques contre les traîtres, qui peuvent parfois être considérées comme des assauts en règle contre la République. Dans cette optique, le ton emprunté par les plumes néoroyalistes est parfois surprenant pour le contexte de la Grande Guerre, car en principe la censure bannissait le sensationnalisme¹⁵², qui était évident dans les campagnes de dénonciations de Daudet et Maurras, surtout en 1917. Ironiquement, il semblerait donc que l'Action française ait profité des largesses de la censure qu'elle déplorait elle-même.

Quant à la portée réelle du mouvement néoroyaliste dans le monde politique de la Grande Guerre, cette question reste ouverte. Il est très difficile de mesurer son influence avec précision. Son écho résonnait certainement chez les nationalistes et les conservateurs les plus chauvins, mais une bonne part de la classe politique, semble-t-il, se gardait de reconnaître publiquement son appui, ou ses sympathies avec elle, lorsqu'elle en bénéficiait. Ainsi, malgré l'Union sacrée, cette dernière restait suspecte vu ses fondements subversifs qui, malgré la mise en veilleuse de son programme politique, ne s'étaient pas évaporés pour autant.

¹⁵¹ CM, « II. Intérêt national et patriotisme », *AF*, 30 janvier 1915

¹⁵² Forcade, « Voir et dire la guerre à l'heure de la censure (France, 1914-1918) », *Le Temps des médias*, 2005/1, n° 4, p. 51.

Conclusion

Dans cette étude, nous avons pris le parti de répondre à notre problématique double – sur l'évolution idéologique et sur le parcours politique de l'Action française entre 1914 et 1918 – en trois chapitres. Cette approche s'est imposée suite à l'étude que nous avons faite de son journal quotidien. Nous avons alors constaté que, si le mouvement du nationalisme intégral était militant et idéologique avant toute chose, son commentaire sur la vie politique française fut extrêmement fourni et en disait long non seulement sur les néoroyalistes eux-mêmes, mais également sur l'environnement politique de la période de la Grande Guerre. Chacun de nos chapitres répond ainsi aux deux autres. Le premier a démontré que la guerre a causé un grand bouleversement dans la structure organisationnelle de l'Action française, marqué par une saignée des effectifs militants et par l'essor du quotidien, ce qui eut un impact sur la diffusion de son idéologie et son approche du politique. Le second chapitre a mis en évidence le fait qu'en recentrant par la force des choses leur discours autour de l'intérêt national tout en maintenant leur cadre d'analyse antirépublicain, les néoroyalistes modéraient leur approche politique sans toutefois renier leurs fondements idéologiques, se gardant ainsi une marge critique, voire un semblant d'originalité. Enfin, le troisième a mis en exergue le maintien de cet espace critique – et, par le fait même, les limites de la trêve politique de l'Union sacrée – tout en laissant entrevoir une certaine intégration de l'Action française au jeu politique institutionnel, redevable à la fois à la mise de l'avant de son patriotisme mais aussi à l'évacuation de son approche militante subversive.

Revenons-en donc à notre problématique de travail. Les idées de l'Action française n'ont pas nécessairement changé entre 1914 et 1918. Quelques inflexions idéologiques ont certainement été opérées, mais rien de fondamental, hormis au plan tactique, car le contexte et les nécessités sociales et politiques d'une France en guerre correspondaient bien à la logique de l'intérêt national à la base de son idéologie de nationalisme intégral. Nous ne pouvons donc dire

que l'Action française a péché par opportunisme en se recentrant sur son nationalisme. Certes, cela impliquait une mise en veilleuse du combat politique pour une restauration de la monarchie, mais celui-ci n'était finalement en soi qu'une partie – prépondérante, il est vrai – d'un large programme idéologique valorisant, outre le patriotisme, la stabilité et l'autorité politique, l'ordre civil, le militarisme et le châtement des traîtres à la nation. Pour cette raison, l'angle d'analyse antirépublicain fut maintenu. À la rigueur, le discours antisémite a été minoré entre 1914 et 1918, mais la germanophobie combla en quelque sorte, pour des raisons évidentes, le vide. Avec la défense nationale, toute chose fut jugée à l'aune de sa teneur patriotique par l'Action française, que ce soit par rapport à sa propre approche tactique et rhétorique qu'à celle des autres acteurs et groupes politiques. La mise en veilleuse du combat militant royaliste, l'appel à l'enrôlement de ses membres en âge de servir, l'appui indéfectible aux différents gouvernements de guerre et l'obsession d'une charge contre la trahison avaient tous l'allure d'une nécessité patriotique. De même, l'Action française jugeait que l'espace critique qu'elle s'était gardé à l'égard du monde politique, et dont le maintien de la lecture antirépublicaine était partie intégrante, était en soi une pratique patriotique. L'intérêt national justifiait donc tout selon les nationalistes intégraux, même les pires remontrances à l'égard d'un groupe ou d'un élément sociopolitique donné, ainsi que leur valorisation détournée de leur programme royaliste.

Les nationalistes intégraux mirent bel et bien en veilleuse leur combat politique pour la restauration de la monarchie – puisque le « coup de force », quoi qu'en ont dit certains de leurs adversaires, ne fut jamais à l'ordre du jour entre 1914 et 1918 – et se posèrent en défenseurs scrupuleux de l'administration politique en place. Il n'en restait pas moins que la critique de la culture, des institutions et des hommes républicains persista, que ce soit de manière indirecte ou directe, dans une perspective d'intérêt national. À l'avenant, l'idée royaliste fut également valorisée ouvertement par l'Action française pour ce qu'elle était, soit comme le programme

politique qui allait assurer le salut de la France. Dans le cadre de la guerre, cela prenait une nouvelle tournure, dans la mesure où Maurras et ses confrères estimaient que seule une restauration de la monarchie allait permettre à la France de savourer les fruits de son inéluctable victoire. Ils jugeaient néanmoins qu'il fallait pour cela attendre la fin de la guerre, puisqu'un changement de régime en pleine défense nationale menacerait ce bénéfice éventuel en déstabilisant l'ordre social intérieur du pays, ce qui ne pourrait que profiter à l'envahisseur allemand. Cela dit, pour l'Action française, la Grande Guerre prit l'allure d'une confirmation des bienfaits de son programme royaliste, dans la mesure où le reste de son projet politique mettant de l'avant l'intérêt national semblait être mis en pratique. Pour les néoroyalistes, la victoire allait donc être donneuse de leçons et ramènerait le roi à la tête de l'État français. Cela marquait un certain renversement de leurs tactiques. En effet, jusqu'alors l'Action française estimait qu'il fallait tout d'abord une restauration de la monarchie, et ensuite l'application du programme politique qui revigorerait la France. Alors que ce programme semblait être appliqué, du moins être prouvé, par l'état de guerre, la monarchie en serait désormais la finalité. À notre avis, ce retournement peut s'expliquer non seulement par les conditions idéologiques exceptionnelles de la période 1914-1918, mais également par le fait que la mobilisation militaire ravagea ses effectifs militants, forçant ainsi d'autant plus la modération de son approche politique.

Un mouvement politique relevant de la droite nationaliste tel l'Action française ne pouvait toutefois pas ne pas participer à cette pratique patriotique et politique exceptionnelle que fut l'Union sacrée. Le contraire aurait exigé des néoroyalistes d'impossibles contorsions intellectuelles compte tenu de la rigueur de leur doctrine à l'égard de la centralité et la primauté de l'intérêt national. Dans l'absolu, cette perspective les aurait tout simplement jeté dans le camp de la trahison, ce qui ne fut certainement jamais une option, cela va de soi. À contrario, idéologiquement parlant, la gauche, elle, avait le choix du pacifisme, ce qui fit en sorte que sa

participation à l'Union sacrée fut toujours plutôt problématique. Nous avons bien vu cela à travers les critiques et les soupçons perpétuels de l'Action française à l'égard des socialistes et de la gauche radicale. Au demeurant, dans le cadre de la trêve politique de la Grande Guerre, seul leurs degrés respectifs de surenchère patriotique différenciaient les diverses composantes de la droite nationaliste. Les néoroyalistes vont ainsi se distinguer en maintenant de toutes les manières possibles leur rhétorique antirépublicaine. Le royalisme était ce qui avait toujours fait l'originalité de l'Action française. La période de 1914 à 1918 n'y fit pas exception, malgré la mise en sourdine circonstancielle de son aspect ouvertement subversif.

Tout comme l'évolution idéologique, le parcours politique de l'Action française durant la Grande Guerre fut marqué non seulement par quelques inflexions dans l'approche et dans l'attitude, mais également par quelques retournements notables. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, l'organisation des nationalistes intégraux, et surtout son militantisme, furent heurtés de pleins fouets par les conséquences humaines et matérielles du conflit. La Ligue d'Action française et ses principales branches de jeunesse se vidèrent suite à la mobilisation des jeunes hommes et elles furent ainsi rapidement désorganisées dès les premiers mois de la guerre, au même moment où un nombre important de leurs animateurs étaient également appelés aux armes. Cela eut certainement un impact sur la diffusion de l'idéologie néoroyaliste mais également sur l'approche politique du mouvement, puisqu'une telle organisation militante et foncièrement idéologique reposait sur le dynamisme de ses partisans et de ses activistes les plus zélés pour se faire entendre. Néanmoins, la Grande Guerre provoqua un essor incroyable des ventes du quotidien *L'Action française*, entraîné certes par le dynamisme et la pertinence de ses principaux rédacteurs – Maurras, Daudet, Bainville et Dimier –, mais qui provoqua lui-même de manière concomitante l'envolée de la notoriété de ces mêmes hommes. L'évolution du commentaire de la vie politique par l'Action française marqua également son parcours durant la

Grande Guerre. Elle suivit d'abord et avant tout le cours de la marche idéologique, alors que la logique patriotique fut appliquée à cette analyse. En même temps, si cela pouvait signifier que les nationalistes intégraux remirent en quelque sorte les compteurs à zéro et n'allaient désormais juger les hommes et les groupes politiques de France qu'à l'aune de leur patriotisme, ils avaient néanmoins la mémoire longue – les cas de Clemenceau, Caillaux et des socialistes en sont patents – et ils pouvaient parfois s'en prendre à un élément donné pour faire valoir leur programme royaliste.

Au plan pratique, il n'en reste pas moins que la place du mouvement néoroyaliste dans la vie politique française prit une tournure inédite avec la guerre, vu son ralliement à l'Union sacrée qui lui offrit un rayonnement national¹, et vu le rôle qu'elle joua dans la crise politique de la seconde moitié de 1917. Il est donc indéniable que durant la période l'Action française passa d'un simple mouvement idéologique tapageur à un acteur politique à part entière². Cependant, si nous regardons le portrait politique de la France de 1914-1918 dans son ensemble, il convient de relativiser quelque peu les choses. En effet, le ralliement et la fidélité continue – quoique bien relative – de l'Action française à l'Union sacrée étaient un fait bien mineur en comparaison, par exemple, du cas des socialistes. C'est surtout l'adhésion initiale et, éventuellement, le départ de ces derniers qui inquiétèrent les autorités³. La participation de l'Action française à l'Union sacrée a donc été plus importante pour la première que pour la seconde. En modérant leurs pratiques politiques – en partie par la force de choses bien sûr – et en étant indulgents envers certains de

¹ Olivier Forcade, « Les milieux militaires et l'Action française de 1898 à 1940 » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat, dir., *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 123.

² Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, « La vie politique pendant la guerre » dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*, Paris, Bayard, 2004, p. 578.

³ Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, *La III^e République (1870-1940)*, Paris, Calmann-Lévy, 1976 [1970], p. 200-211.

leurs adversaires de la veille, les nationalistes intégraux ont ainsi ouvert la porte à leur intégration dans le monde politique français, mais également à leur « normalisation ».

À terme, la Grande Guerre marqua pour l'Action française un sommet inédit et inouï de sa renommée, alors qu'elle bénéficiait en novembre 1918 de sympathies bien au delà des simples cadres royalistes, et même de la droite nationaliste. Elle était désormais reconnue comme une référence intellectuelle, politique et idéologique. Par exemple, l'écrivain André Gide – qu'on ne peut pas classer à droite – affirma dans les suites de la guerre que « [...] dans le grand désordre où nous étions alors, elle [l'Action française] a su former des esprits, construire, grouper⁴ ». La légitimité de l'Action française s'était ainsi cimentée entre 1914 et 1918, comme le souligne l'historienne Martha Hanna :

[...] si les arguments intellectuels et le programme de l'Action française précèdent en date la Grande Guerre, c'est la guerre et les débats qu'elle suscite en France qui lui confèrent une crédibilité et une réputation de prescience intellectuelle dont le mouvement ne jouissait pas avant 1914. [...] la guerre a créé un climat favorable à l'émergence de l'AF comme force intellectuelle dans la période l'entre-deux-guerres⁵.

La guerre a ainsi fait passer l'Action française d'un groupe de royalistes marginaux à un mouvement d'intellectuels et de critiques culturels majeurs, alors que son influence littéraire et historiographique prit véritablement son élan dans ses lendemains. De la même manière, elle permit à Maurras d'atteindre le statut d'icône intellectuelle en France, tandis que le « maurrassisme » dépassa les cadres du mouvement néoroyaliste⁶. Cette réputation ne se limita bientôt plus au cadre français, alors que c'est dans les suites du conflit mondial que l'Action

⁴ Cité dans Jean-Michel Wittmann, « Gide, un 'anti-maurras' ? » dans Olivier Dard, Leymarie et Neil McWilliam, (dir.), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, p. 105-106.

⁵ Martha Hanna, « Contre Kant et la *Kultur*. La critique culturelle de l'Action française pendant la Grande Guerre », dans Dard, Leymarie et McWilliam, *op. cit.*, p. 122.

⁶ Bruno Goyet, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Science-Po, 2000, p. 13-27 ; Martha Hanna, *The Mobilization of Intellect. French Scholars and Writers during the Great War*, Londres, Harvard University Press, 1996, p. 25 ; Laurent Joly « La *Revue critique des idées et des livres*. Première dissidence d'Action française ou première génération intellectuelle de 'maurrassiens' indépendants » dans Dard, Leymarie et McWilliam, *op. cit.*, p. 45-58 ; Wittmann, *loc. cit.*, p. 105-108.

française connut une résonnance internationale⁷. C'est dans cette mesure que, dans un article de 1964 dans la revue des *Annales*, Pierre Nora affirma que 1919 marquait la première de deux « apogées » de l'Action française – avec 1940, alors qu'elle trouva chaussure à son pied avec le régime de Vichy⁸. D'une manière ou d'une autre, cette thèse est presque unanimement corroborée et relayée dans l'historiographie⁹.

Au plan purement politique, l'issue du premier conflit mondial signa sans contredit un tournant majeur pour l'Action française, alors qu'elle présenta, appuya et fit élire des candidats aux élections législatives de novembre 1919 qui ont porté aux nues le Bloc national et ainsi mené à la formation de la première Chambre majoritairement de droite depuis la première décennie de la Troisième république. Il va de soit que cet événement peut surprendre le lecteur au premier abord dans la mesure où les nationalistes intégraux étaient, en principe du moins, féroce­ment antiparlementaires et qu'ils abhorraient le jeu électoral. Ils n'ont cependant pas adhéré au Bloc national, et ont plutôt présenté leur propre liste électorale dite d'Union nationale. L'Action française vit ainsi une dizaine de ses candidats être élus à la « Chambre bleu-horizon », dont Daudet à Paris. Son groupe parlementaire joua un rôle d'« aiguillon » du Bloc national, et fit entendre sa voix dans les débats sur la question des règlements de guerre et la normalisation des relations internationales. Mais dès 1924, l'Action française se retira du jeu parlementaire¹⁰.

⁷ Olivier Dard et Michel Grunewald (dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, *passim*.

⁸ Pierre Nora, « Les deux apogées de l'Action française », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, vol. 19, no. 1 (Janvier-février 1964), *passim*.

⁹ Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, p. 182-184; Yves Chiron, *La vie de Maurras*, Paris, Perrin, 1991, p. 279 ; Alfred Kupferman, « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action française dans la contre-offensive morale, 1915-1918 », *Études maurrassiennes*, 1973, p.122 ; Michel Leymarie, « Dissidents et critiques des années vingt », dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 372-373 ; Samuel M. Osgood, *French Royalism Under the Third and the Fourth Republics*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1960, p. 97 ; Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Stock, 1962, p. 147-149.

¹⁰ Jean Garrigues, « Le moment parlementaire de l'Action française : 1919-1924 » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 243-253.

Tout en soulignant l'essor intellectuel, culturel et politique des nationalistes intégraux avec la Grande Guerre, les historiens signalent néanmoins que, par le fait même, l'Action française s'est également normalisée, ce qui peut expliquer son épisode parlementaire. En ayant, par la force des choses – et en principe de manière temporaire – délaissé son programme subversif et intégré par la bande le jeu politique institutionnel, l'Action française aurait ainsi signé son adhésion à l'ordre établi et pris une tournure conservatrice à l'issue de la guerre¹¹. De l'avis de Jean-Jacques Becker et de Gerd Krumeich, le but de Maurras et Daudet avait toutefois toujours été de donner une place centrale dans le monde politique à l'Action française, ce qu'ils ont réussi avec la guerre¹². De même, Michel Leymarie a bien noté que si l'avant-guerre avait été une époque de bouillonnement idéologique pour les nationalistes intégraux, l'après-guerre ouvrait une période de moindre créativité intellectuelle¹³. Nous pourrions donc en quelque sorte parler à la fois d'une normalisation mais aussi d'une fossilisation de l'Action française dans la période pivotale que fut la Grande Guerre.

De plus, malgré leur intégration politique, les nationalistes intégraux n'étaient pas pour autant tout-puissants en France dans les suites de la Grande Guerre. Comme l'a souligné Jean-Marie Mayeur, le conflit n'a pas tant entraîné le triomphe des nationalistes du type de l'Action française, mais plutôt celui des républicains conservateurs tels que Barrès¹⁴. Il est également indéniable que l'issue de la Grande Guerre a signé un triomphe – sur lequel il est inutile de s'étendre ici – du régime républicain et de ses idéaux, pour le plus grand malheur des

¹¹ Appollonia, *op. cit.*, p. 182-184; Forcade, « L'Action française contre l'espionnage allemand: une rhétorique de la trahison devant l'opinion », *Le Temps des médias*, 2011/1, n° 16, p. 16 ; Bruno Goyet, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Science-Po, 2000, p. 13-27 ; James McCearney, *Maurras et son temps*, Paris, Albin Michel, 1977, p. 185-188 ; Nora, *loc. cit.*, p. 132 ; Michael Sutton, « Le maurrassisme face aux philosophies bergsonienne et blondélienne », dans Dard, Leymarie et McWilliam, *op. cit.*, p. 96-97 ; Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 138-139.

¹² Becker et Krumeich, *loc. cit.*, p. 578.

¹³ Leymarie, « Conclusion » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 392-394.

¹⁴ Jean-Marie Mayeur, « Le catholicisme français et la Première Guerre mondiale », *Francia*, 2, 1974, p. 396-397.

néoroyalistes¹⁵. Nous pouvons toutefois dire que le conflit a, en contrepartie, signé la légitimation de leur nationalisme dans l'agora idéologique. La place acquise par les néoroyalistes dans le monde culturel et intellectuel était donc certainement supérieure à leur importance au plan social et politique. Cela est d'autant plus patent que le coup de force n'est jamais venu près d'être réalisé dans les suites du conflit mondial, mais également dans la décennie qui a suivi, alors même que sa priorité avérée était en principe le programme politique. Il en ressortirait donc que la Grande Guerre a irrémédiablement fait primer la doctrine sur les tactiques chez l'Action française¹⁶. Insistons toutefois de nouveau sur le fait que la guerre a provoqué une grande saignée de ses effectifs militants, et que cela a nécessairement handicapé la force politique des nationalistes intégraux. Nous pouvons très bien imaginer que cette hémorragie a exacerbé la normalisation du mouvement, étant donné que c'est dans ce domaine que l'on trouvait les éléments qui lui donnaient son côté subversif et révolutionnaire, d'autant plus que les animateurs restants à l'Action française au lendemain de la guerre n'étaient pas reconnus comme des hommes d'action, et s'étaient déjà repliés sur leur quotidien, avec les conséquences que l'on connaît. Cela est très peu relevé dans l'historiographie, celle-ci insistant surtout sur les aspects intellectuels et idéologiques du mouvement, au détriment du politique et de l'organisationnel.

La notoriété nouvelle de l'Action française ne satisfaisait cependant pas tout le monde en son sein, attendu que celle-ci avait été acquise au prix d'une modération et d'un délaissement effectif du programme royaliste. Ironiquement, le mouvement néoroyaliste était ainsi critiqué

¹⁵ Nora, *op. cit.*, p. 129-137.

¹⁶ Dard et Leymarie, « Introduction » dans Dard, Leymarie et McWilliam, dir., *op. cit.*, p. 14 ; Forcade, « L'Action française contre l'espionnage allemand... », *loc. cit.*, p. 16 ; Richard Griffiths, « 7. From Nostalgia to Pragmatism : French Royalism and the Dreyfus Watershed », dans Nicholas Atkin et Frank Tallett (dir.), *The Right in France. From Revolution to Le Pen*, Londres, I.B. Tauris & Co, 2003, p. 127 ; Nora, *loc. cit.*, p. 127 ; Weber, *op. cit.*, p. 147-149.

pour son inaction, ce qu'il avait lui-même reproché au régime républicain depuis sa formation¹⁷.

Eugen Weber a écrit avec justesse que cela reflétait bien ce qui handicapa l'Action française tout au long de son existence, soit la tension entre son nationalisme et royalisme, alors que le premier fut indéniablement favorisé par la Grande Guerre :

[...] la décision (au moins sur le plan rationnel) reflète les valeurs supérieures dans l'esprit de ceux qui la prenaient. [...] ceux qui se décidèrent ainsi trahirent un aspect de leur doctrine au bénéfice d'un autre qu'ils estimaient d'une importance plus grande. [...] c'est moins le choix que la nécessité de choisir entre des termes apparemment inconciliables qui met en évidence l'inconsistance d'un système d'idées qui cherchaient à embrasser trop de choses¹⁸.

Cette issue démontrait également bien que l'Action française aurait toujours bien moins tenté de prendre le pouvoir que d'agir sur celui-ci et influencer la société¹⁹.

Pour clore notre étude, il convient de porter notre réflexion au-delà de l'Action française, en se rapportant au cadre sociopolitique de la Grande Guerre. Le cas des néoroyalistes met en lumière le rôle marquant qu'ont joué les intellectuels et les hommes publics dans la constitution d'un discours pour maintenir le moral et entretenir l'espoir au sein de la population, surtout dans une guerre longue²⁰. L'Action française avait bien sûr un discours patriotique déjà bien constitué pour affronter cette nécessité, et s'attribua une sorte de mission pour le diffuser et l'encourager dans ce contexte particulier par l'entremise de ce quotidien. Dans cette veine, car c'est surtout avec leur journal que les nationalistes intégraux laissèrent leur marque entre 1914 et 1918, notre recherche nous porte également à nous questionner sur le rôle de la presse durant la Grande Guerre. Il est possible de voir à travers un tel média les limites de l'Union sacrée ainsi que de la censure. Nous avons été surpris par l'âpreté et la véhémence de la plume des Daudet et Maurras,

¹⁷ Louis Dimier, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*. Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1926, p. 269; Leymarie, « Dissidents et critiques des années vingt » dans Leymarie et Prévotat, *op. cit.*, p. 384-385.

¹⁸ Weber, *op. cit.*, p. 584.

¹⁹ *Ibid.*, p. 577-578.

²⁰ Hanna, *op. cit.*, p. 1-25.

alors que nous aurions pu croire que dans le contexte leur ton soit plus déférent. Il en ressort donc qu'un grand espace critique, même de dénonciation, persistait malgré tout, du moins tant que cela ne menaçait pas directement l'ordre civil et ne remettait pas en question les opérations militaires. Le ton souvent interpellateur de *L'Action française* à l'égard de la classe politique et, dans une moindre mesure, des gouvernements démontre que les médias de France continuèrent également à jouer le rôle de quatrième pouvoir durant la période. L'Union sacrée impliquait ainsi une trêve moins dans les débats que dans les combats politiques.

En introduction, nous avons souligné que la vie politique et idéologique de la Grande Guerre a fait jusqu'à maintenant l'objet d'un traitement relativement limité dans l'historiographie, et que l'étude du parcours et de l'évolution de l'Action française pourrait servir de miroir à cette perspective. Tel que l'on souligné Becker et Krumeich, avec la guerre longue la vie politique s'est maintenue au plan parlementaire mais aussi extra-parlementaire, tandis que le contexte a favorisé la droite et les extrêmes²¹. Le parcours de l'Action française illustre bien cette tendance vers la droite. Le commentaire que firent les néoroyalistes sur la vie politique reflète les grands enjeux politiques de la période, entre autres quant au maintien de l'ordre civil, à la stabilité gouvernementale, à la remise en question ponctuelle du régime et à mise au pas des traîtres. C'est la raison pour laquelle l'influence intellectuelle grandissante ainsi que la relative normalisation politique de l'Action française semblent avoir beaucoup à voir avec la tendance idéologique et politique favorable à la droite provoquée par la Grande Guerre. L'ambiance sociopolitique de la période était propice à la montée des éléments patriotiques et militaristes, qui furent finalement portés aux nues lors de l'élection de 1919. On pourrait également affirmer que la période de 1914 à 1918 marqua le début d'une certaine convergence entre l'Action française et l'environnement politique de la France. Si la Troisième république glissa effectivement à droite, les néoroyalistes

²¹ Becker et Krumeich, *loc. cit.*, p. 567-579.

s'étaient eux-mêmes certainement recentrés en modérant leur discours pour la cause patriotique de la trêve politique. Cette évolution de l'Action française trouva également sa finalité dans le rôle qu'elle-même joua dans la formation de la « Chambre bleu-horizon ».

Malgré la droitisation de l'Union sacrée et, à terme, de l'environnement politique français, la victoire alliée fut sans contredit celle du régime républicain et des idéaux démocratiques issus de 1789 qu'il valorisait et que les nationalistes intégraux avaient persisté à exécrer malgré la guerre. Le libéralisme démocratique s'imposa ainsi dans presque tous les pays vaincus. La guerre a donc effectivement été porteuse d'un changement de régime, mais pas nécessairement dans le sens où l'Action française l'aurait souhaité. Bien malgré elle, en appuyant l'Union sacrée et en défendant le gouvernement en place, elle a contribué à renforcer l'État qu'elle abhorrait par dessus tout. Comme c'est l'Allemagne qui a déclaré la guerre à la France, l'Action française n'a pu porter directement au discrédit du régime honni le blâme et elle a ainsi dû se rallier à la défense nationale avec précipitation. Elle a toutefois été conséquente avec ses principes patriotiques, ce qui est tout à honneur. Certes, grâce à cela elle a obtenu la considération de plusieurs Français, mais elle a dû se contenter d'un succès d'estime intellectuel et politique plutôt que d'un triomphe idéologique. Cela dit, si c'eût été la France qui avait envahi l'Allemagne, il est difficile de croire que l'Action française aurait appuyé l'État républicain, à moins que la « Revanche » n'ait été à l'ordre du jour, et encore. Devant l'invasion allemande, pour l'amour de la France, les nationalistes intégraux ont donc fait la guerre, faute de faire un roi.

Bibliographie

Sources primaires

Almanach de l'Action française.

- 1914
- 1918

France. Paris. Archives nationales de France, série F⁷. *Police générale.*

- F⁷ 12854. Emblèmes, placards, affiches, images, brochures royalistes. 1883-1921
- F⁷ 12863. Action française. 1912-1913 et 1922.
- F⁷ 12864. Camelots du roi. 1909-1913.
- F⁷ 13194. Notes d'ensemble sur la Ligue d'Action française; congrès (1910-1929).
- F⁷ 13195. Activité de l'Action française. 1908-1929.
- F⁷ 13197. Activité de l'Action française en Seine-et-Oise (1907-1925).
- F⁷ 13980. *L'Action française.* 1917-1936.

L'Action française (journal quotidien).

- Numéros sélectionnés du 29 juin 1914 au 12 novembre 1918.

Ouvrages, correspondances et mémoires de l'Action française

Callu, Agnès et Patricia Gillet (éd.). *Lettres à Charles Maurras. Amitiés politiques, lettres autographes, 1898-1952.* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008. 256 pages.

Daudet, Léon. *L'Avant-Guerre. Études et documents sur l'espionnage juif-allemand en France depuis l'affaire Dreyfus.* Paris, Nouvelle librairie nationale, 1913. 312 pages.

Daudet, Léon. *Souvenirs politiques.* Paris, Éditions Albatros, 1974. 307 pages.

Deschodt, Pierre-Jean (éd.). *Cher maître... Lettres à Charles Maurras.* Paris, Christian de Bartillat, 1995. 622 pages.

Dimier, Louis. *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs.* Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1926. 362 pages.

Montesquiou, Léon de. *Les origines et la doctrine de l'Action française.* Paris, Bureaux de l'Action française. 36 pages.

Maurras, Charles. *Kiel et Tanger, 1895-1905 : la République française devant l'Europe de 1905 à 1913.* Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1914. 432 pages.

Ouvrages généraux

Ambrosi, Christian et Arlette Ambrosi. *La France 1870-1986.* Paris, Masson, 1986 [1976]. 393 pages.

Azéma, Jean-Pierre et Michel Winock. *La III^e République (1870-1940)*. Paris, Calmann-Lévy, 1976 [1970]. 510 pages.

Bernard, Philippe. *La fin d'un monde. 1914-1929*. Paris, Seuil, 1975. 250 pages.

Berstein, Serge et Pierre Milza. *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome I: 1900-1930*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1990. 562 pages.

Berstein, Serge et Michel Winock (dir.). *La République recommencée. De 1914 à nos jours. Histoire de la France politique – 4*. Paris, Éditions du Seuil, 2008 [2004]. 740 pages.

Caron, François. *Histoire de France. Tome 5. La France des patriotes de 1851 à 1918*. Paris, Fayard, 1985. 665 pages.

Duroselle, Jean-Baptiste. *La France et les Français. 1914-1920*. Paris, Éditions Richelieu, 1972. 395 pages.

Goguel, François. *La politique des partis sous la III^e République*. Paris, Éditions du Seuil, 1958 [1946]. 566 pages.

Leduc, Jean. *Histoire de la France: l'enracinement de la République 1879-1918*. Paris, Hachette, 1991. 238 pages.

Leymarie, Michel. *De la Belle Époque à la Grande Guerre. 1893-1918. Le triomphe de la République*. Paris, Librairie Générale de France, 1999. 379 pages.

Mayeur, Jean-Marie. *La vie politique sous la Troisième République (1870-1940)*. Paris, Éditions du Seuil, 1984. 445 pages.

Nouschi, André et Maurice Agulhon. *La France de 1914 à 1940*. Paris, Éditions Fernand Nathan, 1974. 174 pages.

Rémond, René. *La République souveraine. La vie politique en France. 1878-1939*. Paris, Librairie Arthème-Fayard, 2002. 434 pages.

Sowerwine, Charles. *France since 1870: culture, politics and society*. New York, Palgrave, 2001. 505 pages.

Ouvrages spécialisés

Allain, Jean-Claude. *Joseph Caillaux, l'oracle. 1914-1944*. Paris, Imprimerie nationale, 1981. 580 pages.

Anderson, Malcolm. *Conservative Politics in France*. Londres, George Allen & Unwin, 1974. 381 pages.

Appollonia, Ariane Chebel d'. *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1996. 519 pages.

Becker, Jean-Jacques. *1914 : Comment les Français sont entrés dans la guerre*. Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1977. 637 pages.

Becker, Jean-Jacques. *La France en guerre (1914-1918): La grande mutation*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1988. 221 pages.

Bernard, Mathias. *La guerre des droites. De l'affaire Dreyfus à nos jours*. Paris, Odile Jacob, 2007. 311 pages.

Bock, Fabienne. *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*. Paris, Éditions Belin, 2002. 350 pages.

Boutang, Pierre. *Maurras, la destinée et l'œuvre*. Paris, Plon, 1984. 710 pages.

Broche, François. *Léon Daudet, le dernier imprécateur*. Paris, Robert Laffont, 1992. 463 pages.

Capitan-Peter, Colette. *Charles Maurras et l'idéologie d'Action française; étude sociologique d'une pensée de droite*. Paris, Éditions du Seuil, 1972. 220 pages.

Charle, Christophe. *Le Siècle de la Presse (1830-1939)*. Paris, Éditions du Seuil, 2004. 400 pages.

Chiron, Yves. *La vie de Maurras*. Paris, Perrin, 1991. 498 pages.

Decherf, Dominique. *Bainville. L'intelligence de l'histoire*. Paris, Bartillat, 2000. 429 pages.

Dickès, Christophe. *Jacques Bainville. Les lois de la politique étrangère*. Paris, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2008. 319 pages.

Duroselle, Jean-Baptiste. *Clemenceau*. Paris, Librairie Arthème Fayard, 1988. 1077 pages.

Goyet, Bruno. *Charles Maurras*. Paris, Presses de Science-Po, 2000. 306 pages.

Hanna, Martha. *The Mobilization of Intellect. French Scholars and Writers during the Great War*. Londres, Harvard University Press, 1996. 292 pages.

Keylor, William R. *Jacques Bainville and the Renaissance of Royalist History in Twentieth-Century France*. Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1979. 349 pages.

McCearney, James. *Maurras et son temps*. Paris, Albin Michel, 1977. 294 pages.

Monier, Frédéric. *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*. Paris, Éditions La Découverte, 1998. 339 pages.

Nguyen, Victor. *Aux origines de l'Action française : Intelligence et politique vers 1900*. Paris, Fayard, 1991. 958 pages.

Osgood, Samuel M. *French Royalism Under the Third and the Fourth Republics*. La Haye, Martinus Nijhoff, 1960. 228 pages.

Prévozat, Jacques. *Les catholiques et l'Action française : histoire d'une condamnation, 1899-1939*. Paris, Fayard, 2001. 742 pages.

Prochasson, Christophe et Anne Rasmussen. *Au nom de la patrie : les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*. Paris, Éditions La Découverte, 1996. 302 pages.

Prochasson, Christophe. *Les intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*. Paris, Seuil, 1993. 354 pages.

Rémond, René. *Les droites en France*. Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1982 [1954]. 544 pages.

Sérant, Paul. *Les dissidents de l'Action française*. Paris, Copernic, 1978. 323 pages.

Weber, Eugen. *L'Action française*. Paris, Stock, 1962. 649 pages.

Winnie, Laurence H. *Family dynasty, Revolutionary Society: The Cochin of Paris, 1750-1922*. Westport, Greenwood Press, 2002. 247 pages.

Winock, Michel. *La France politique. XIX^e-XX^e siècle*. Paris, Éditions du Seuil, 2003 [1999]. 587 pages.

Winock, Michel. *Le siècle des intellectuels*. Paris, Éditions du Seuil, 1997. 885 pages.

Winock, Michel. *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Paris, Éditions du Seuil, 1990 [1982]. 444 pages.

Articles de périodiques

Forcade, Olivier. « L'Action française contre l'espionnage allemand: une rhétorique de la trahison devant l'opinion ». *Le Temps des médias*, 2011/1, n° 16, p. 9-18.

Forcade, Olivier. « Voir et dire la guerre à l'heure de la censure (France, 1914-1918) », *Le Temps des médias*, 2005/1, n° 4, p. 50-62

Joly, Laurent. « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite. *Revue historique*, 2006/3, no 639, p. 695-718.

Kupferman, Alfred. « Le rôle de Léon Daudet et de l'Action française dans la contre-offensive morale, 1915-1918 ». *Études maurrassiennes*, 1973, p.121-144.

Mayeur, Jean-Marie. « Le catholicisme français et la Première Guerre mondiale », *Francia*, 2, 1974, p. 277-297.

Nora, Pierre. « Les deux apogées de l'Action française ». *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, vol. 19, no. 1 (Janvier-février 1964), p. 127-141.

Wilson, Stephen. "A view of the past : Action française historiography and its socio-political function". *The Historical Journal*, vol. 19, no. 1 (mars 1976), p. 135-161.

Ouvrages collectifs

Atkin, Nicholas et Frank Tallett (dir.). *The Right in France. From Revolution to Le Pen*. Londres, I.B. Tauris & Co, 2003. 319 pages.

Audoin-Rouzeau, Stéphane et Jean-Jacques Becker (dir.). *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*. Paris, Bayard, 2004. 1342 pages.

Dard, Olivier, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. 367 pages.

Dard, Olivier et Michel Grunewald (dir.). *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*. Berne, Peter Lang, 2009. p. 11-28.

Leymarie, Michel et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. 434 pages.

Soutou, Georges-Henri et Martin Motte (dir.). *Entre la vieille et la seule France : Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*. Paris, Economica, 2010. 432 pages.

Winock, Michel (dir.). *La droite depuis 1789. Les hommes, les idées, les réseaux*. Paris, Éditions du Seuil, 1995. 414 pages.

Winock, Michel (dir.). *Histoire de l'extrême droite en France*. Paris, Éditions du Seuil, 1994. 325 pages.

Chapitres d'ouvrages collectifs

Amalvi, Christian. « Les conceptions de l'histoire selon l'Action française de 1910 à 1940 » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 61-73.

Balace, Francis. « Les Camelots du Roi. Une jeunesse contestataire et dérangeante dans le roman français : 1908-1914 » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 267-280.

Bavendum, Gundula. « L'ennemi chez soi » dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.). *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*. Paris, Bayard, 2004. p. 751-757.

Becker, Jean-Jacques. « Unions sacrées et sentiments des responsabilités » dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.). *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*. Paris, Bayard, 2004. p. 205-217.

Becker, Jean-Jacques et Gerd Krumeich. « La vie politique pendant la guerre » dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.). *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*. Paris, Bayard, 2004. p. 751-757.

Boutry, Philippe. « L'Action française, la Révolution et la Restauration » Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 25-59.

Dickès, Christophe. « Jacques Bainville, une critique culturelle éphémère ? » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 35-40.

Dumons, Bruno. « L'Action française au féminin. Réseaux et figures de militantes au début du XXe siècle » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 217-228.

Forcade, Olivier. « Les milieux militaires et l'Action française de 1898 à 1940 » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 21-40.

Garrigues, Jean. « Le moment parlementaire de l'Action française : 1919-1924 » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 243-253.

Gaudin, Jean. « L'Action française en Provence » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 257-266.

Gondreux, Jérôme. « Maurras et la critique du spirituel républicain » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 75-86.

Gros, Guillaume. « Les jeunes et l'Action française (1914-1939) » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 217-228.

Hanna, Martha. « Contre Kant et la *Kultur*. La critique culturelle de l'Action française pendant la Grande Guerre » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 121-130.

Joly, Bertrand. « Les ligues nationalistes et l'Action française : un héritage subi et rejeté », dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 87-97.

Joly, Laurent. « L'Action française bimensuelle et quotidienne. Stratégies politiques et intellectuelles (1899-1914) » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 327-336.

Kauffmann, Grégoire. « De Drumont à Maurras, une veine pamphlétaire » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 17-23.

Krumeich, Gerd. « Maurras, les maurrassiens et Jeanne d'Arc » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 197-207.

Lahaie, Olivier. « À propos des jugements portés par Charles Maurras sur l'affaire Dreyfus, l'armée française et ses services de renseignement dans Au signe de Flore » dans Georges-Henri Soutou et Martin Motte, dir., *Entre la vieille et la seule France : Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*. Paris, Economica, 2010. p. 251-275.

Leymarie, Michel. « Dissidents et critiques des années vingt » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 371-385.

Leymarie, Michel. « L'Action française en France. Un état des lieux de la recherche » dans Olivier Dard et Michel Grunewald, dir. *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*. Berne, Peter Lang, 2009. p. 11-28.

Le Béguec, Gilles et Jacques Prévotat. « 1898-1919 – L'éveil à la modernité politique » dans Jean-François Sirinelli, dir. *Les droites françaises. De la Révolution à nos jours*. Paris, Gallimard, 1992. p. 383-503.

McWilliam, Neil. « Qui a peur de George Sand ? : Antiromantisme et antiféminisme chez les maurrassiens » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 173-184.

Nicault, Catherine. « Les "Français israélites" et la ligue d'Action française. Des années 1900 à 1940 » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 185-202.

Parkhurst-Ferguson, Priscilla. « Les chroniques de la vie ordinaire dans *L'Action française* » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 73-82.

Prévotat, Jacques. « Les milieux catholiques d'Action française » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 157-172.

Sanson, Rosemonde. « Les jeunesses d'Action française avant la guerre » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 205-215.

Secondy, Philippe. « Le Languedoc méditerranéen : une terre de nostalgiques du roi sensibles au maurrassisme » dans Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.). *L'Action française : culture, société, politique*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008. p. 267-278.

Secondy, Philippe. « Léon Daudet pamphlétaire » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 25-34.

Sutton, Michael. « Le maurrassisme face aux philosophies bergsonienne et blondélienne » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 83-97.

Wittmann, Jean-Michel. « Gide, un 'anti-Maurras' ? » dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.). *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010. p. 99-109.